

La revue catholique des idées et des faits

SOMMAIRE

Les degrés du savoir
Le cardinal Mercier au Collège Saint-Rombaut
Paul IV (1555-1559)
Le crépuscule du XVII^e siècle
L'archiduc François-Ferdinand
Les jeunes gens et la politique
Autour du livre « Alexandra-Feodorowna »

Jacques MARITAIN
Mgr Léon NOEL
Louis PASTOR
Comte Gonzague de REYNOLD
Maurice MURET
Fernand DESONAY
Comte PEROVSKY

La Semaine

Une voix manquait au concert. Elle s'est élevée, dans le *Peuple*, dimanche dernier. Le président de l'Internationale socialiste dénonce à son tour *Le dilemme inexorable : désarmement ou réarmement*? M. Vandervelde veut être clair et net. Il prend le ton du monsieur qui connaît à fond ce dont il parle et qui détient la solution sûre et certaine du problème qu'il expose. Or, son article n'est qu'un nouvel échantillon de cette informe « bouillie pour les chats » que le chef du Parti ouvrier ne sert que trop souvent à ses lecteurs.

L'article commence par un coup droit :

Il faudrait, une bonne fois, se décider à reconnaître qu'en logique pure la thèse du gouvernement des barons prussiens sur le désarmement ou le réarmement est simplement irréfutable.

En logique pure! Qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire?... Non seulement M. Vandervelde se dispense de nous l'expliquer, mais ce qu'il écrit immédiatement après avoir asséné cette « vérité » la contredit expressément.

Certes — ajoute-t-il — à les regarder de près, les textes du traité de Versailles, et notamment l'article 8 du Pacte de la S. D. N., ont une élasticité suffisante pour qu'on puisse contester que, pour les vainqueurs de 1918, le désarmement constitue une obligation non pas seulement morale, mais juridique.

D'autre part, dans sa réponse au memorandum de M. von Neurath, le gouvernement de M. Herriot n'a pas eu de peine à établir que, les textes étant ce qu'ils sont, le réarmement « *motu proprio* » de l'Allemagne serait une violation certaine des traités...

Conclusion : ou les mots n'ont plus de sens, ou, en logique pure, l'Allemagne n'a aucun droit à l'égalité dans les armements...; et les signataires du Traité de Versailles n'ont aucune obligation de désarmer tout de suite.

Alors, le coup de poing du début de l'article? La *logique pure*? Des mots et rien que des mots...

M. Mussolini a, certes, mieux à faire qu'à lire le *Peuple*, mais ses informateurs auraient tort de ne pas lui mettre sous les yeux ces lignes :

On peut penser ce que l'on veut, et l'on sait ce que nous pensons, de cette politique extérieure de M. Mussolini, qui soufflé le chaud et le froid, qui s'affirme pacifiste à Genève, belliciste dans l'Encyclopédie italienne, avec toujours le seul soin de son prestige et de ses visées mégalomanes.

Mais comment lui refuser le bénéfice de la logique lorsque, venant à la rescousse des fascistes allemands, il écrit, comme il le faisait hier : « Un véritable désarmement des puissances n'est possible que sur la base du niveau minimum et non par la méthode inverse. En conséquence, l'Allemagne, si le niveau minimum n'est pas réduit, est dans son droit si elle arme... »

Le sourire du Duce en apprenant que sa logique (!) est approuvée par le président de l'Internationale socialiste!...

La réduction et la limitation des armements de l'Allemagne — écrit encore M. Vandervelde — était donc le premier pas. Le second pas, on le déclarait expressément, devait être la réduction et la limitation générale.

Oui, mais à la condition que l'Allemagne désarmât réellement

et cessât d'être un danger pour la paix européenne. Le leader socialiste est d'ailleurs obligé de le reconnaître :

J'entends bien qu'il était parlé de limitation et de réduction, non de désarmement; qu'il n'était dit nulle part que, pour tous les pays, cette réduction et cette limitation seraient proportionnellement les mêmes; que, dans l'état actuel des choses, dans une Europe où partout les socialistes sont dans la minorité, où ce sont MM. Mussolini, Hitler et von Schleicher, « risum teneatis », qui parlent de désarmement et de paix, où ceux qui proclament leur droit au réarmement, ne songent même pas à dissimuler leur volonté de revanche et de retour au militarisme d'avant 1914, les gouvernements les plus pacifiques se tiennent à carreau et y regardent à deux fois, ou même à plusieurs fois, avant de procéder « hic et nunc » à un désarmement total qui ne tiendrait pas compte des armements clandestins, des milices mobilisables, des mille et un tours de bâton auxquels on a recours, d'autre part, pour tourner les dispositions du traité de Versailles.

Mais tout ce que l'on pourra dire dans ce sens ne détruira pas cet argument-massue : qu'il est moralement et matériellement impossible de maintenir indéfiniment, « ad aeternum », un statut militaire qui divise les nations européennes en deux groupes : celles qui restent souverainement juges de ce que commande le souci de leur sécurité nationale; celles, au contraire, à qui l'on dénie ce droit souverain et que les traités condamnent à rester désarmées, avec des gros canons de bois et des chars d'assaut en carton-pâte.

M. Vandervelde, en vieux tribun démagogue, s'y entend à donner le change et à cacher la faiblesse d'un argument sous l'énergie d'une formule. Son « argument-massue » est en carton-pâte comme les chars d'assaut que montre la Reichswehr. Celle-ci toutefois, cache soigneusement ses vrais chars d'assaut, tandis que le sac aux arguments de M. Vandervelde est vide...

Qui donc parle de statut militaire *ad aeternum*? Il s'agit de trouver un statut européen garantissant la sécurité des Etats. On le cherche depuis quatorze ans. Si on ne l'a toujours pas trouvé, à qui la faute, la très grande faute?... Que demain l'Allemagne soit souverainement juge de ce que commande le souci de sa sécurité nationale, et que, donc, elle réarme : oui ou non la paix européenne s'en trouvera-t-elle consolidée? Ou que la France et l'Italie (!) consentent à des réductions d'armements pareilles à celle imposée au Reich vaincu, la guerre en deviendra-t-elle moins menaçante?

* * *

M. Vandervelde n'apporte absolument rien de neuf au débat. Comment assurer la sécurité? Comment obliger l'Allemagne à renoncer à une revanche? Le dilemme qui se pose n'est pas : désarmement ou réarmement, mais : GUERRE OU PAS GUERRE! De toute évidence Berlin prépare la guerre et d'après des méthodes qui ne devraient surprendre personne car elles sont les mêmes que celles employées par la Prusse en 1814. Il y a plus de dix ans, à Spa, un général anglais, mais qui connaissait l'histoire étant professeur de droit constitutionnel et de droit international à l'Université de Londres — le professeur J. H. Morgan, K. C. — montrait déjà que les associations patriotiques allemandes et les sociétés

de culture physique n'étaient qu'une réédition de la préparation clandestine de la revanche prussienne contre Napoléon.

On laissa faire... On encouragea même...

Quel aven et quelle confession publique faite à Gramat, dimanche dernier, par le chef du Gouvernement français!

La France pourrait aujourd'hui encore se tenir sur le Rhin. Avant l'échéance elle a rendu à l'Allemagne la libre disposition des pays occupés par traité. On ne lui en a su aucun gré. Elle a restauré toute une partie de son domaine national, bouleversé par la rage de la bataille. Au lendemain même de ce plan Young que l'Allemagne avait juré d'exécuter fidèlement, elle a fait sur ses réparations les plus lourds sacrifices. On ne lui en a su aucun gré.

Participant elle-même à la crise mondiale, ayant le soin de défendre sa production, elle ouvre ses frontières aux marchandises allemandes et l'Allemagne en 1931 place dans notre pays un excédent d'importations de 3,385 millions de francs. On ne lui en a su aucun gré.

L'erreur, la faute plutôt, fut de s'imaginer qu'on lui en saurait gré. Si la France et l'Angleterre avaient eu des hommes d'Etat à la hauteur des circonstances, la Prusse ne menacerait pas, à nouveau, la paix européenne.

* * *

Que faire maintenant?

Que fera-t-on — demande M. Vandervelde — si l'Allemagne quittant la Conférence du désarmement, sortant de la Société des Nations, en compagnie, peut-être, des Italiens, des Japonais et des Hongrois, jette aux ci-devant vainqueurs ce déji de réarmer sans leur permission?

Lui déclarera-t-on la guerre?

C'est bien peu probable, d'autant que, dans pareille guerre, ce n'est pas l'Allemagne qui risquerait le plus de rester isolée.

Mais ce qui est bien autrement probable c'est que le réarmement des uns entraînera le superarmement des autres, et que, pour être plus ou moins longtemps retardée, la catastrophe finale n'en sera que plus effroyable!

Et l'Internationale socialiste? Elle qui doit apporter à l'humanité, avec la fraternité mondiale, le bonheur universel dans une prospérité générale? Qu'a-t-elle à proposer pour éviter cette catastrophe finale?

Ecoutez, peuples qui tremblez de crainte :

Dans ces conditions, nous osons le dire, la seule politique raisonnable est celle que récemment, à Zurich, les socialistes de tous les pays, allemands et autrichiens, autant qu'anglais, français, italiens ou belges, se sont déclarés d'accord pour mener, envers et contre toutes les politiques de réaction militariste et nationaliste : faire front contre toutes tentatives de réarmement, mais réaliser, comme première étape, des réductions massives sur les armements; interdire, à tous, les armements particulièrement offensifs que le traité de Versailles interdit déjà à l'Allemagne; mettre au pied du mur les pseudo-désarmeurs en rendant, par un contrôle rigoureux, les armements clandestins impossibles; s'acheminer, en un mot, d'un pas ferme et rapide vers la seule solution qui soit de nature à conjurer la guerre : le désarmement égal, simultané et contrôlé.

Un contrôle rigoureux! Hélas, le « Patron » n'oublie qu'une chose: éclairer sa lanterne! Si l'Allemagne voulait réellement la paix, elle ne crierait pas que sa sécurité n'est pas assurée — alors qu'elle sait parfaitement qu'aucun pays du monde n'est, en ce moment, aussi assurée qu'elle de sa sécurité! —; elle n'armerait pas clandestinement; elle ne donnerait pas à sa jeunesse une formation militaire intense... Si, depuis quatorze ans, l'Allemagne avait voulu la paix, le désarmement général serait acquis. S'il ne l'est pas encore, c'est parce que l'Allemagne est... presque prête à recommencer l'aventure. Comment l'en empêcher? En désarmant?! Nous n'avons pas les lumières spéciales du président de l'Internationale socialiste, mais, à défaut d'elles, le simple bon sens nous fait croire que, seule, une entente des vainqueurs de 1914, se garantissant mutuellement contre toute attaque prussienne, est capable de contenir Berlin. C'est dire que la paix ou la guerre dépendent bien plus de Londres que de Paris... Si Berlin savait

que Londres ne tolérera ni invasion en Pologne, ni réarmement, Berlin se tiendrait coi...

Vous rappelez-vous le « certain » Bauer qui écrit *La Guerre est-elle pour demain?* Les événements ne lui donnent, hélas! que trop raison, et on se demande, avec angoisse, si ce demain n'est pas plus proche encore que ne le croyait l'écrivain autrichien.

Qui donc eût osé prédire, quand M. Struye n'avait que dédain et mépris pour ce « certain » Bauer et pour « la cohue d'imbéciles aux airs entendus » — comme vient de dire si gentiment le directeur de la *Terre wallonne* — qu'en septembre 1932, M. Paul Struye, envoyé spécial de la *Libre Belgique* à Genève, écrirait à son journal :

C'est d'ailleurs un fait, qu'on entend beaucoup parler ici d'une dislocation possible de la S. D. N. Certains Genevois affectent d'envisager cette éventualité avec philosophie : « Cela devait finir ainsi ». Et certains ajoutent, plus ou moins plaisamment, que le nouveau Palais de la S. D. N. qu'on est en train d'édifier à l'Ariane « pourra servir un jour d'asile pour vieillards ».

* * *

Un mot encore à M. Vandervelde. Il a parlé des socialistes allemands, autrichiens, anglais, français, italiens et belges.

Récapitulons :

socialistes allemands : se sont révélés tout à fait impuissants. N'ont pu empêcher ni les armements clandestins, ni l'organisation de la Reichswehr, ni la militarisation de la jeunesse, ni l'hitlérification des foules, ni la mise en poche par von Hindenburg, von Schleicher et von Papen, de la République, du Reichstag et de tout le saint-frusquin dit démocratique.

socialistes autrichiens : ont ruiné l'Autriche mais n'ont aucune influence sur la politique européenne.

socialistes anglais : n'existent pas!

socialistes français : n'ont cessé d'encourager la volonté de guerre de l'Allemagne en éternant la volonté de paix de la France.

socialistes italiens : avalés par le Duce.

socialistes belges : les moins socialistes des socialistes européens. Ont fait beaucoup pour la classe ouvrière belge. N'ont pas plus d'influence que leur pays sur la politique européenne...

Moralité : Seul le socialisme français a une influence marquée sur les événements actuels et cette influence est néfaste. Si la France s'abandonne à l'utopie pacifiste, la botte prussienne foulera son sol bientôt... Et cette fois!...

Notre Temps, organe de gauche aux idées dites avancées, écrivait le 21 août, sous la signature de M. Georges Roux :

Tout le drame européen est un drame d'ignorance, de fausseté et d'incompréhension. Nous mourrons de calomnie. L'Allemagne a peur d'une agression française, exactement comme la France a peur d'une agression allemande. De ce côté-ci du Rhin comme de l'autre, on trouve la même psychose d'angoisse, la même fièvre obsessionnelle. Et les deux peuples risquent de se faire une guerre par crainte l'un de l'autre, chacun pour repousser l'hégémonie ou l'agression de l'autre : ce serait la guerre du mensonge et de la peur.

Mensonge en effet, car l'Allemagne n'a aucune peur d'une agression française! Berlin sait parfaitement que la sécurité allemande est assurée comme jamais, peut-être, elle ne le fut dans le passé. Même le militarisme impérialiste de 1870 à 1914 protégeait moins l'Allemagne que ne la garantit, en ce moment, la crainte, disons la peur qu'ont Paris, Varsovie et Prague, de faire à la Prusse toute peine, même légère...

Par contre, malgré ses sacrifices immenses, malgré l'offrande du meilleur de son sang, la France reste menacée. Elle vit dans l'appréhension d'une invasion nouvelle, dans l'angoisse de nouvelles ruines et de nouveaux deuils...

Recommandons à tous les jeunes snobs animés d'on ne sait trop quel esprit nouveau et qui, avec un air distant et une supériorité dont ils ne font aucun mystère, croient de bon ton d'élever des : « tout de même ! » quand on flétrit devant eux l'inhumaine et abjecte tyrannie bolcheviste, la méditation de ces lignes extraites d'un article où M. Maurice Paléologue, de l'Académie française, ancien ambassadeur de France en Russie, se demande : *La Russie se prépare-t-elle à la guerre ?*

A lire de telles provocations, de telles bravades, une chose me stupéfie, ce sont les complaisances que le gouvernement de certains Etats civilisés ne cesse de témoigner aux dictateurs de la Russie communiste. On les reçoit, on les écoute d'une oreille serviable; on leur ouvre des crédits; on leur achète des marchandises; on leur permet d'utiliser, au profit de leur apostolat toutes les immunités diplomatiques; on tolère qu'ils fomentent des grèves dans les usines, des mutineries dans l'armée, des intrigues dans les Parlements; on n'a pour eux qu'indulgence et faveurs. La phraséologie nébuleuse de la Société des Nations a tellement faussé les esprits, elle a tellement oblitéré chez les hommes d'Etat le sens des réalités, qu'on trouve tout naturel d'entretenir, ainsi, la force et la durée d'une oligarchie sclérotée qui proclame solennellement sa résolution de bouleverser le monde, qui ne se propose rien moins que d'abolir tout ce qui a fait jusqu'à ce jour la noblesse et la fierté de la conscience humaine, l'honneur et l'ornement de l'esprit humain.

Le dernier numéro de la *Revue universelle* a publié un remarquable article de M. Roger Labonne intitulé : *Guerre et Surpeuplement*.

Les causes réelles des guerres sont surtout celles dont on ne parle jamais. Notre époque, ennemie de l'effort, se plaît à dissérer, à l'infini, sur les motifs secondaires de ses difficultés. Mais elle aborde toujours, avec répugnance et circonspection, l'examen de leurs raisons déterminantes, comme si elle craignait toujours de passer de la parole aux actes et de l'abstraction aux réalités.

Aussi vit-elle le plus souvent dans la fiction, condamnée à voir une à une ses doctrines les plus chères démenties par les événements et ruinés par les faits. Fraternité générale, entente universelle, abolition des frontières, autant de thèmes aimables qui enchantent son imagination et nourrissent ses discours, mais qui aboutissent au renforcement des barrières douanières, aux contingentements, aux violences chauvines. Age du fer, elle redevient aussi l'âge du troc, tout en ayant la foi d'un Polyeuete en la religion du progrès et se flattant, avec ses lois sociales, de plier la nature aux injonctions de la volonté humaine.

... On reconnaît bien que l'entassement des humains en certaines contrées comporte les mêmes inconvénients à l'époque des avions et de la T. S. F. qu'à celle des chariots et des flèches; mais on n'aborde jamais l'étude des moyens propres à éliminer ce danger, et on laisse le monde exposé aux mêmes aléas qu'au temps où le défaut de pâturages et le manque de champs fertiles poussaient les hordes à entreprendre leurs migrations belliqueuses.

Deux pays, surtout, sans parler de l'Allemagne, ont une population pléthorique qui ne peut vivre sur un territoire trop exigü : l'Italie et le Japon.

Obligés de vivre sur eux-mêmes, les pays pourvus de matériel humain en excédent ont dû s'adapter aux circonstances et développer leur industrie, comme l'Europe, au temps du blocus continental. Ne pouvant traiter leur population pléthorique comme le blé que l'on brûle dans les locomotives d'Ottawa et la laine qu'on laisse pourrir dans les docks de Sydney, ils se sont ingénies à développer coûte que coûte leurs exportations, à pratiquer ce dumping si préjudiciable à la bonne harmonie des transactions, et à démolir les fiefs commerciaux les plus solides. Le pavillon de l'Italie surclasse aujourd'hui l'Union Jack dans le mouvement maritime à travers les Dardanelles. Celui du Japon, aussitôt les affaires de Mandchourie réglées, évincera complètement de l'arène asiatique les bannières anglo-saxonnes...

Les pays menacés peuvent, durant un temps, arrêter cette offensive, à coups de tarifs préférentiels, de contingentements, de restrictions de tous genres; leurs munitions s'épuisent vite. Lutinant pour leur existence, les assaillants s'ingénient à trouver des armes nouvelles

et à s'infiltrer à travers les barrages économiques, pendant que les haines fermentent, que les jalousies s'exaspèrent, et que les nations surpeuplées apparaissent de plus en plus comme des chaudières en ébullition d'où, par les jointures prêtes à se rompre, partent de menaçants jets de vapeur.

* * *

Italie. Japon. De ces deux ruches humaines, ainsi engorgées, émane une sorte de bourdonnement irrité, pareil à celui d'abeilles que l'apiculteur, empêcherait d'essaimer.

«... Les jeunes générations élevées et disciplinées par le fascisme savent que les Italiens ne jouiront d'aucune paix, tant qu'ils n'auront pas de terres à féconder... » Tel est le canevas d'innombrables articles parus dans la Péninsule depuis l'avènement du Duce. « Des terres, nous avons faim de terre... », répètent sans se lasser derrière la Gioventù Fascista les feuilles officielles et officieuses; et ce refrain lancinant s'accompagne d'invectives variés à l'adresse « des Puissances égoïstes, vivant repliés sur elles-mêmes, sans faire la place aux jeunes... », de la voisine surtout qui « par aberration, ingratitude, égoïsme, dédain, inimitié, refuse de faire droit aux plus anodines demandes de sa sœur latine; et, pour la récompenser de ses immenses services au cours de la guerre, lui a attaché au flanc, à la place de l'empire austro-hongrois, cette monstrueuse caricature de nations qui s'appelle l'Etat serbo-croate-slovène ». — « La pauvreté démographique de la France, précise le Popolo du 17 mai 1932, devrait inciter ses dirigeants à mettre des pays vierges à la disposition d'un peuple vigoureux et discipliné, qui peut, en échange, donner la sécurité dont l'Europe a tant besoin. » — « Si le monde veut se renouveler en une joute féconde et non en conflits catastrophiques, ajoute, quelques jours plus tard, la Stampa, il doit reconnaître une place au soleil aux nations qui le méritent... » Enfin, le 3 juin, dans un long discours, M. Grandi reprend le même thème, sur un ton impératif et pressant : « Un problème urgent de paix, de tranquillité, de travail, se pose pour un peuple de 42 millions d'habitants qui, dans quinze ans, seront 50 millions... Pareille masse peut-elle exister, vivre, prospérer, dans les limites d'un territoire moitié moins étendu que l'Allemagne, la France, l'Espagne... alors que, par surcroît, tous les pays du globe opposent des barrières au développement des échanges et dénationalisent quiconque franchit leurs frontières ou aborde aux rivages de leurs colonies ?... »

* * *

Et cette étude du plus haut intérêt se termine par des conclusions générales qui ne portent guère à l'optimisme :

Mais, il n'est pas superflu de le répéter : la question du peuplement européen en Afrique du Nord est le bien petit côté d'un grand problème : la répartition des richesses humaines à travers le monde. Problème grave, exigeant des solutions objectives et un autre formulaire que celui de l'habituelle logomachie. Car, si le monde économique souffre d'anémie, si son sang (crédits et or) surabondant par places, raréfié ailleurs, ne circule plus, risquant de provoquer l'apoplexie fatale, le retour aux libres échanges ethniques apparaît au moins aussi indispensable.

Aurement, c'est la congestion redoutée, la collusion imminente des pays pauvres et profériques, pressés par le besoin et la misère, comme jadis les hordes par la faim et prêts à courir aux barrières du statu quo, comme les Jacques aux portes des châteaux pour démolir l'édifice fragile de la paix.

Guerre et surpeuplement. Une fée bienfaisante, quelques discours et quelques pactes ne peuvent empêcher l'étroite corrélation des deux termes, et maintenir indéfiniment des situations paradoxales comme dans le Pacifique, où un Japon de 400.000 kilomètres (dont 17 % propres à la culture) et peuplé de 65 millions d'habitants se trouve en face d'une Australie de 8.000.000 de kilomètres aux ressources illimitées, et abritant à peine 7 millions d'individus; comme dans l'Atlantique où sur la rive orientale, une Europe de 10 millions de kilomètres donne asile à 460 millions d'êtres, tandis que sur la rive occidentale, des Etats-Unis et un Canada comptant à eux deux 20 millions de kilomètres nourrissent seulement 130 millions d'individus.

Distinguer pour unir

ou

Les Degrés du Savoir⁽¹⁾

Le titre de cet ouvrage en dit assez le dessein. La dispersion et la confusion sont également contraires à la nature de l'esprit. « Personne, dit Tauler, n'entend mieux la vraie distinction que ceux qui sont entrés dans l'unité »; et de même personne ne connaît vraiment l'unité s'il ne connaît aussi la distinction. Tout effort de synthèse métaphysique, particulièrement s'il porte sur les complexes richesses de la connaissance et de l'esprit, doit donc distinguer pour unir. Et c'est à discerner les degrés du savoir, son organisation et sa différenciation interne, que la philosophie réflexive et critique est ainsi conduite avant tout.

L'idéalisme a coutume de choisir un certain ordre de sciences pour type univoque de l'univers de la connaissance, et de construire par rapport à ce type toute sa philosophie du savoir. Non seulement il néglige ainsi de façon systématique de vastes domaines du connaissable, mais il tend à ramener les diversités de la vie de l'esprit à un monisme noétique plus stérile certes et moins excusable que le monisme ontologique des premiers philosophes (car enfin l'esprit se connaît lui-même, et quelle excuse l'idéalisme peut-il invoquer s'il se méprend sur les structures mêmes de la pensée?).

En revanche bien des réalistes semblent disposés à payer la possession des choses d'un abandon des problèmes propres de l'esprit, et l'on voit de nos jours une nouvelle dogmatique « culturelle » identifier au matérialisme dialectique l'anti-idéalisme dont elle fait profession.

Nous espérons montrer ici que le réalisme thomiste, en sauvant par une méthode véritablement critique la valeur de la connaissance des choses, permet d'explorer dans son intimité l'univers de la réflexion, et d'en établir, si l'on peut ainsi parler, la topologie métaphysique; ainsi la « philosophie de l'être » est en même temps, par excellence, une « philosophie de l'esprit ».

Plus encore que l'univers physique et que les organismes corporels, l'esprit a — mais immatérielles — des dimensions, une structure, une hiérarchie interne de causalités et de valeurs. L'idéalisme contemporain, qui en fin de compte lui refuse toute nature et toute structure propre, pour en faire un pur mouvement ou une pure liberté, n'arrive en réalié qu'à l'étaler tout entier sur un même plan d'intellection, comme un univers à deux dimensions, un monde infiniment plat. Pourtant on est fondé à penser que les quatre dimensions dont parle saint Paul, — *quae sit latitudo, et longitudo, et sublimitas, et profundum* (1) — ne concernent pas seulement la sphère ou l'hypersphère de la contemplation des saints, mais d'une façon générale l'organisation et la structure fondamentale des choses de l'esprit, dans l'ordre naturel ou dans l'ordre surnaturel.

Du point de vue noétique où nous sommes placés, disons que la longueur symbolise pour nous la façon dont la lumière formelle qui caractérise un type de savoir, tombe sur les choses et détermine en elles une certaine ligne d'intelligibilité; à la largeur correspond la quantité sans cesse croissante des objets ainsi connus; à la hau-

teur, la différence de niveau créée entre les diverses sortes de savoir par les degrés d'intelligibilité et d'immatérialité de l'objet, d'où suit, pour chacune, une manière de procéder originale et typique; quant à la quatrième dimension, à la profondeur, elle représente à nos yeux ces diversités plus cachées qui dépendent de la manière dont l'esprit, dans sa liberté, diversifie encore d'après ses finalités propres ses objets et ses manières de se conformer au réel. La différence entre la philosophie spéculative et la philosophie pratique est l'exemple le plus simple de telles diversités, mais ce n'est pas le seul.

Toutefois ce n'est pas seulement la structure, c'est le mouvement et l'élan de l'esprit qu'il importe de mettre en lumière, et cette admirable loi d'insatisfaction dans la sécurité même des certitudes acquises, en vertu de laquelle, à partir de l'expérience du sens, il élargit, exhausse, transforme sa vie propre de degré en degré, en l'engageant dans des mondes de connaissance hétérogènes et pourtant solidaires, et en attestant que pour une vie immatérielle tendre à la perfection est tendre à une amplitude infinie, c'est-à-dire, en fin de compte, à un objet, à une réalité infinie qu'elle devra en quelque façon posséder. Nous avons essayé d'indiquer dans ce livre les raisons et les modalités principales de ce mouvement et de ces passages.

* * *

On voit pourquoi cet ouvrage devait explorer des domaines très variés. Après une sorte d'introduction générale où il est question de la grandeur et de la misère de la métaphysique, les premiers problèmes qui y sont traités concernent les sciences expérimentales et le degré de savoir qu'elles représentent; avant d'aller plus loin il est nécessaire de se tourner vers la connaissance elle-même et comme telle, et d'établir (chapitre III) les principes d'une philosophie de l'intelligence: ainsi est franchi le seuil de la métaphysique critique, au point de vue de laquelle on restera désormais placé. Les deux chapitres suivants ont pour objet la philosophie de la nature considérée surtout dans ses rapports avec les sciences, notamment avec la physique, et la connaissance métaphysique, considérée surtout dans sa structure noétique et dans ses rapports avec la théologie négative. Avec la connaissance de foi et la « suranalogue » qui lui est propre, on passe aux degrés du savoir supra-rationnel, dont la forme la plus haute est l'expérience mystique. Le chapitre VI est consacré aux problèmes qui concernent celle-ci, les chapitres VII et VIII à deux cas éminents intéressants ce que nous avons appelé plus haut la « profondeur » des choses de l'esprit; on s'y demande quelle est la nature de la sagesse augustinienne, et quels sont les traits distinctifs et la perspective propre de la science « pratiquement pratique » de la contemplation telle qu'on la trouve chez un Jean de la Croix. Le dernier chapitre forme la conclusion de tout l'ouvrage, il traite de la doctrine du *Tout* et du *Rien* exposée par le même Docteur mystique, et du suprême degré de connaissance et de sagesse accessible à l'homme en cette vie.

C'est à dessein que nous avons parcouru un si vaste ensemble de problèmes, esquissé une synthèse qui commence à l'expérience du contemplatif, et dont la solidité philosophique a pour garant les certitudes rationnelles de la métaphysique et de la critique.

(1) M. Jacques Maritain publiera, le mois prochain, chez Desclée, de Brouwer et Cie, sous ce titre, un ouvrage capital. La grande obligeance des éditeurs nous permet d'en publier aujourd'hui, en premier, la préface et un chapitre central. Notre collaborateur M. Marcel de Corte montrera, dans une de ses prochaines chroniques, la grande importance d'un livre que voudront lire tous ceux qui s'intéressent aux problèmes de l'esprit.

(1) Ephes., III, 18.

Ainsi seulement pouvions-nous montrer la diversité organique et l'essentielle compatibilité des zones de connaissance traversées par l'esprit dans ce grand mouvement de quête de l'être auquel chacun de nous ne peut collaborer que pour un mince fragment, et en risquant de méconnaître l'activité de ses compagnons attachés à d'autres ouvrages fragmentaires, mais dont l'unité d'ensemble réconcilie comme malgré eux, dans la pensée du philosophe, des frères qui s'ignoraient. A ce point de vue on peut dire aussi que l'œuvre à laquelle la métaphysique semble appelée aujourd'hui sera de mettre fin à l'espèce d'incompatibilité d'humeur que l'humanisme de l'âge classique avait créée entre la science et la sagesse.

Certains nous reprocheront sans doute de n'être pas constamment resté sur le terrain de la pure philosophie, et d'avoir tenu compte, dans la seconde partie du présent livre, de certitudes qui dépendent de lumières d'un autre ordre. Nous ne ferons rien pour écarter un tel reproche, étant persuadé qu'en effet le philosophe, quand il prend pour objet d'étude quelque chose qui touche aux conditions existentielles de l'homme et à son agir de personne libre, — et c'est bien ce qui arrive lorsqu'il étudie des degrés de connaissance qui sont eux-mêmes au delà de la philosophie, et impliquent dans leur essence une relation personnelle du sujet connaissant à sa fin dernière, — ne peut procéder scientifiquement que s'il respecte l'intégrité de son objet, et donc les réalités d'ordre surnaturel impliquées de fait en celui-ci. Nous nous sommes expliqué là-dessus dans un essai sur la notion de philosophie chrétienne (1). Aucune prétention philosophique n'abolira ce fait que l'homme se trouve dans l'état, non de pure nature, mais de nature déchue et rachetée. La première obligation du philosophe est de reconnaître ce qui est, et s'il ne le peut dans certains cas que moyennant une adhésion de foi à la Vérité première qui, bien que raisonnable, est pourtant due à une grâce qui transcende la raison, il est encore philosophe (toutefois non plus *purement* philosophe) en usant de cette adhésion même pour discerner et scruter les caractères essentiels et les raisons explicatives de ce qui est sous ses yeux. Alors, quoiqu'il emprunte des lumières supérieures qu'il compose avec celles de la raison, il procède toujours selon son mode propre, non en théologien, mais en philosophe, analysant le donné pour remonter à ses principes ontologiques, et intégrant à son investigation des causes les informations qu'il tient du théologien, comme, à d'autres moments, il lui intègre celles qu'il tient du biologiste ou du physicien.

Là où le lecteur incroyant ne pourra pas accorder la vérité des principes de solution assumés par nous, du moins pourra-t-il comprendre les raisons méthodologiques qui rendaient nécessaire le recours à ces principes, et juger comme du dehors de la structure logique de l'ensemble qui lui est présenté. Bien des parties de cet ensemble — tout ce qui concerne les degrés du savoir rationnel — relèvent au surplus de la seule raison, et la doctrine de la science, notamment de la connaissance physico-mathématique de la nature, celle de la philosophie de la nature, celle des noms divins et de la connaissance rationnelle de Dieu qui y sont proposées, si elles ne constituent pas les régions supérieures de cet édifice, en sont toutefois les régions centrales, comme la doctrine du réalisme critique en est le fondement.

Ajoutons que le présent ouvrage n'a pas été conçu comme un traité didactique, mais plutôt comme une méditation sur certains thèmes qui s'enchaînent d'un mouvement continu. C'est pourquoi certains degrés du savoir d'importance majeure en eux-mêmes, comme la connaissance mathématique et la connaissance théologique, n'ont pas fait l'objet d'un chapitre spécial, sans pourtant qu'on ait omis pour cela de les considérer et de les caractériser. C'est une étude plus spéciale, étrangère au dessein philosophique poursuivi ici, qu'ils demanderaient l'un et l'autre. En ce qui concerne en particulier les fondements des mathématiques, nous pensons que bien des travaux d'approche sont encore requis avant que la philosophie thomiste en propose une interprétation systématique où tous les problèmes critiques posés par les développements modernes des sciences mathématiques reçoivent une solution. Nous avons néanmoins essayé à diverses reprises (chap. II, IV, V) de préciser à ce propos un certain nombre de points de doctrine qui nous semblent particulièrement importants, et qui indiquent déjà d'une manière assez nette dans quel esprit devrait, à notre sens, s'élaborer une philosophie des mathématiques.

(1) *Revue néo-scholastique de philosophie*, Louvain, mai 1932, pp. 178-180. A paraître aux *Questions disputées*.

Ceux qui consentiront à lire de près ces pages s'apercevront peut-être que tout en nous maintenant d'une façon rigoureuse dans la ligne formelle de la métaphysique de saint Thomas, et en rejetant toute espèce d'accommodement ou de diminution destinée à rendre le thomisme *acceptable* à des préjugés irrationnels, nous avons sur plusieurs points essayé de défricher du terrain, et de reculer les frontières de la synthèse thomiste. L'inconvénient de ces sortes de travaux, où bien des indications et des amorces demandent à être reprises et poursuivies, est qu'ils postulent, pour porter leur fruit, un esprit de collaboration et de continuité philosophique sur lequel il est généralement vain de compter. Quoi qu'il en soit, ils restent dans la tradition spirituelle du thomisme, qui est une doctrine essentiellement progressive et assimilatrice, — et ne nous offre-t-elle pas cette preuve singulière d'irrépressible vitalité d'avoir résisté pendant des siècles, et de résister toujours, au traitement de la pédagogie chargée de la monnayer ?

Incomparablement cohérent, lié en toutes ses parties, le thomisme n'est cependant pas ce qu'on appelle un « système ». Quand on dit qu'il se distingue des autres doctrines philosophiques par son universalisme, cela ne doit pas s'entendre d'une simple différence d'étendue, mais bien d'une différence de nature. Le mot système évoque l'idée d'une liaison mécanique ou tout au moins d'un assemblage comme spatial de parties, et par suite d'un choix des éléments, sinon arbitraire, au moins personnel, comme dans toute construction d'art. Un système se déroule ou se parcourt morceau par morceau, à partir de ses éléments initiaux. Au contraire, il est essentiel au thomisme d'exiger que tout ce qui est de la construction et de la machinerie soit rigoureusement subordonné à ce qui est de l'activité immanente et du mouvement vital de l'intellection : ce n'est pas un système, un *artefactum*, c'est un organisme spirituel. Ses liaisons internes sont des liaisons vitales où chaque partie existe de l'existence du tout. Les parties principales n'y sont pas des parties initiales, mais plutôt des parties dominantes ou des parties centrales, dont chacune est déjà virtuellement le tout. La pensée n'y fait pas un choix personnel entre les éléments du réel, elle a une ouverture infinie sur eux tous.

C'est qu'à vrai dire le thomisme est une œuvre *commune*. On n'est pas thomiste parce que dans le magasin des systèmes on fait choix de lui comme d'un système parmi les autres, comme vous choisissez une paire de souliers dans un magasin de chaussures, jusqu'à ce que vous trouviez un autre modèle qui aille mieux à votre pied. A ce compte-là il serait plus stimulant de fabriquer soi-même un système à sa mesure. On est thomiste parce qu'on a renoncé à trouver dans un système fabriqué par un individu la vérité philosophique, cet individu s'appelât-il *ego*, et parce qu'on veut chercher le vrai — soi-même certes et par sa propre raison — en se faisant enseigner par toute la pensée humaine, afin de ne rien négliger de ce qui est. Aristote et saint Thomas n'ont pour nous une importance privilégiée que parce que, à cause de leur suprême docilité aux leçons du réel, nous trouvons chez eux les principes et l'échelle de valeurs grâce auxquels, sans risquer l'électisme et la confusion, tout l'effort de cette pensée universelle peut être sauvé.

Les philosophes pour lesquels la catégorie du périmé est un critère métaphysique, et la pensée a le devoir de vieillir en oubliant, peuvent-ils comprendre que si nous consultons les anciens, c'est pour recourir à une fraîcheur de regard aujourd'hui perdue ? Nulle thésaurisation d'expérience, aucun des avantages et aucune des grâces du vieillissement de la pensée ne sauraient remplacer la grâce propre de sa jeunesse, la virginité de l'observation, l'élan intuitif de l'intelligence non fatiguée encore vers la savoureuse nouveauté du réel.

Distinguant le *per se* et le *per accidens*, les thomistes pensent que le progrès de la philosophie se poursuit non seulement au sein de la doctrine qu'ils tiennent pour bien fondée, mais aussi, par accident, à travers la prolifération de tous les systèmes mal fondés, auxquels une armature moins solide permet de se jeter plus rapidement (du reste pour y périr) sur les nouveaux aspects du vrai que le mouvement du temps fait paraître.

Il faut bien toutefois que ce qui progresse ainsi ait une sorte de nature, du moins comme le devenir, ou le mouvement, ou la puissance, il faut qu'il y ait une philosophie virtuelle, fluente, insaisissable en son intégrité à chaque moment de son progrès, puisqu'à chacun de ces moments elle chevauche sur des formulations opposées et des systèmes adverses, portée par ce qu'ils contiennent tous de vrai.

La philosophie n'est-elle que cela, et ne connaît-elle que cet état de virtualité? S'il arrive que par chance existe parmi les hommes un organisme doctrinal assuré tout entier sur des principes vrais, il s'incorpore, avec des retards plus ou moins grands, et *réalisera* progressivement en lui cette philosophie virtuelle, qui deviendra du même coup, et pour autant, saisissable et montrable, formée et organiquement agencée. C'est ainsi qu'à notre sens le thomisme est destiné à actualiser, en progressant lui-même, le progrès de la philosophie.

Réalisme et sens commun

Dans les temps modernes, qui souffrent tellement de la division de l'esprit contre lui-même, et où le sens commun a reçu tant d'affronts, une philosophie réaliste commence ordinairement par une tentative pour réhabiliter en quelque façon le sens commun et renouer avec lui. C'est là une préoccupation excellente, parce qu'elle apprend au philosophe une certaine humilité, parce qu'elle le remet dans la ligne de la nature, et parce qu'elle tend à rétablir l'unité intellectuelle au niveau le plus foncièrement et modestement humain, je veux dire au point où la pensée de l'homme dans la rue s'articule avec celle du philosophe. Mais c'est là aussi une préoccupation dangereuse, parce que le sens commun n'est pas quelque chose d'homogène, et parce qu'une bonne partie du progrès scientifique, surtout du progrès scientifique moderne, s'est faite à vrai dire contre lui.

Si l'on se donne du sens commun une notion pure, si l'on entend par sens commun l'intelligence des vérités connues de soi et des principes de la raison (*habitus principiorum*), et la métaphysique encore informe, mais riche de quelques certitudes absolument fondamentales pour la vie humaine, que la raison aidée de l'expérience tire de ces principes, alors, pour les thomistes, il faut dire qu'il y a solidarité entre le sens commun et la philosophie, et en même temps distinction très nette, parce que la philosophie est un savoir où les certitudes fondamentales du sens commun se retrouvent, mais formées par la raison critique et à l'état scientifique, et qui prolongera sans fin ces certitudes par de nouvelles découvertes et de nouvelles démonstrations, et qui s'appuie tout entier non pas sur l'autorité du sens commun et de ses croyances, mais sur l'évidence nécessitante des principes dont l'intelligence a l'intuition. La position de saint Thomas, tout en maintenant avec beaucoup de force et avec un grand respect la cohérence entre sens commun et philosophie, est ici fort différente de celle de Reid, et beaucoup plus critique.

Naïveté et crainte superstitieuse d'être naïf sont du reste, notons-le par parenthèse, les deux ennemis d'une saine critique. La philosophie, en tant qu'elle est sagesse, doit vérifier ses organes et ses instruments à mesure qu'elle avance, et ne rien recevoir de la nature ou de la culture sans l'examiner et le juger elle-même. Mais prétendre « se justifier dès l'origine », et ne rien recevoir de la nature, et faire consister la traversée du monde dans le fait de se vérifier, l'enferme dans un pur artificialisme qui est bien la pire des naïvetés, celle du professeur. Il est ainsi des philosophes qui s'appliquent de telle sorte à « mettre fin à toute naïveté » qu'on se demande comment ils ont pu naître; aussi bien naîtront-ils difficilement à la sagesse (et donc à la critique). Ajoutons qu'à tout prendre la naïveté naïve vaut mieux que la naïveté anti-naïve : elle suit les lignes de la nature, et elle est guérissable. De fait, au cours de l'histoire de la pensée, c'est la naïveté qui par réflexion sur soi devient peu à peu critique. Et un tel progrès critique est destiné à durer sans fin. Un Socrate, un Platon, un Aristote, un Augustin n'ont nullement ignoré le problème critique; le IV^e livre (γ) de la *Métaphysique* est imprégné d'une critique avant la lettre; il y a plus de profondeur critique chez Albert le Grand, saint Thomas ou Cajetan que chez Kant. Cependant ils n'ont pas songé à dresser en un corps de doctrine spécial la partie réflexive et critique de la métaphysique, laissant ainsi comme en friche de vastes régions du savoir; et l'on doit dire que de leur temps, ainsi que nous le remarquons plus haut, l'état de la philosophie comportait un dégagement beaucoup moins explicite et beaucoup moins parfait des problèmes critiques et de la technique qui leur correspond; il appartient aux thomistes de l'âge moderne, de « l'âge réflexe », de porter cette technique à un degré plus digne

de la pensée de leur maître. L'appareillage de microscopie qu'il convient d'appliquer à l'examen des notions premières et des premiers principes devra d'ailleurs se perfectionner toujours; ce n'est pas une fois pour toutes qu'on pourra en finir avec toute « naïveté » précritique. La connaissance précède la réflexion comme la nature précède la connaissance. Pas plus que la connaissance de la nature, la réflexion critique ne cessera de grandir.

* * *

Mais nous avons dit que le sens commun n'est pas quelque chose d'homogène. En effet, il n'y a pas seulement en lui le contenu intellectuel dont nous venons de parler, il y a aussi toute une imagerie, d'après laquelle par exemple le soleil tourne autour de la terre, le haut et le bas sont des déterminations absolues de l'espace, nos antipodes ont la tête en bas, etc. Une discrimination entre les valeurs intellectuelles du sens commun et son imagerie est absolument nécessaire; et c'est à condition de se délivrer de cette imagerie que science et philosophie peuvent avancer.

Enfin, s'il faut en croire en des adages fondamentaux que saint Thomas ne se lasse pas de répéter, l'intelligence humaine est au degré infime dans l'échelle des esprits. En raison de quoi le mot « naturel » a, en ce qui concerne l'homme, deux sens tout opposés. Le sens commun, en tant qu'il est « naturel », c'est-à-dire conforme aux inclinations essentielles de notre intelligence, est naturellement droit, et agile, et intuitif, il va vers l'être et vers Dieu par une sorte de phototropisme spirituel; et en ce sens-là la philosophie doit le continuer. Au contraire, en tant que le mot « naturel » est pris en un second sens tout différent, et signifie « exposé aux périls ordinaires qui menacent notre intelligence », le sens commun a une certaine propension naturelle à la bêtise, au matérialisme, à l'incompréhension de ce qui est vivant et spirituel; et en ce sens-là la philosophie doit constamment le redresser.

On comprend ainsi que l'histoire de la pensée, en tant du moins qu'elle est progressive, soit faite d'une série de scandales pour le sens commun, dont chacun est suivi d'une réintégration plus haute et d'une reconquête, d'une victoire du sens commun. Chacun de nos pas sur la terre est lui-même une ébauche de chute suivie d'un redressement.

La vérité

L'un des premiers scandales pour le sens commun concerne le rapport entre les choses et la pensée, et la notion même de vérité. « Ce que je pense, c'est ce qui est », pense le sens commun (et il n'a pas tort), mais tout aussitôt il matérialise cette affirmation, il l'écrase dans une représentation facile, et s'imagine que la pensée est comme une copie ou un décalque matériel de la chose, qui coïncide de toutes manières avec celle-ci, en telle sorte que toutes les conditions de l'une sont les conditions de l'autre.

La réflexion ne tarde pas à provoquer quelques désillusions amères. Si la pensée ou la connaissance était une copie ou un décalque de la chose, si toutes les conditions de l'une étaient les conditions de l'autre, comment l'erreur serait-elle possible? Il serait absurde de concevoir l'erreur comme un décalque de ce qui n'est pas. Et comment pourrions-nous connaître par une pensée multiple, par exemple par l'idée d'« être vivant » jointe à l'idée « capable de sensation » et à l'idée « capable d'intelligence », une chose une en elle-même comme ce que nous appelons « l'homme »? Et comment pourrions-nous connaître par des idées universelles une chose qui dans son existence propre est singulière, par les théorèmes sur le rectangle les propriétés géométriques de cette table? Et comment pourrions-nous regarder ce liseron ou cette pomme sans participer nous-mêmes par notre sensation à leur existence végétale?

Nous voilà contraints d'opérer une certaine disjonction entre la chose et la pensée, de reconnaître que les conditions de l'une ne sont pas les conditions de l'autre. La manière dont les choses sont dans notre pensée, pour être connues, n'est pas la même que la manière dont elles sont en elles-mêmes. (Qu'il y ait ainsi un *dedans* de la pensée, constituant un univers à part, bien qu'ouvert sur les choses, l'esprit s'en aperçoit dès qu'il réfléchit sur lui-même. Il importe souverainement d'être en garde contre une réduction des choses de la pensée à l'imagination spatiale, mais il serait vain de vouloir s'affranchir des conditions du langage humain;

les expressions « dans la pensée », « hors de la pensée » n'ont pas plus de signification spatiale que le mot esprit, qui signifiait primitivement souffle, ou le mot Dieu, qui signifiait primitivement lumière. Tout de même que lorsqu'on parle des créatures qui existent « hors de Dieu », la spatialité est ici purement métaphorique. On veut seulement signifier que tantôt la chose existe — actuellement ou possiblement — pour elle-même dans l'univers que nous voyons, et plus généralement dans l'ordre de la simple position ou effectuation existentielle, et que tantôt elle existe non pour elle-même ni dans cet univers ni dans l'espace, ni dans l'ordre de la simple *positio extra nihil*, mais sous des conditions tout autres qui sont celles de la pensée, et comme principe ou terme de l'acte de pensée; en ce cas on dit alors : elle existe dans la pensée. Tirer argument du sens spatial et matériel métaphoriquement évoqué par ce « dans » et par le « hors de » qui lui correspond, est le sophisme banal de l'idéalisme. Mais s'interdire, sous prétexte que la conscience n'est ni un cercle ni une cassette, d'employer les expressions « dans la conscience » et « hors de la conscience », serait récuser dès le départ l'intériorité à soi-même qui est le propre de l'esprit, et se condamner à décrire la connaissance abstraction faite de l'esprit, en d'autres termes s'interdire toute espèce de pénétration de ce qu'est la connaissance. Cette remarque faite une fois pour toutes, nous poursuivrons notre propos sans nous laisser arrêter par les mots, et sans craindre d'employer des formes de langage qui, comme tous les vocables métaphysiques, ne connotent la spatialité que métaphoriquement.)

Il y a pour les choses deux *esse* différents, deux plans d'existence : l'existence propre dont elles jouissent pour se tenir elles-mêmes hors du néant, et l'existence qui leur survient dans l'appréhension de l'âme, pour être connues. Pour pouvoir entrer dans le sens de la vue, le liseron et la pomme laissent à la porte leur matière propre ou ils subsistent; pour pouvoir entrer dans l'intelligence et dans le raisonnement, ils laissent à la porte leur individualité. Dans le monde intérieur de notre intelligence il y a une multitude de vues distinctes ou de concepts distincts pour des choses qui dans le monde de la nature existent indivisées, et qui mènent dans ce monde-ci une vie tout autre que dans ce monde-là. Ici le lion dévore l'antilope, là le lion reçoit par le moyen de la copule le prédicat carnivore. Et la possibilité de l'erreur provient simplement de la disparité du mode d'exister des choses en ces deux mondes. Tout cela signifie que la pensée n'est pas la chose comme un décalque matériel coïncidant avec un modèle : il y a un abîme entre les conditions ou le mode de la pensée et les conditions ou le mode de la chose.

* * *

Mais cela signifie aussi qu'il y a entre la chose et la pensée, je dis la pensée en acte, une unité incomparablement plus profonde qu'entre un modèle et un décalque. Car si les choses étaient modifiées ou changées en quelque façon, je ne dis pas quant à leurs conditions d'existence, à leur *manière d'exister*, je dis quant à ce qui les constitue en propre, quant à ce qu'elles sont, par la sensation ou l'intellection, il n'y aurait plus de vérité ni de connaissance, et le théoricien de la connaissance ne pourrait même pas s'exprimer en remuant le doigt, car en pareil cas il ne resterait que deux ressources également impossibles : ou bien dire que la connaissance implique une relation à des choses mais qu'elle déforme ces choses, lesquelles par conséquent ne sont jamais connues; ou bien dire que la connaissance n'implique aucune relation à des choses, et qu'elle est un déploiement absolu de la pensée n'ayant que soi-même pour objet, position incompatible avec le fait de l'erreur et avec le fait des idées négatives, et qui apparaît au surplus comme *self-rejecting*, puisqu'on ne peut affirmer que la connaissance elle-même est ceci ou cela qu'en la prenant pour une chose distincte de l'acte par lequel on la pense. On l'a fort bien montré en Angleterre et en Amérique, le principe d'après lequel toute relation devrait modifier ou altérer son terme est un pur postulat, dont la preuve n'a jamais été faite et incombe entièrement à l'idéalisme; et tous les efforts démonstratifs de celui-ci se ramènent à déclarer qu'une chose ne peut pas être connue sans être connue, ce dont tout le monde se doutait un peu.

La relation de connaissance est précisément une relation *non déformante*, qui n'altère ni ne modifie son terme; les scolastiques disaient que de l'âme qui connaît à la chose connue c'est une relation réelle (elle pose quelque chose de nouveau dans l'âme), mais que de la chose connue à l'âme qui connaît c'est une relation de

raison, qui n'affecte et ne modifie en rien la chose connue. Que l'esprit fasse passer les choses à l'état d'immatérialité et d'universalité, qu'il divise les divers aspects qu'elles comportent, qu'il les manie et les manipule, les sépare, les unisse, les compare au dedans de lui, tout ce travail concerne leurs conditions d'existence en lui et les préparations pour connaître; il ne constitue pas le connaître lui-même, et il laisse intact cela que la chose est. Dans ce grand usinage de la logique, il y a une substance secrète, mystérieuse et sainte qu'aucun traitement ne peut altérer, — l'essence ou nature, l'intimité ontologique de la chose rendue présente à l'esprit par l'idée. Cette distinction entre le mode d'exister de la chose et la chose elle-même ou sa nature est capitale dans la théorie de la connaissance. Et cette exigence, immanente à la connaissance, de laisser intacte et inaltérée la chose connue, pour autant qu'elle est connue, cette exigence est si grande qu'elle n'admet pas que dans l'acte de connaître la chose et la pensée fassent deux : car alors il y aurait une différence quelconque entre la pensée et la chose; la chose, du fait qu'elle est pensée, ne serait pas purement ce qu'elle est. Dans l'acte de connaître, la chose (dans la mesure même où elle est connue) et la pensée ne sont pas seulement unies, elles sont strictement un : l'intelligence en acte, selon le mot d'Aristote, est l'intelligible en acte. C'est pourquoi nous disions tout à l'heure que la notion de la connaissance comme copie ou comme décalque est tout à fait déficiente, non seulement du côté de la disparité entre les conditions de la pensée et les conditions de la chose, mais aussi du côté de l'unité entre la chose et la pensée.

* * *

On voit ainsi en quel sens il faut comprendre la définition de la vérité que saint Thomas a rendue classique : *adaequatio rei et intellectus*, adéquation ou conformité entre l'intelligence et la chose. Cette adéquation ou conformité n'a rien à voir avec une copie, ou un décalque matériel. Nos connaissances provenant originellement des sens, tous nos vocables, nous le rappelons tout à l'heure, sont tirés de la sphère du visible et du tangible : les mots adéquation et conformité ne font pas exception; mais ce qu'ils désignent ici doit être pensé dans une purification absolue du visible et du tangible. Il s'agit d'une certaine correspondance tout à fait unique en son genre entre la manière dont la pensée se prononce sur la chose et la pose dans l'existence en son acte intérieur de jugement, et la manière dont la chose existe : correspondance qui est une identité sous le rapport, non du mode d'exister dans la chose et dans l'esprit, mais de l'exister de la chose pris en sa pure valeur d'objet intelligible, et qui ici est effectué (ou effectuable) hors de l'esprit, là est vécu dans l'esprit par l'esprit comme effectué (ou effectuable) hors de l'esprit. Car le jugement est comme une imitation de l'acte créateur impuissant à créer, il porte le contenu de l'esprit à l'existence hors de l'esprit, non par création *ad extra*, mais par affirmation *ad intra*.

« La vérité, dit saint Thomas après Aristote, est la conformité de l'esprit avec l'être, selon qu'il dit être ce qui est, et n'être pas ce qui n'est pas. » C'est dans l'être détenu par la chose et affirmé par l'esprit que s'établit cette conformité. Quand l'acte de l'esprit, en raison duquel les choses sont au dedans de lui référées à l'existence d'une certaine manière déterminée, s'accorde avec la manière dont les choses se comportent dans l'existence (actuelle ou possible), — plus particulièrement, quand l'identification opérée par l'esprit entre les deux termes d'une proposition correspond à une identité dans la chose, alors l'esprit est vrai. Et qu'il en soit ou non ainsi, nous n'avons en chaque cas d'autre moyen de le savoir que la résolution de notre pensée dans les assertions immédiates de l'expérience sensible et dans les premiers principes de l'intelligence, où notre connaissance, étant intuitivement et immédiatement réglée par ce qui est, ne peut pas être fautive.

Mais ce qu'il nous importe pour le moment de retenir de ces remarques, c'est que la vérité se prend par rapport à l'existence, actuelle ou possible, détenue par la chose : *verum sequitur esse rerum*. Un nouveau problème surgit alors devant nous.

Chose et objet

Si l'analyse qui précède est exacte, on voit que la même chose se trouve à la fois, dans le monde de la nature, pour exister, et, quand elle est connue, dans le monde de l'âme ou de la pensée; il nous faut donc distinguer la chose en tant que chose, existant ou

pouvant exister pour elle-même, et la chose en tant qu'objet (1), posé devant la faculté de connaître et rendu présent à elle. Les objets comme tels de notre intelligence font abstraction de l'existence actuelle et n'enveloppent de soi qu'une existence possible; les objets comme tels de nos sens connotent au contraire une existence en acte et saisie *ut exercita*, comme détenue dans le présent s'il s'agit des objets des sens externes, sans détermination de temps (dans un temps vague) s'il s'agit des objets de l'imagination, dans le passé s'il s'agit des objets de la mémoire. La tragédie de la noétique moderne a commencé lorsque les scolastiques de la décadence, et Descartes à leur suite, ont séparé l'objet de la chose; la chose devenait dès lors un double problème caché derrière l'objet. Que faut-il donc penser de la valeur de cette notion de chose dont nous nous sommes servis jusqu'à présent dans notre analyse? Cette question est d'autant plus importante que c'est contre elle que viennent échouer les essais les plus remarquables tentés de nos jours en Angleterre et en Allemagne pour surmonter l'idéalisme.

Les modernes, d'une façon générale, se donnent l'objet comme pur objet, détaché en lui-même de toute chose où il aurait l'existence, je dis une existence indépendante de mon *cogito*, posée pour soi avant mon acte de pensée et sans lui : existence qu'on appelle en ce sens-là extramentale, sans que l'« extériorité » dont il s'agit ait la moindre signification spatiale, et qu'on pourrait appeler aussi prémentale, c'est-à-dire précédant la connaissance que nous en avons, ou encore métalogue, non en ce sens que pour la connaître il faudrait répudier la logique ou user d'une autre logique que la logique, mais en ce sens qu'elle-même n'appartient pas à la sphère du logique ou de ce qui est constitué en propre par la vie de la raison, à la sphère du connu en tant même que connu, elle est « au delà » de cette sphère. Il est essentiel d'ajouter qu'en disant existence extramentale nous pensons non seulement à l'existence actuelle, mais aussi et d'abord à l'existence simplement possible, car notre intelligence, dans la simple appréhension, fait abstraction de l'existence en acte, et dans ses jugements elle ne juge pas seulement de ce qui existe mais aussi de ce qui peut ou non exister, et des nécessités de droit enveloppées dans les essences, en sorte que c'est d'abord par rapport au réel possible que « se justifie », disons mieux, se confirme ou s'explique réflexivement la valeur de la connaissance intellectuelle, et donc que la critique de la connaissance doit d'abord procéder. C'est parce qu'ils méconnaissent ce point fondamental, confondant le réel possible avec l'être de raison, et ne reconnaissant comme réel que le réel actuel, que la noétique de tant d'auteurs modernes dévie dès le principe.

L'objet, donc, étant pris comme pur objet séparé de toute chose extramentale ou métalogue, — dès lors, même si l'on reconnaît que les objets du sens et de l'intelligence, ayant comme tels leur propre valeur irréductible, leur constitution, leur consistance ou résistance intrinsèques, ne sont pas des modifications subjectives ou des productions de la pensée, mais des structures typiques données à l'intuition, la question se posera de savoir comment expliquer les connexions stables et les régularités présentées entre eux par ces purs objets; et l'idée qu'ils sont distribués en groupes discontinus parce qu'ils sont les aspects (mieux vaudrait dire les « inspectés ») ou les éléments de cognoscibilité de certains noyaux ontologiques appelés des choses et capables d'existence extramentale, l'idée que la loi de connexion entre les différentes figures que nos yeux perçoivent en regardant cette table de divers points de vue s'explique par l'existence d'une chose qui est précisément cette table, apparaîtra comme une simple hypothèse explicative parmi d'autres, également possibles; certains même, avec MM. Russell et Whitehead, penseront que selon le principe d'économie (rasioe d'Occam) il vaut mieux se passer de cette hypothèse, ce qui revient, à vrai dire, par une sorte de leibnizianisme héroïquement poussé à l'absolu, à se passer de toute causalité matérielle ou subjective, et à réduire la réalité à une

(1) Le mot « objet » est pris ici au sens scolastique le plus strict (objet formel). Il est superflu de faire remarquer que dans le langage moderne courant il a reçu un sens très différent, l'opposition d'*objectif* à *subjectif* ayant fini par faire passer à l'objet les valeurs propres de la « chose » ou du « réel ». De nos jours la philosophie néo-réaliste anglaise et phénoménologique allemande tend à rendre au mot *objet* son sens authentique.

Quant au mot *chose*, il est pris ici dans une acception aussi large que possible. S'il se rapporte d'abord à la « chose sensible et visible », où notre intelligence trouve naturellement (parce que ses idées viennent des sens) comme le paradigme le plus simple de la réalité, il se rapporte à toute réalité quelle qu'elle soit, spirituelle ou corporelle, à tout donné actuel ou possible posé ou possible dans l'existence indépendamment de notre esprit.

nuée de prédicats sans sujet qui s'envolent dans le vaste ciel et qu'on s'efforce de relier entre eux par des lois purement formelles. D'autres, comme E. Husserl, tenteront de résorber la chose elle-même et son existentialité dans la subjectivité transcendante, dont une des fonctions sera de la constituer au dedans de soi; ce qui est une autre façon de supprimer la chose au sens authentique du mot, la chose extramentale, métalogue.

* * *

On doit dire que c'est là une erreur fondamentale; la réflexion philosophique n'a ni à reconstituer la chose à partir de l'objet comme une hypothèse nécessaire, ni à supprimer la chose comme une hypothèse superflue, voire contradictoire en soi, mais à constater que la chose est donnée avec l'objet et par lui, et qu'il est même absurde de les vouloir séparer. Sur ce point une critique de la connaissance véritablement critique, et entièrement fidèle aux données immédiates de l'intuition réflexive, est d'accord avec le sens commun pour faire l'apologie de la chose. En langage thomiste, nous dirons que la chose est l'« objet matériel » du sens et de l'intelligence, tandis que ce que nous appelons ici l'objet (c'est-à-dire d'une part le coloré, le sonore, le froid, le chaud, etc., d'autre part le *quid* intelligible) est leur « objet formel » : objet matériel et objet formel atteints d'un coup et indivisément par la même perception.

Qu'il en est ainsi, c'est tout acte de connaissance (intellectuellement conscient) qui nous le dit, en sorte que si nous admettons que l'esprit atteint vraiment un objet valant par lui-même et sur lequel il se mesure, nous devons admettre aussi, et dans la même mesure, qu'il atteint une chose (actuelle ou possible), un sujet transobjectif qui ne fait qu'un avec cet objet (ou qui en est le fondement ou l'occasion, si celui-ci est un être de raison). L'être, en effet (l'être enveloppé dans les choses sensibles), est le premier objet atteint par notre intelligence. Et qu'est-ce qui est signifié par ce nom d'être, sinon ce qui existe ou peut exister; et qu'est-ce qui est d'abord et immédiatement présenté par là à l'intelligence, sinon ce qui existe ou peut exister pour soi, ou hors de l'esprit? Il suffit à chacun de se consulter soi-même et d'expérimenter en soi l'impossibilité absolue où se trouve l'intelligence de penser le principe d'identité sans poser de l'être extramentale (au moins possible) dont ce premier de tous les axiomes exprime le comportement. Un objet premier qui est l'être extramentale intelligible sans lequel rien n'est intelligible, voilà l'irréfutable donnée de fait qui s'impose à l'intelligence au sein de la réflexion où elle prend conscience de son mouvement vers son objet. Cette appréhension de l'être est absolument première et elle est impliquée dans toutes nos autres appréhensions intellectuelles. Dès lors un objet incapable d'exister (un être de raison) peut bien être conçu, mais à la condition d'être référé à l'être, ou à des objets capables d'exister, c'est-à-dire à des sujets transobjectifs (possibles) que l'esprit s'est rendu objets, et à l'instar desquels cet objet-là est conçu, et sans lesquels il n'aurait pu être construit par l'intelligence. Si la notion d'être peut être étendue à ce qui n'existe et ne peut exister que dans l'esprit, c'est après coup et comme par une reprise, un second emploi impropre de cette notion première, lui faisant signifier — conçu à l'instar de l'être — cela même qui n'est pas.

* * *

Qu'on pousse plus loin l'analyse correcte du contenu immédiat de la connaissance : on constatera, dans l'ordre lui-même de la connaissance sensitive, que le contenu d'une perception du sens n'est pas seulement telle qualité sensible ou telle stimulation, mais bien, — pour autant que nous pouvons décrire en termes d'intelligence ce qui appartient à un plan de connaissance non intellectuelle, — quelque chose qui nous envahit comme un champ extensif d'une nuance sensori-affective déterminée, et sollicite ainsi notre motricité. Le comportement animal ne peut s'expliquer que si, même aux degrés les plus inférieurs, les excitations reçues sont non seulement individualisées dans le sujet en un acte de sensation, mais encore individualisées du côté de l'objet en un quelque chose de sensible et de stimulant perçu par l'animal. En montant dans l'échelle zoologique, on voit ce quelque chose, — livré par la sensation elle-même comme un pur indéterminé sous le sensible propre, — se déterminer, se solidifier et se distinguer de mieux en mieux

par la synergie de tous les sens externes et internes, et par l'effet, soit des estimations instinctives héréditaires, soit de l'expérience individuelle. Un chien ne connaît pas seulement des variables visuelles, auditives, etc., associées d'une certaine façon, il connaît son maître, — sans le savoir ni pouvoir se le dire à lui-même; il a sur le plan sensitif et grâce à d'innombrables associations de similitude un analogué de la connaissance, — délivrée cette fois dans l'intelligence, — que nous avons de cette chose-là, de ce sujet transobjectif que nous appelons son maître. Et si la brebis fuit le loup, ce n'est pas, comme dit saint Thomas, que l'objet coloré alors perçu par elle a blessé sa rétine, c'est qu'elle a perçu en lui « son ennemi de nature ».

Tout cela suppose que dès l'abord les sens externes ont livré à l'animal non seulement leur « sensible propre », et en même temps des « sensibles communs » tels que l'étendue, mais aussi, à l'état tout implicite et potentiel, — indiscernable au sens lui-même, — une chose dont l'objet propre du sens est un aspect. Assignant la raison de ce fait, les anciens expliquaient que l'acte perceptif du sens externe débouche sur la chose elle-même ou se termine à la chose elle-même, *terminatur ad rem*, et cela en tant même que la chose existe hors du connaissant, c'est-à-dire en tant même qu'elle exerce *hic et nunc* une action effective sur les organes sensoriels du connaissant. Et c'est par rapport à la chose ainsi atteinte qu'ils parlaient d'un *judicium sensus*, par où le sens à la fois adhère à l'objet perçu comme à une réalité existante, et est capable de nous décevoir, quand il est affecté autrement que la chose n'est.

L'existence n'est pas un objet sensible *per se*, mais si le sens est incapable de faire apparaître ou de « découvrir » l'existence comme telle, ce que l'intelligence découvre (précisément grâce à la perception du sens) et se dit à soi-même comme existence — comme existence non seulement possible, mais en acte — est cependant atteint par lui de fait, étant inviscéré à son objet. L'analyse de conscience l'atteste de manière irrécusable : c'est aux données du sens externe (bien avant les données réflexes de n'importe quel *cogito*) que la conscience se porte inéluctablement quand elle cherche le type originel auquel répond la notion d'existence actuelle, il est impossible de trouver ailleurs la première origine et le premier signifié de cette notion. C'est sous l'évidence contraignante de l'intuition du sens que l'intelligence a porté ses premiers jugements d'existence. Quant à l'animal, s'il n'a pas cette notion, du moins le déclenchement de sa motricité par la sensation, l'élan de convoitise ou d'aversion qui lui fait joindre ou fuir à travers l'espace l'objet sensiblement perçu, en est-il comme un équivalent pratique, et atteste-t-il aussi la valeur de certitude existentielle (non connue comme telle) dont l'acte du sens est imprégné.

* * *

Si l'existence en acte d'une chose actuellement agissante est ainsi impliquée par la sensation, l'existence au moins possible d'une chose possible, d'un sujet transobjectif possible, est également impliquée par la connaissance intellectuelle. D'une part, en effet, tout prédicat signifie non pas seulement telle détermination intelligible, mais ce qui a telle détermination intelligible; la simple appréhension intellectuelle, en percevant ce que j'appelle « triangulaire » ou « conique », « musicien » ou « philosophe », perçoit quelque chose (possible) qui lui est rendu objet sous l'aspect formel en question. D'autre part, et surtout, la connaissance intellectuelle s'achève dans le jugement, et qu'est-ce que le jugement, sinon un acte par lequel l'esprit déclare identiques dans la chose ou hors de l'esprit un prédicat et un sujet qui diffèrent quant à la notion, ou dans leur existence intramentale? Car dans tout jugement véritable les deux termes identifiés différent notionnellement, *sunt idem re seu subjecto, diversa ratione* : la notion de « tout » est formellement autre chose que la notion « plus grand que la partie », la notion de « M. Bernard Shaw » est formellement autre chose que la notion de « auteur dramatique »; et cependant quand je juge que « M. Bernard Shaw est un auteur dramatique », ou que « le tout est plus grand que la partie », je pose dans l'existence actuelle une chose où l'objet de pensée « Bernard Shaw » et l'objet de pensée « auteur dramatique » s'identifient, je pose dans l'existence possible une chose où l'objet de pensée « tout » et l'objet de pensée « plus grand que la partie » s'identifient. J'accomplis sur mes *noemata*, au sein de ma pensée, une opération qui n'a de sens que parce qu'elle se rapporte à la façon dont ils

existent (au moins possiblement) hors d'elle. La fonction propre du jugement consiste ainsi à faire passer l'esprit du plan de la simple essence, ou du simple *objet* signifié à la pensée, au plan de la chose ou du sujet détenant l'existence (actuellement ou possiblement), et dont l'objet de pensée prédicat et l'objet de pensée sujet sont des aspects intelligibles. Si l'on n'admet pas que nos objets de pensée sont des aspects (des « *inspectis* ») de choses actuelles ou possibles; que chacun d'eux contient, si je puis dire, une charge ontologique ou métalogue, la fonction propre du jugement devient inintelligible. L'analyse de la connaissance intellectuelle nous fait donc toucher le même témoignage fondamental en faveur de la chose ou du sujet transobjectif que l'analyse de la connaissance sensitive.

En un autre sens que Lask, on peut dire avec lui que tout jugement suppose « une harmonie intacte » (du côté de la chose), et — opérée par le jugement lui-même — « une réconciliation après la lutte ». L'« embrassement » précédant l'« état de déchirement » que le jugement a pour fonction de « vaincre », c'est dans la chose, dans le sujet transobjectif qu'il est donné. Le jugement restitue au sujet transobjectif son unité que la simple appréhension (saisissant en lui des objets de pensée différents) avait disjointe. Cette unité ne pouvait pas précéder dans l'esprit, puisque l'esprit au contraire la défait, pour ensuite la réaccomplir. Elle précède hors de l'esprit, dans l'existence (actuelle ou possible), qui en tant même que détenue (*exercita*) est hors de l'ordre de la simple représentation ou de la simple appréhension. Enfin pour que le jugement procède ainsi il est nécessaire que tout objet posé devant l'esprit soit posé comme pouvant exister hors de l'esprit (ou, s'il s'agit d'un *ens rationis*, comme s'il pouvait exister hors de l'esprit); en d'autres termes, il est nécessaire que notre intuition ou perception intellectuelle, loin de nous mettre en présence d'une multiplicité de « natures simples » irrésolubles, nous mette en présence d'un objet partout retrouvé et partout varié qui est l'être lui-même, et en lequel toutes nos notions se résolvent sans préjudice de l'irréductibilité des essences. A cette condition le jugement est possible, ainsi qu'un mouvement logique qui dans l'ordre même du purement rationnel (ou en langage moderne, de *la priori*) fait progresser de l'un à l'autre. Ce n'est pas « l'unité de l'aperception transcendante », c'est l'unité (de simple analogie ou proportionnalité) du transcendantal être, qui fonde la possibilité du jugement. Qu'il porte sur des vérités rationnelles ou sur des vérités de fait, sur l'« idéal » ou sur le « réel » (actuel), celui-ci est ainsi irréductiblement *réaliste*.

Et qu'est-ce donc que la pensée veut scruter sinon la chose, le sujet transobjectif en sa richesse ontologique, en l'infini de ses réserves objectivables? Un pur objet (si cette notion était concevable) n'apporterait rien que lui-même et suffirait chaque fois sans plus; la pensée n'aurait qu'à feuilleter le monde objectif comme un livre d'images. Si l'idée schelérienne d'un « perspectivisme » du monde des essences est fondée, c'est en tant que ce monde surgit d'un monde de choses ou de sujets en lesquels, — qu'ils soient considérés chacun dans son essence propre, ou dans les relations qu'ils soutiennent les uns avec les autres, — des objets de pensée nouveaux sont inépuisamment décelables, suivant les directions d'attention qui se succèdent dans l'esprit humain.

JACQUES MARITAIN,
Professeur à l'Université catholique de Paris.

CATHOLIQUES BELGES

abonnez-vous à

La revue catholique
des idées et des faits

Le Cardinal Mercier

au

Collège St-Rombaut⁽¹⁾

Voici près de soixante-dix ans qu'un petit garçon de Braine-l'Alleud faisait son entrée dans le collège que les maîtres, chassés de Pitzembourg par les premiers souffles de la guerre scolaire, venaient d'ouvrir ici même sous le vocable de Saint-Rombaut.

Ce petit garçon devait être une des plus hautes lumières de nos temps troublés.

A ceux qui vivent dans l'ombre immédiate des sommets, il est malaisé souvent d'en mesurer la hauteur. Il faut, pour le faire, sortir des vallées étroites et s'en aller loin dans la plaine. Là seulement on voit les géants des Alpes s'élever de toute leur taille au-dessus de la chaîne indistincte et triompher dans la gloire ardente des soirs d'été. Durant les dernières années du Cardinal Mercier, sa personnalité apparaissait aux yeux de l'univers dans une auréole déjà surhumaine. Malines a vu défilier le cortège des têtes couronnées, des chefs d'armées, des hommes d'Etat, des princes de l'art et de la science, venus de tous les coins du monde pour lui rendre hommage et s'incliner sous sa bénédiction. Et aujourd'hui, à mesure que sa haute silhouette s'éloigne de nous dans les brumes de l'histoire, elle se dégage du détail quotidien pour se simplifier et monter dans une splendeur d'apothéose! L'heure est venue où dans la piété du souvenir elle doit prendre toute sa valeur de symbole et d'exemple.

Une légitime curiosité nous ramène ainsi vers ces lieux de son enfance studieuse et nous voici penchés sur les traces qu'il y a laissées.

Faibles traces, semble-t-il d'abord. Hommes et choses, les témoins de ces années lointaines ont disparu. Hors la pittoresque façade de l'hôtel Van Prant, rien ne subsiste, je crois, des murs qui accueilleraient ici Désiré Mercier un jour de novembre 1863. Quelques méchantes photographies, de rares indications semées de-ci de-là dans les œuvres du Cardinal, les souvenirs trop sommairement consignés par des hommes qui ne sont plus, enfin les vieux palmarès du collège, c'est tout l'aliment qui s'offre à nos méditations.

Nous savons que la famille de Désiré Mercier avait subi des revers. Le père, mort prématurément, laissait à sa veuve une situation difficile. Des amis pleins d'obligeance s'offraient à procurer au petit Désiré une carrière rapidement rémunératrice : on songeait à en faire un instituteur. Sa mère eut le courage de résister à ces offres; soutenue par ce sentiment de continuité et de dignité familiales qui est la grande vertu bourgeoise, elle allait, avec ses filles, s'imposer de dures privations pour assurer l'éducation de ses fils. Profondément pieuse, elle rêvait d'ailleurs pour Désiré d'une vocation sacerdotale. Un vicaire de Braine, l'abbé Oliviers, encourageait ces vœux maternels. Pendant un an, il s'était dévoué à enseigner à l'enfant les rudiments du latin lorsqu'il fut transféré à Malines à l'église Notre-Dame-au-delà-de-la-Dyle.

Contretemps qui ne découragea ni M^{me} Mercier, ni le vicaire Oliviers. Le bon prêtre emmènerait Désiré avec lui à Malines, il le ferait entrer au nouveau collège qui venait de s'ouvrir depuis

un mois. Ainsi se décida l'entrée de Désiré au Collège Saint-Rombaut.

Admirons ces coïncidences. Elles montrent comment en faisant, chacun de son côté, tout leur devoir, les hommes coopèrent aux plans de la Providence. Si M^{me} Mercier avait cédé au désir légitime d'une vie plus facile, si le vicaire Oliviers s'était cru relevé d'une tâche qui devait bien un peu l'encombrer, si à Malines le cardinal Sterckx et les maîtres de Pitzembourg s'étaient inclinés devant l'œuvre de laïcisation, en somme fort modérée, que tentait le conseil communal, si seulement ils avaient temporisé devant les décisions à prendre, qui dira ce que devenait Désiré Mercier, qui mesurera ce que perdaient l'Eglise et la Belgique?

L'éloquence de cet exemple privilégié nous fait toucher du doigt l'immense bienfait réalisé en 1863 par les fondateurs de cette maison. C'est ici que, avec des milliers d'autres, la personnalité de Mercier a pris son premier pli, ses traits fondamentaux. Il n'est pas excessif de penser que toute sa vie en recevra son orientation.

Dans sa sèche précision, le palmarès du collège nous livre des données qui ne manquent pas d'intérêt. Les premiers succès scolaires de l'étudiant de Braine furent modestes : en cinquième latine il n'atteint que la huitième place. Il montera lentement, graduellement, jusqu'en rhétorique où il atteindra la deuxième. Parallèlement, dans toutes les branches, chaque année, ses succès vont s'élargissant, témoignant d'un effort aussi universel que persévérant. Rien dans tout cela n'évoque la merveilleuse facilité qui plus tard effrayera et mettra sur les dents les familiers du professeur et de l'Archevêque; mais tout montre que cette facilité même n'était que le fruit d'un travail assidu et acharné.

Au soir de sa vie, le jour de son jubilé sacerdotal, le Cardinal faisait cette émouvante confession : « Oui, mon intention, mon désir constant, mon aspiration profonde fut toujours de monter et de faire monter moralement ceux sur lesquels je pouvais avoir de l'influence ».

Ambition? Sans doute, ne craignons pas de prononcer le mot que l'accent de ces phrases nous suggère : il exprime le caractère profond de Désiré Mercier, il donne la clef de toute sa vie. Lorsqu'il dirigeait le Séminaire Léon XIII, il résumait toutes ses exhortations. Ambition, mais sainte ambition, épurée de tout souci d'intérêt vulgaire, tendue vers la gloire de Dieu et le service d'autrui; vidée surtout de tout retour sur soi-même et visant non à se complaire dans le résultat obtenu, mais au contraire à se dépasser toujours dans la poursuite d'un idéal infini.

A la base de cette ambition tout indique un tempérament d'une brûlante énergie. Or qui ne sait les dangers que recèlent des natures comme celle-là?

Maintes fois le Cardinal a soutenu cette thèse que la religion seule justifie devant la réflexion les contraintes imposées à la volonté de l'homme par la loi morale. « L'homme, écrit-il, qui nie la subordination de sa nature à une fin absolue, supérieure à lui et souveraine par rapport à lui, est-il tenu en conscience, après réflexion, de professer et de pratiquer une loi morale? A cette question nous répondrons hardiment : Non. Non, l'athée conscient de son athéisme n'a pas l'obligation d'être honnête et, j'ose l'ajouter, celui qui, sans y être obligé, met des chaînes à sa volonté libre est un naïf ou un insensé. »

La thèse peut se discuter en théorie. En pratique, il est bien clair que seule l'idée religieuse peut donner à une nature ardente et passionnée le frein qui la sauve d'elle-même et transforme son énergie originelle en une force bienfaisante et ordonnée.

Dans le discours jubilaire auquel je faisais allusion à l'instant, le Cardinal attribuait à sa sainte mère l'orientation pieuse de ses jeunes années. Le collège allait continuer l'œuvre maternelle. Dès le début, le chanoine Robert avait eu soin d'y faire régner une atmosphère de piété; dans ce milieu, l'âme de l'enfant allait

(1) Discours pour l'inauguration du mémorial du Cardinal Mercier au Collège Saint-Rombaut, à Malines, le 25 septembre 1932.

s'ouvrir vers le ciel et toute la fougue de son tempérament se tourner à l'amour de l'idéal divin. Ici même, un jour, il rappelait avec les accents d'une touchante reconnaissance le souvenir de ses maîtres de Saint-Rombaut. « Robert, disait-il, nous apprît à obéir. » Et l'on devine que la leçon était peut-être nécessaire; mais que l'enfant, après l'avoir reçue, avait aimé la règle et avec elle la main sévère et douce qui la lui imposait; il était pour toujours enrôlé dans l'armée de l'ordre et du bien.

Après Robert, il rappelait le souvenir de deux autres de ses professeurs. La Force d'abord. « Il fut, disait-il, l'éducateur de notre volonté. Redoutable, il punissait peut-être trop fort. Mais il nous apprît à travailler. » N'est-ce pas à ses dures et fermes exigences que Mercier devait les habitudes de travail qu'il garda jusqu'à son dernier jour? Une tradition rapporte que déjà dans son quartier de la rue Notre-Dame, anxieux peut-être de satisfaire le terrible La Force, on le trouva un jour penché sur ses livres à 1 heure du matin. Plus tard, au Petit Séminaire et ensuite à Louvain, ce seront des nuits entières qu'il passera à rattrapper pour l'étude les heures que le zèle des âmes lui avait prises durant la journée; et à l'époque de ses courses épiscopales il fera, on le sait, de son automobile elle-même un bureau roulant.

A côté de La Force, Pieraerts formait un contraste et un correctif heureux. Il ne faut pas que l'effort trop continu et l'excès de méthode tourne à la mécanisation de l'esprit. Pieraerts disait à ses élèves après quelques jours de rhétorique : « Vous étudiez beaucoup trop. Laissez là vos dictionnaires et vos cahiers de devoirs. Vous lirez une semaine durant. » Et il leur faisait comprendre que tout n'est pas de savoir par cœur et de reproduire des formules, qu'il faut réfléchir, chercher, juger par soi-même.

Jamais leçon ne fut mieux comprise. Elle ne s'opposait pas, d'ailleurs, à celle de La Force. L'intelligence personnelle et le jugement original ne s'obtiennent qu'au prix d'une familiarité intime avec les auteurs et les matières et celle-ci requiert un travail prolongé et persévérant; la réflexion qui tâche à comprendre est le couronnement de ce travail et elle en est le plus dur moment. Il n'en est pas moins vrai que trop souvent des travailleurs soignes et appliqués restent passifs et manquent de personnalité.

Combien cette exhortation revenait dans les discours de Mercier et ses étudiants : « Ne vous bornez pas à apprendre. Réfléchissez. Comprenez et jugez par vous-même. Que ce soit votre propre pensée qu'expriment vos réponses. » Et passant au domaine moral : « Ne vous dites pas : il faut faire comme tout le monde. Au contraire, chacun doit faire autrement que les autres. Votre effort suprême doit tendre à développer votre personnalité, à réaliser le type particulier de perfection qui est le vôtre et qui ne doit ressembler à aucun autre. » C'était là une de ses idées maîtresses. A voir comme il la développait en la rattachant au souvenir de Pieraerts, je ne doute pas que ce soit lui qui en jeta le germe dans son esprit.

Que de traits caractéristiques de sa propre personnalité se rattachent dès lors à la même influence! Dans ces écrits, dans ses discours, dans sa direction, ce souci permanent de ne pas s'arrêter aux formules, mais de chercher toujours la vérité personnelle et vivante; et dans toute son action cette allure directe et cet accent de sincérité qui attirait à lui toutes les âmes de bonne foi.

Je ne sais si je m'abuse, mais il me semble que les lignes essentielles de la physionomie du grand Cardinal se dessinent déjà presque toutes dans les traits que lui imprima cette maison. C'est donc d'ici que procède tout le flot de bénédictions que pendant plus d'un demi-siècle il a répandu à travers le monde. Immense et mystérieux retentissement de l'œuvre de l'éducation. Qui peut savoir à quel avenir la Providence réserve les enfants qui grandissent aujourd'hui à l'ombre de ce collège? Mais il est sûr que cet avenir dépendra dans une large mesure de l'empreinte qu'ils y

reçoivent. N'en doutons pas; leurs efforts puérils, leurs exercices modestes, leur humble discipline et jusqu'à leurs jeux contiennent en germe l'histoire future de la cité.

Que le souvenir de l'homme admirable qui fut l'élève de cette institution plane désormais sur tout ce qui s'y fera, comme une source de hautes et saintes inspirations, pour le salut de la ville, du diocèse et du pays!

M^{re} LÉON NOËL,

Président de l'Institut de Philosophie à Louvain.

PAUL IV⁽¹⁾ 1555-1559

Les Jésuites

La Compagnie de Jésus eut à traverser des heures critiques sous Paul IV. Le 23 mai 1555, Ignace de Loyola était en conversation avec le P. Gonçavalez lorsque retentit le signal annonçant que l'élection du Pape était faite. On apprît bientôt que le nouvel élu était le cardinal Carafa. A l'énoncé de ce nom, Gonçavalez remarqua qu'un nuage assombrir le visage du fondateur de la Compagnie de Jésus. Ignace avouait plus tard à quelques-uns de ses confidents que tous les os de son corps avaient alors tressailli. En effet, cette élection pouvait anéantir toute l'œuvre de sa vie. Ignace et Carafa avaient appris à se connaître dès 1536 à Venise et ils avaient échangé leurs vues sur divers points de l'Ordre. Là se révélèrent entre eux de sérieuses différences de vues. Chez Carafa une profonde aversion qui ne fit que s'accroître s'éleva contre Ignace. Ces deux hommes de caractère si foncièrement différents se heurtèrent à nouveau dans les années 1553-1556 lorsque les parents d'un novice jésuite de qualité cherchèrent à lui faire quitter l'Ordre et que Carafa obtint pour la famille un indult papal. Ignace fit par ses représentations retirer l'indult. Carafa dut se sentir d'autant plus blessé qu'il encourait un reproche dans une affaire qui soulevait à Rome une grosse émotion. Déjà le nom de Carafa avait manqué sur la liste où les cardinaux avaient inscrit leurs souscriptions pour le collège allemand.

Rien d'étonnant donc à ce qu'Ignace en apprenant l'élévation de Carafa en eût ressenti de l'inquiétude. Après une courte prière cependant, il s'était complètement ressaisi et fit alors tout ce qui était en son pouvoir pour gagner des cœurs au nouveau Pape. Le 25 mai, il fit part à ses religieux de l'élection qui avait eu lieu et loua les éminentes qualités du nouveau chef de l'Eglise. Quelques mois plus tard, il s'étendait dans un rapport sur le zèle réformateur du Pape et sur l'affabilité qu'il avait témoignée jusque-là à la Compagnie de Jésus.

Paul IV, en effet, parut avoir oublié comme pape les susceptibilités du cardinal Carafa. Le premier jésuite qui alla le voir fut Bobadilla. Paul IV le reçut d'une façon extrêmement aimable et l'embrassa. Avec les cardinaux Morone et Truchsess, il s'exprima en termes très honorables sur le nouvel Ordre. Bientôt il fit appeler Ignace, insista pour qu'il restât la tête couverte en lui parlant, s'entretint amicalement avec lui et accorda les grâces qu'Ignace sollicitait. Les actes répondirent aussi aux paroles. Le Pape donna au nonce Lippomano Salmeron pour compagnon d'ambassade en Pologne; il discuta sur ses plans de réforme avec Bobadilla qui dut lui en dire ouvertement son avis. Lainez reçut encore plus grand accueil auprès de Paul IV. Il lui défendit de quitter Rome où il aurait besoin de ses conseils, lui fit préparer une chambre particulière au Vatican et pensa à l'élever à la dignité de cardinal. Comme des membres d'autres Ordres devaient prêcher à certains jours de grande fête devant le Pape et les cardinaux dans la chapelle du Vatican, ce même honneur fut fait pour la première fois aux Jésuites sous Paul IV. Le Pape approuva particulièrement que les Jésuites expliquassent dans les rues de Rome la doctrine chré-

(1) Voir la *Revue* des 2 et 16 septembre 1932.

tienne aux gens du peuple. Il eut soin de les en louer souvent en termes très flatteurs.

Malgré cela, la méfiance qu'avait éprouvée le cardinal Carafa renaissait. Lorsque au milieu de la tension toujours croissante entre l'Espagne et Rome le bruit se répandit que les Jésuites, qui étaient presque tous Espagnols, entassaient chez eux des armes pour venir, en cas de besoin, au secours de leurs compatriotes, Paul IV fit faire chez eux une perquisition. Ignace, même devant un soupçon si inattendu, ne perdit pas la tête. Le gouverneur de Rome était disposé à renoncer à la perquisition si Ignace donnait sa parole qu'il n'y avait pas d'armes dans sa maison. Ignace le remercia poliment de cette marque de confiance, mais tint à ce qu'on fouillât sa maison dans toutes les formes du haut en bas. Cette attitude fit cesser complètement le soupçon.

Ce qui dut être plus dur pour Ignace, ce fut que Paul IV se désintéressa des entreprises qui lui tenaient le plus au cœur. Pour le collège romain, auquel Ignace tenait comme à la prunelle de ses yeux, Paul IV ne fit rien; au début, il abonda en promesses de le soutenir de ses revenus, mais l'espoir d'obtenir de lui quelque chose cessa bientôt. Paul IV ne comprenait rien à la pensée qui avait inspiré le collège romain. L'aide que Jules III avait accordée ne fut pas renouvelée et devant cette attitude la plupart des cardinaux retirèrent la contribution qu'ils avaient antérieurement promise. Le collège, à la suite de tout cela et de la disette de 1555, se trouva au bord du précipice. Dès septembre 1555, Ignace ne put plus recevoir neuf jeunes Bohèmes que le roi Ferdinand lui avait envoyés pour le collège germanique. Il leur donna asile dans la maison professée des Jésuites. Quant aux quarante-huit jeunes gens qui s'étaient annoncés en automne 1555 pour le collège allemand, il fallut tous les renvoyer. Dans l'espace de deux ans, aucun Allemand, d'une façon générale, n'entra au collège germanique. Déjà, en février de 1555, le zélé protecteur du collège allemand lui-même, le cardinal Otto von Truchsess, était si découragé qu'il voulait abandonner l'entreprise.

La ténacité avec laquelle Ignace, dans son inébranlable confiance en Dieu, persista dans l'entreprise une fois commencée, se montra dans cette difficile situation avec tout son éclat. La disette à Rome était telle que des cardinaux et de riches seigneurs durent congédier une partie de leurs domestiques. En plus du collège germanique, Ignace avait à sa charge le collège romain et la maison des profès. Il n'avait plus d'argent et ne pouvait plus en emprunter à des amis ou à des banques, son crédit étant épuisé. Malgré cela, il déclara à ses confidents qu'il n'envisageait pas l'avenir avec moins de courage qu'aux jours où il pouvait compter sur l'appui de Jules III et de Marcell II. « Le collège romain, disait-il, aura, dans six mois, surmonté les difficultés actuelles et pour le collège allemand un temps viendra où il aura plutôt trop que pas assez. » Il fit dire à Otto von Truchsess qu'il avait l'intention de se charger tout seul de l'institut allemand dans le cas où le cardinal s'en retirerait, et qu'il se ferait plutôt vendre comme esclave que d'abandonner ses Allemands. En effet, de bons amis vinrent en aide à sa détresse. Il fit partager entre les collèges de Jésuites d'Italie et de Sicile les élèves allemands qu'il ne pouvait entretenir à Rome et ils y furent aussi bien traités que leurs compagnons de là-bas. A la vérité, les Germaniques ne furent qu'en petit nombre jusqu'en 1558; lorsque, à partir de cette année-là, leur nombre commença à s'augmenter, Lainez joignit au collège germanique un collège d'élèves payants de toutes nations et, grâce à leur contribution, put pourvoir à l'entretien des élèves allemands.

Mais ce qui, plus que le sort de ces établissements romains, dut douloureusement inquiéter Ignace, ce fut de voir l'œuvre essentielle de sa vie, la fondation maintenant accomplie de la Compagnie de Jésus, en péril à la fin de ses jours. Il y avait toujours lieu de craindre, avec les idées personnelles de Paul IV, qu'il songeât à réunir aux Théatins l'Ordre naissant ou bien n'en changeât les constitutions, ce qui aurait fait perdre à la Compagnie de Jésus son caractère.

Après la mort d'Ignace, les craintes prirent pour la première fois une figure menaçante. En attendant l'élection d'un nouveau général, Lainez avait été désigné pour tenir sa place. Lorsque celui-ci, en septembre 1556, se présenta au Pape et lui demanda sa bénédiction pour l'assemblée générale de l'Ordre qui allait bientôt se tenir, Paul IV le reçut amicalement certes, mais prit bientôt un ton plus dur. Il fit remarquer que l'assemblée générale devait se mettre dans l'esprit qu'elle ne pouvait rien décider sans l'approbation du Pape; il ne fallait pas trop se fier aux garanties des

précédents Papes, car ce qu'un Pape accordait, un autre Pape pouvait le refuser. Comme la première Congrégation générale, en dehors de l'élection du général, avait à mettre avant tout la dernière main aux constitutions de l'Ordre, il était facile de voir où cette remarque tendait. De dures déclarations du Pape à propos du fondateur de l'Ordre qu'il disait avoir été un tyran ne pouvaient qu'accroître les inquiétudes.

La Congrégation était fixée au printemps de 1557, mais les Jésuites espagnols ne pouvaient s'y rendre, car à cause de la guerre entre Paul IV et Philippe II, interdiction était faite à tous les Espagnols de venir à Rome. Il en résulta que les Pères réunis à Rome eurent la pensée d'aller tenir la Congrégation en Espagne. Ce moyen s'imposait presque, car il devait être extrêmement important pour l'Ordre de fixer le plus tôt possible ses constitutions et de justifier ainsi son existence. D'un autre côté, il était très risqué, en raison de la guerre, de parler au Pape d'un semblable plan. Paul IV pourtant n'avait pas soulevé d'objections sérieuses lorsque Lainez lui parla du projet d'une Congrégation en Espagne. Quoique rejetée d'abord par la majorité des Jésuites assemblés, la proposition finit par réunir l'assentiment presque universel, à la condition, bien entendu, que le Pape n'y refuserait pas son assentiment.

Pour l'obtenir, Lainez sollicita une nouvelle audience. Paul IV le reçut bien, écouta ses raisons avec bienveillance, mais ne voulant pas dire tout de suite sa décision définitive. Peu de jours après, Lainez reparut donc de nouveau au Vatican; l'éminent religieux si considéré d'ordinaire de Paul IV ne put cette fois le voir. Il renouvela sa tentative une deuxième et une troisième fois mais sans pouvoir parler au Pape. Enfin, le 29 juin 1557, il le rencontra dans un couloir du Vatican, mais Paul IV passa outre sans l'honorer même d'un regard. Au lieu de cela, il reçut, par l'intermédiaire des cardinaux Scotti et Reumano, l'ordre d'apporter les constitutions et règlements de la Compagnie de Jésus ainsi que les bulles papales. Puis, il fut interdit aux Jésuites réunis à Rome de quitter la ville sans la permission du Pape. Ces ordres inattendus tombèrent sur la réunion comme un coup de tonnerre car les constitutions, le saint héritage de leur fondateur, étaient en danger. Prières et œuvres de pénitence furent ordonnées et pratiquées, car on sentait l'approche d'une catastrophe.

La cause du subit changement d'idées du Pape était l'œuvre même d'un Jésuite : Nicollas Bobadilla.

Bobadilla, un des premiers compagnons de Loyola, caractère difficile, qui avait déjà amené bien des difficultés, n'approuvait pas les constitutions composées par Ignace. Elles lui paraissaient un « labyrinthe » plein de menues inutiles et difficiles exigences, et il estimait qu'il y avait lieu de les refondre à fond. De plus, il n'était pas content de l'élection de Lainez comme vicaire général. Il concluait de la lecture des bulles papales que le gouvernement de l'Ordre devait, après la mort du fondateur, revenir à l'Assemblée des premiers fondateurs encore vivants. Il fit une violente critique en divers écrits de l'administration de Lainez; il croyait notamment qu'il avait été manqué au plus haut degré de prudence en proposant le transfert de la congrégation en Espagne. Bobadilla trouva un allié dans le Français mécontent Cogordan; celui-ci fit dire à Paul IV que l'on ne projetait le transfert de la Congrégation en territoire espagnol, que pour mieux assurer, loin de Rome, le vote des constitutions et l'élection du général d'après des vues particulières. De là, la colère du Pape qui se manifesta en réclamant les constitutions et par le reste de ses actes.

Lainez déploya une ardente activité pour conjurer le danger menaçant. Il fit réfuter les arguments de Bobadilla par ceux qui connaissaient le mieux l'Institut de la Compagnie de Jésus, notamment par Nadal. Comme Bobadilla en appela à l'arbitrage du protecteur de l'Ordre, le cardinal Carpi, Lainez se déclara prêt à prendre celui-ci pour juge. Mais cela ne servit qu'à montrer que Bobadilla lui-même, commençant à se méfier de l'excellence de sa cause; il chercha des prétextes pour ne pas paraître devant ce juge. Lainez accepta donc une décision extrajudiciaire du cardinal protecteur qui consistait en ceci : que Lainez était vicaire général mais devait, dans les affaires importantes, prendre conseil des profès de l'Ordre. Il ne resta donc plus à Bobadilla d'issue que l'appel au Pape. Pour le prévenir, Lainez alla aussitôt chez Paul IV et le pria de faire faire une enquête par un cardinal sur toute l'affaire en litige. Le Pape écouta favorablement le vicaire général et voulut même le nommer cardinal. Finalement il remit la décision au cardinal Ghislieri.

On ne pouvait souhaiter un meilleur choix. Ghislieri vint lui-même au Généralat et entendit personnellement et individuellement les Pères. Bobadilla et Cogordan n'attendirent pas la décision; ils obtinrent de se faire envoyer avant à Poligno et à Assise pour divers travaux.

Paul IV fut très étonné lorsque Ghislieri lui exposa les misérables griefs de Cogordan. L'interdiction de quitter Rome fut alors levée. Les cardinaux chargés de juger l'affaire rendirent les constitutions et bulles sans y faire de changement. La Congrégation avait été ajournée à mai 1558.

Enfin, après une attente de presque deux ans, celle-ci put se réunir le 19 juin 1558, pour donner à l'Ordre un nouveau chef. Au premier tour, treize voix sur vingt se portèrent sur Lainez. Paul IV avait envoyé le cardinal Pacheco pour présider à l'élection. Le 6 juillet, le Pape reçut toute la Congrégation en audience, s'exprima très affectueusement sur l'Ordre et donna à chaque Père en particulier sa bénédiction.

La Congrégation se consacra ensuite à l'étude des constitutions de l'Ordre. La question de savoir s'il y avait lieu de les changer fut décidée en ce sens que les statuts devraient être tenus comme valables et observés, tels qu'ils étaient dans l'exemplaire du P. Ignace.

La Congrégation examina si on aurait le droit de changer quelque chose aux points essentiels de la création d'Ignace. La délibération ne porta que sur les cas qui s'étaient présentés depuis ou sur quelques projets de règlements trouvés en dehors des constitutions et à l'approbation desquels il n'était pas certain qu'Ignace eût tenu.

Les travaux de la Congrégation générale approchaient de leur fin, lorsque, le 24 août, le Pape lui fit envoyer par le cardinal Scotti l'ordre d'examiner s'il n'y avait pas lieu d'introduire la prière en commun dans l'Ordre et de restreindre la durée des pouvoirs du Général à trois ans.

Le fait qu'Ignace eût considéré la prière de chœur comme incompatible avec le but de sa fondation et y eût renoncé avait soulevé maintes protestations. Dominique Soti de l'Ordre des Frères prêcheurs, prétendait qu'une Congrégation spirituelle, sans prière au chœur, ne méritait pas le nom d'Ordre. Paul IV émit personnellement le même sentiment. Dans les audiences que Lainez obtint de lui à l'occasion de la Congrégation, le Pape lui fit plusieurs fois des observations en ce sens. En rendant, le 20 juin 1557, les constitutions que la Société avait dû remettre au Pape, le cardinal Scotti fit remarquer qu'il serait peut-être indiqué de délibérer sur l'introduction du chœur dans l'ordre des Jésuites.

La nomination à vie du Général ne souleva plus tout d'abord à ce moment d'objections. Peu de temps avant l'élection du Général, le Pape avait insisté pour qu'on examinât sérieusement s'il n'y avait pas de changement à faire à cette décision. Comme il lui laissait du reste pleine liberté, la Congrégation déclara qu'elle désirait s'en tenir à ses constitutions. Le cardinal Pacheco fit remarquer expressément avant l'élection que le Général allait être élu à vie et Paul IV avait approuvé et loué l'élection.

Ainsi, comme aucun ordre exprès du Pape ne s'y opposait et que les bulles de Paul III et de Jules III avaient approuvé la renonciation au chœur, ainsi que la durée à vie des pouvoirs du Général, la Congrégation répondit le 30 août à une nouvelle proposition du Pape, qu'elle était prête à obéir, mais qu'elle désirait, autant qu'il dépendait d'elle, rester fidèle au texte des constitutions.

Lainez et Salmeron furent envoyés au Pape avec une lettre contenant cette déclaration.

Avant qu'ils aient eu le temps de remettre cette déclaration eut lieu une étrange scène. A peine Lainez et Salmeron étaient-ils entrés que le Pape prit lui-même la parole. Il commença d'abord doucement comme s'il se fût parlé à lui-même, et dit qu'Ignace avait été un tyran mais que lui Pape voulait qu'à l'avenir le Généralat ne durât que trois ans comme l'usage s'en était conservé chez les Bénédictins de Sainte-Justine et chez ceux d'Espagne. Avec une surexcitation croissante, il parla ensuite de la prière du chœur, traita les Jésuites de rebelles, parce qu'ils ne l'admettaient pas et se plaçaient ainsi du côté des hérétiques (*que ayudavamos a los herejes en esto*) et il émit la crainte qu'un jour un diable surgît d'au milieu d'eux. La prière au chœur est essentielle pour les Ordres et repose sur le commandement divin puisqu'on lit dans le psaume : « Sept fois par jour je dirai ta louange ». Aussi était-il résolu à introduire le chœur chez les Jésuites. « Il proclama dans les termes les plus énergiques sa volonté en nous regardant,

ajoutant ceux qui l'entendirent, avec des yeux étranges et un visage enflammé. »

Paul IV continua encore quelque temps sur ce ton pendant que les Pères étaient agenouillés à ses pieds. Il permit finalement aux deux envoyés de se défendre et se calma tout à coup aux déclarations de Lainez, si bien qu'à la fin il remit à tous les deux des objets bénits pour qu'ils les donnent aux Pères qui allaient retourner dans leurs provinces. Il déclara cependant que le cardinal Alfonso Carafa transmettrait en son nom ses ordres à la Congrégation, ce qui eut lieu le 8 septembre. Comme les constitutions, en cette même année 1558, parurent imprimées, l'ordre du Pape touchant la durée de trois ans du Généralat et la prière au chœur dut être ajouté sur la dernière feuille.

Mais ainsi, les deux ordonnances ne furent pas élevées au rang des statuts fixes; il y manquait les formes exigées par le droit canon pour la publication. C'étaient de simples ordres qui cessaient d'avoir force de loi à la mort de celui qui les avait édictés. Sur le conseil de bons canonistes, la prière du chœur n'eut donc pas lieu après la disparition de Paul IV. Lainez se déclara prêt à l'expiration des trois ans à résigner le Généralat. Mais sur ce point aussi on décida de s'en tenir à l'idée que l'ordonnance de Paul IV avait perdu sa valeur après la mort de celui-ci. Là-dessus, Pie IV abolit expressément le décret de Paul IV et confirma les Constitutions de l'Ordre.

La mort

La mort arriva dans l'après-midi du 18 août 1559. Avant de succomber, le mourant recommanda aux cardinaux des affaires de l'Eglise, en particulier l'Inquisition et le bâtiment de Saint Pierre.

Paul IV n'était pas encore décédé mais passait déjà pour mort, lorsque le peuple romain, non content d'ouvrir, comme c'était l'habitude quand se produisit une vacance du Saint-Siège, les prisons publiques, courut aux bâtiments de l'Inquisition sur la Ripetta, maltraita les fonctionnaires qui s'y trouvaient, anéantit de nombreux actes de procès et des livres confisqués et, finalement, mit le feu à la maison. On avait relâché les prisonniers après leur avoir fait promettre de vivre désormais en bons catholiques. Comme instigateur de ces troubles, l'opinion publique désigna les ennemis personnels du Pape. Il ne fut pas difficile de soulever le peuple. Les Romains n'avaient pas oublié les maux endurés pendant la-guerre contre les Espagnols et les méfaits des neveux détestés. Le bien que Paul IV avait fait aux Romains fut complètement oublié. Le 18 août, une foule s'amassa derrière le Capitole et mutila la statue de marbre du Pape qui s'y trouvait; la tête de la statue demeura le lendemain encore l'objet des outrages de la jeunesse des rues. Un juif alla jusqu'à oser la coiffer de son bonnet jaune. A la fin, on traîna ce marbre à travers la ville et on le jeta dans le Tibre. Un décret du peuple romain du 20 août ordonna de gratter tous les écussons et inscriptions « de la tyrannique maison des Carafa ». Des pasquinades et des satires tournèrent en dérision de toutes les façons Paul IV et ses neveux. Des écrivains dont le Pape avait fait poursuivre les ouvrages immoraux, prirent alors une sanglante revanche. Ce ne fut que le 22 août que les troubles commencèrent à diminuer, mais le désordre continua à régner dans la ville. De tous côtés, la canaille, les exilés et les bandits se pressaient dans les rues et commettaient des meurtres. Rome, comme le disait l'ambassadeur vénitien Mocenigo, ressemblait à la forêt de Baccano. Tous les palais étaient occupés par des gens armés, et la nuit on n'osait pas s'aventurer dans les rues.

Dans la crainte des excès populaires, le cadavre de Paul IV fut, le soir du 19 août, enseveli aussi profondément que possible, à Saint-Pierre, près du tombeau d'Innocent VIII et on mit une garde à côté. Là reposèrent ses restes mortels jusqu'à ce que Pie V, le 2 octobre 1566, les fit transporter S. Maria Sopra Minerva dans le mausolée élevé par lui et qui orne encore aujourd'hui la belle chapelle d'Oliviero Carafa.

L'hommage que Pie V rendit à la mémoire de son prédécesseur semble d'autant plus significatif si l'on considère qu'il avait suffisamment appris à connaître les défauts du mort et avait eu à en souffrir. Du reste, Paul IV lui-même, en face de la mort, avait vu ses fautes capitales et s'en était repenti amèrement. Trois jours avant son décès, il fit appeler le général des Jésuites Lainez et lui cria : « Combien la chair et le sang m'ont égaré. Mes parents m'ont jeté dans la malheureuse guerre dont sont sortis tant de

crimes dans l'Eglise de Dieu. Depuis le temps de saint Pierre, il n'y a pas eu de pontificat plus malheureux pour l'Eglise que le mien! Ce qui en est résulté me désole beaucoup; priez pour moi ».

Quoique cette confession publique fût exagérée, et personne cependant ne répètera la tentative d'anciens écrivains et ne voudra pallier les graves écarts de Paul IV. Le critique indépendant ne peut fermer les yeux devant les grandes fautes qui accompagnèrent chez le Pape Carafa de grandes qualités et il ne faut pas oublier les résultats atteints par la cause de la Réforme durant son court pontificat. Paul IV fut incontestablement une extraordinaire figure, un caractère fortement tracé sans alliage, exceptionnellement vigoureux et inflexible. Très pieux, menant une vie constamment sans tache, plein de zèle apostolique, le co-fondateur des Théatins a représenté le point de vue ecclésiastique le plus strict sans le moindre égard pour les considérations temporelles. Quoique humaniste finement cultivé et ne manquant pas de sens esthétique, un homme de sa trempe ne pouvait ni ne voulait cependant être un Mécène comme les Papes de la Renaissance. Le mot qu'on lui prête, qu'il était plus nécessaire de fortifier Rome que de l'orner d'œuvres d'art, n'est peut-être qu'une anecdote, elle n'en définit pas moins la situation politique qui n'était alors pas favorable aux arts. A cela vint s'ajouter encore une autre considération. Profondément pénétré de la hauteur de sa situation et de la grandeur des abus qui régnaient dans l'Eglise, Paul IV considéra comme son principal devoir de restaurer ce que la perversion des mœurs de la Renaissance et le violent orage du protestantisme avaient ébranlé ou détruit. Tout ce qui au temps où régnait la mondanité des papes Médicis et à l'exception de rares élus pouvait être considéré comme mort, il crut, une fois élevé au siège de Saint-Pierre, pouvoir le restaurer largement. Irrité par sa longue attente et impatient de nature, il s'adonna avec l'ardeur qui lui était propre, et aussitôt après son élévation, à cette grande entreprise. Le Pape de la Réforme que chacun attendait de Carafa, après son activité antérieure, parut arrivé. Si pourtant son pontificat ne répondit qu'en partie aux grandes espérances qu'il avait fait naître, cependant, chaque fois qu'il les démentit, ce fut surtout une conséquence des faiblesses qui n'obscurcissaient que trop souvent les qualités de Paul IV.

En vrai Méridional chez qui la pensée s'exprime aussitôt en paroles, il se laissait emporter par les émotions du moment à des manifestations qui seraient incroyables si elles n'étaient parfaitement attestées. Mais aux paroles correspondirent aussi souvent des actes trop précipités... Partout, il devint évident que Paul IV manquait de connaissance du monde et des hommes autant que de mesure et de prudence ce qui dans une époque de transition et de trouble auraient été doublement nécessaires. Par suite de sa nature colérique, il était toujours porté à pousser les choses au pire. Sa façon d'agir tumultueuse, qui fait songer souvent à son compatriote le malheureux Urbain VI, était comme un bouillonnement de lave en fusion. Sans considérer les conséquences qu'une rupture avec l'Espagne, la première des grandes puissances catholiques, pourrait avoir pour ses réformes religieuses, Paul IV se jeta contre le plus puissant monarque de l'univers dans une lutte qui, ayant fini par une défaite, nuisit profondément à Rome et à l'Etat de l'Eglise, retarda l'exécution de la Réforme, apporta de la joie aux ennemis de l'Eglise et chagrina profondément ses amis. La lutte avec Ferdinand I^{er}, dans laquelle Paul IV s'engagea pour sauver un principe qu'il n'était plus possible de faire triompher, amena de semblables déconvenues. Tandis que le Pape traitait avec une dureté et un manque d'égards jusque-là inconnus d'eux, les cardinaux, il mettait une foi aveugle dans son neveu Carlo Carafa, aussi étourdi qu'inconscient et dont l'influence mit le chef de l'Eglise dans une fausse situation à tout point de vue. Longtemps trompé et aveuglé, il n'eut connaissance que trop tard de l'indignité de celui auquel il avait donné sa confiance et sa faveur. La terrible sévérité qu'il déploya alors ne fut aucunement blâmable en soi; seulement Paul oublia trop, en cette occurrence, que c'était lui qui avait fait la grandeur des neveux et les avait laissés agir et disposer de tout sans contrôle. Sa confiance avait été sans mesure, comme l'était maintenant sa rigueur qui atteignait aussi des innocents. Le reste de son règne fut consacré dès lors exclusivement à ce qui avait été l'objet principal de sa vie antérieure, quand il n'était encore que Carafa : la Réforme et l'Inquisition. Mais là aussi, ses outrances compromettaient le résultat qu'il poursuivait. Son successeur dut adoucir la procédure de l'Inquisition ainsi qu'atténuer la rigueur de beaucoup de ses décrets de réforme.

Le sage Pie IV eut également à rétablir avec les puissances les relations diplomatiques rompues sous son prédécesseur.

Cependant, malgré tous ses défauts et ses erreurs, le règne de Paul IV représente une étape importante dans l'histoire de la réformation catholique, dont il a préparé la victoire. Ouvertement et franchement il fit connaître les conditions fondamentales d'une Réforme à la tête et dans les membres; plus profondément que Paul III et Jules III il s'efforça de les réaliser. La rupture avec l'usage de nommer les cardinaux au gré des princes, la nomination d'hommes excellents dans le sénat de l'Eglise, la lutte sans égards ni merci contre la simonie sous toutes ses formes, la suppression des commendes, des recours et des charges vénales, la réforme dans les couvents, la Daterie et la Pénitencerie, et enfin, pour couronner l'ensemble, le devoir de résidence imposé aux évêques, tels sont les grands et durables services de Paul IV. L'énergie qu'il déploya dans le renversement de sa famille mit fin pour longtemps à tout népotisme de grand style et fut un acte réformateur de la plus haute importance.

Si la violence de ses mesures provoqua au loin de la terreur et de la haine, sa vie toujours pieuse et exemplaire lui mérita souvent l'admiration universelle. Ce vieillard « qui se conduisit en souverain né et qui ne perdit jamais de vue la grandeur de sa charge, qui sut ne fléchir ni sous le poids de ses quatre-vingts ans ni sous celui du malheur, qui maintint sans peur devant les plus puissants princes ce qu'il considérait comme juste » dut produire une profonde impression sur les contemporains. Un historien comme Panvinio lui-même, et qui n'était rien moins que favorable au pape Carafa, a écrit que Paul IV fut le premier qui restaura et affermit la discipline ecclésiastique et qu'il faut lui attribuer nombre des si salutaires décrets que rendit ultérieurement le Concile de Trente. Guglielmo Sirloto se range complètement au même avis. Des contemporains bien informés trouvent à peine des termes suffisants pour qualifier tout le bouleversement profond que l'activité réformatrice de Paul IV avait apporté notamment à Rome. L'ambassadeur vénitien estimait que la ville était devenue un véritable couvent. Ce que le noble et dernier Pape allemand avait en vain tenté, d'en finir avec les mauvaises tendances de la Renaissance, l'ardent Napolitain l'avait réussi.

Il faut se rappeler l'impiété des temps d'Alexandre VI et de Léon X pour apprécier entièrement le mérite de Paul IV. Pour extirper des abus si anciens, si profondément enracinés et qui étaient liés si solidement aux conditions générales de l'époque, il n'y avait d'efficace et de possible qu'une action violente et comportant toutes les duretés d'une répression impitoyable. Paul IV fut exactement l'homme de la situation; son âme de feu, où la colère lançait des flammes dès qu'il se trouvait en face d'un abus des choses saintes, ne cautérisait jamais assez profondément à son gré au fer rouge les plaies qu'une malheureuse époque avait faites à l'Eglise. Le pape Carafa a si vigoureusement poursuivi la réforme commencée par Paul III et fait prédominer les vues strictement ecclésiastiques, il leur a imprimé une vie si forte, que les Papes ultérieurs du temps de la Restauration n'eurent qu'à continuer sur des bases si solidement établies pour achever de mener à bien son entreprise.

LOUIS PASTOR.

(Traduit de l'allemand par Alfred Poizat.)

La revue catholique des idées et des faits

la revue belge d'intérêt général la plus vivante,
la plus actuelle, la plus répandue.
Elle renseigne sur tous les problèmes religieux,
politiques, sociaux, littéraires, artistiques
et scientifiques.

Le crépuscule du XVII^e siècle⁽¹⁾

II

La décadence

Et maintenant, c'est la fin, c'est bien la fin.

On s'y résigne, avec peine, car ce siècle fut grand. De tous ceux de la littérature, de la civilisation française, il est le plus constructeur, le plus « archaïque ». Siècle de l'ordre, de l'unité. Siècle de la volonté qui s'oppose aux forces de destruction; non seulement aux forces extérieures, comme les deux Frondes, mais encore, mais surtout à celles qui agissent dans l'intérieur de l'homme. Domination, par la volonté, par la raison, d'un tempérament passionné. Effort vers la perfection.

Mais une telle volonté, un tel effort suppose une tension qui, nécessairement, devait, à la longue, produire une usure. L'usure du XVII^e siècle, c'est le XVIII^e. Mais précisons :

Reprenons, pour cela, une image dont nous nous sommes déjà servi : entre la Renaissance et la « philosophie », le XVII^e siècle se dresse comme une digue en travers d'un fleuve. Les eaux viennent battre contre ce béton armé, qui les arrête. Alors, elles se divisent, elles débordent à droite et à gauche, elles filtrent lentement sous la digue, — et de l'autre côté, le fleuve finit par se reformer, d'autant plus violent dans son nouveau cours que la digue l'aura plus longtemps empêché.

Dès les guerres civiles et religieuses, dès la seconde moitié du XVI^e siècle, il existe, dans le corps de la monarchie française, un virus révolutionnaire. Le XVII^e siècle a lutté contre ce virus, mais il n'a point réussi à l'éliminer. Des guerres de religion, on passe à la Révolution française par les troubles qui suivirent l'assassinat d'Henri IV, par la Fronde, par la Régence, les disputes avec les jansénistes, les conflits avec les parlements. Lorsque les Etats Généraux se réunirent en 1789, la plupart des députés pensèrent qu'ils venaient de remporter une victoire posthume sur l'absolutisme du XVII^e siècle, sur Louis XIV, et qu'ils renouaient ainsi une tradition interrompue depuis Richelieu.

Où se trouve le premier foyer de ce virus révolutionnaire? Il ne se trouve pas dans le peuple, qui est passif et traditionnel, comme tous les peuples, et qui ne comprend rien aux idéologies. Au XVII^e siècle, il serait trop tôt de le chercher dans la bourgeoisie, car elle est encore conservatrice, patriote, enracinée, religieuse, elle ne cherche qu'à travailler, et pour la France, et pour le roi. Non : le premier foyer de ce virus se découvre dans la noblesse, et c'est la noblesse qui, à l'origine, le cultivera dans son propre sang.

Quand nous parlons de la noblesse, nous l'entendons par le sommet : celle de la cour et de la ville, les ducs et pairs, et même les princes du sang. Le gentilhomme campagnard ne demande qu'à vivre et à servir honnêtement. Il ne fait guère de politique, sauf pour la défense de ses privilèges nobiliaires, et surtout fisc ux. D'ailleurs, le gentilhomme campagnard est bien souvent un inculte, quelquefois même un illettré. Mais cette brillante société de grandes dames, d'honnêtes gens et de beaux esprits, d'officiers en congé, de dignitaires à loisirs, on la voit perdre, peu à peu, sa solidité, ses vertus, enfin sa raison d'être, à mesure qu'on la réduit, ou qu'elle se réduit elle-même, à la seule vie de cour et de salon. Pour mieux la tenir en main, le roi, donc, a concen-

tré la noblesse autour de lui, à Versailles; il l'a domestiquée, il l'a déracinée. En arrachant la noblesse à ses terres, il n'a point vu, il ne pouvait même pas voir, qu'il l'arrachait à son rôle social et national, car le rôle social et national de la noblesse, c'est d'être dans ses terres, au milieu du peuple dont elle tire son origine : « Nous venons tous de la charrue », disait un adage cher aux gentilshommes. Il ne lui a laissé que la vie de société, ce qui n'est pas nécessairement synonyme de vie sociale. Mais, dans cette vie de société où l'esprit joue le premier rôle, où la conversation se hausse à la hauteur d'un art, la critique et la cabale trouveront leur atmosphère. On prendra le goût de la raillerie, de la méchanceté, du paradoxe. De beaux esprits comme Fontenelle y introduiront leur scepticisme élégant et sec, leur façon détournée d'attaquer respectueusement les fondements mêmes du régime. Quand viendront les années d'épreuves et de déceptions, au déclin du grand règne, lorsque la noblesse passera plus ou moins ouvertement à l'opposition, espérera reprendre pour elle toutes les places, escomptera la mort du roi et l'« après-règne », alors le milieu sera mûr pour l'éclosion des germes « philosophiques ». Le mauvais exemple partira de très haut : il sera donné par des princes du sang, ces d'Orléans qui mettront leur coquetterie à jouer les esprits forts, et ne perdront jamais une occasion, branche cadette, de faire opposition à la branche aînée. Ce sera chez eux surtout, dans la société du Temple, autour du Grand Prieur, et dans l'entourage du futur régent, que se formera le premier foyer d'antichristianisme, et le jeune Voltaire est déjà là. Certaines manifestations grossières d'irréligion, — comme de faire gras le Vendredi Saint, — qui sont maintenant tombées dans les loges de sous-préfectures et dans les cabarets de commis-voyageurs, ont leur origine chez ces princes en rupture de morale et de foi.

* * *

Quelle est la cause de cette fissure dans les soubassements de l'ancien régime, de cette fissure encore si peu apparente, mais qui chemine lentement? Une cause politique en premier lieu : les guerres de Louis XIV.

Ces guerres, Louis XIV les avait héritées. Elles étaient la conséquence logique d'un état de fait : l'encercllement de la France par la puissance austro-espagnole. Dans l'esprit des rois, il s'agissait avant tout d'assurer la sécurité du royaume. Pour cela, il était nécessaire, de donner au royaume ses limites naturelles, ou, comme disait je crois Richelieu, de « mettre la France en tous lieux où fut la Gaule », d'achever ainsi l'unité. Voilà pourquoi Louis XIV voulait annexer une partie des Pays-Bas, l'Alsace, la Lorraine, la Franche-Comté, la Savoie. Mais il n'y avait qu'un moyen : la guerre. Sur les soixante-douze ans de son règne, il y eut ainsi quarante-six années de guerre.

Cette atmosphère de batailles et de conquêtes explique l'exaltation des esprits, l'appel au héros, le souffle épique, l'imagination romanesque, et cette tendance à la perfection qui est un impérialisme intellectuel. Mais elle explique aussi le trop grande tension, suivie de la détente, de la fatigue, du doute et de la révolte.

Durant ces quarante-six années de guerre, la France lutte contre l'Europe. Tant qu'elle remporte des victoires, c'est l'orgueil national et royal qui agit comme un stimulant, c'est le soleil de la gloire qui morte. Quand la victoire se lasse, quand les revers s'annoncent, la confiance commence à se perdre, le soleil descend et s'obscurcit.

Le soleil a monté magnifiquement, sans arrêt, durant les deux premières guerres; celle, très courte, de Dévolution (1667-68), durant laquelle la Flandre est conquise; celle beaucoup plus longue et plus pénible, de Hollande (1672-78), qui suscite au roi son grand rival, son grand ennemi, Guillaume d'Orange, et

(1) Voir la *Revue catholique* des 12 et 16 février, 11 mars, 8 et 20 avril, 13 mai, 3 et 10 juin, 8 et 15 juillet, 5 août, 2, 16 et 23 septembre 1932.

provoque enfin la première coalition. Mais le traité de Nimègue, en 1678, marque l'apogée de la puissance française. La ville de Paris décerne au roi le nom de Louis le Grand. De 1678 à 1688, *Ludovicus Magnus* semble en effet le souverain de l'Europe.

Maître de la Franche-Comté, de l'Alsace, de la Sarre, des Deux-Ponts, du Luxembourg, tenant enfin ces douze places des Flandres qui menaçaient Paris, — dont ce Cambrai dont Fénelon sera l'archevêque, — Louis XIV aurait voulu s'arrêter; ce n'était plus possible. Il est entraîné dans ces troisième et quatrième guerres qui marquent les étapes héroïques et sanglantes de son destin. Celle de la Ligue d'Augsbourg coalise contre lui, d'abord les puissances protestantes que la Révocation de l'Édit de Nantes ont exaspérées, enfin les puissances catholiques auxquelles son conflit avec le Saint-Siège vient de fournir le prétexte d'une intervention. La paix de Ryswyck, en 1687, si elle lui reconnaît définitivement Strasbourg, lui coûte ses précédentes conquêtes — « conquêtes du roy » — en Allemagne, et surtout, ce qui est plus grave, l'oblige à reconnaître son implacable ennemi, Guillaume d'Orange, comme roi d'Angleterre. La guerre de Succession d'Espagne — une guerre de treize années — lui oppose la « grande alliance » : Angleterre, Hollande, Empire, puis la Savoie qui le trahit. Et c'est justement le prince Eugène de Savoie, le « tapère Ritter » de la chanson populaire allemande, qui refoule sur le Rhin et les Alpes les armées françaises, qui envahit finalement la France elle-même, sauvée à Denain, le 24 juillet 1712, par le maréchal de Villars. Résultat : l'Empereur s'agrandit des Pays-Bas, du Milanais, de la Sardaigne, du royaume de Naples, et l'Angleterre entame le Canada. C'est elle, en effet, l'étoile qui monte, — l'étoile des mers. Ses victoires sur mer ont eu, en effet, raison de l'invincible Louis; l'hégémonie en Europe va désormais passer de la France à la Grande-Bretagne. La France, isolée, fatiguée, appauvrie, n'aspire qu'au repos, comme on disait alors, et le vieux roi n'a plus devant lui que la mort : il sera insulté dans son cercueil par la populace. Prélude lointain de la Révolution.

* * *

La France, — c'est-à-dire l'élite : noblesse, bourgeoisie, clergé lui-même, — commence donc de perdre confiance dans le régime, sinon dans la royauté, comme dans tout ce qui soutient le régime, et d'abord en soi-même. C'est la caractéristique de cet « après-guerre » dont nous avons, pour terminer, à fixer brièvement les aspects :

D'abord, l'aspect politique. Personne encore ne songe à contester la royauté : s'il y a des républicains, ils sont hors de France, parmi les protestants chassés à la Révocation de l'Édit de Nantes. Mais on commence de contester la forme que Richelieu et Louis XIV ont donnée à la royauté. On se demande si cette forme est traditionnelle. On recherche dans la royauté du XVI^e siècle, du moyen âge, les traces d'une constitution hypothétique. Comme déjà le prestige agit des institutions anglaises, on établit des analogies entre celles-ci et ce que l'on suppose être les institutions de la vieille France. On compare au Parlement anglais les États Généraux; on déplore que, depuis si longtemps, on n'ait plus convoqué ceux-ci; on songe à le faire. On éprouve le besoin d'un contrôle, non pas sur le roi, mais sur ses ministres, sur son administration. On trouve que les trois ordres ont quelque chose à dire, que le droit de remontrance doit être rétabli, renforcé. On souhaite à Louis XIV un successeur « éclairé ». Fénelon, aux yeux de qui l'absolutisme est « un attentat sur les droits de la fraternité humaine », exerce toute son influence réformiste sur son élève, le duc de Bourgogne. Saint-Simon est de la conspiration. Les d'Orléans, le futur régent s'y mettront, cela va sans dire. Et bientôt Montesquieu va rédiger à l'*Esprit des lois*.

En politique extérieure, le désarroi. Celle que, depuis deux siècles, les rois avaient suivie était fondée sur la lutte contre les Habsbourg, Espagne-Empire. Cette puissance ennemie encerclait la France. On avait réussi à desserrer le cercle, mais il s'était refermé plus loin. D'autre part, une autre rivale, une autre ennemie avait surgi : la puissance anglaise. C'était trop de deux. Fallait-il s'entendre avec l'Empire contre l'Angleterre? ou l'inverse? Cette incertitude régnera durant tout le XVIII^e siècle, cause elle-même de cette politique à revers qui désorientera les esprits et ne vaudra à la France aucune alliance, aucune amitié sur quoi elle puisse sérieusement compter.

Mais l'attention, mais l'admiration des esprits va de plus en plus à l'Angleterre. Saint-Evremond est ici un précurseur. L'Angleterre, ce sera, de plus en plus, aux yeux des Français, le contraire de la France louisquatorzième. On la découvrira peu à peu dans sa philosophie déiste, dans son libéralisme politique, dans son commerce, dans sa littérature. L'influence anglaise poussera les esprits, en France, vers la « philosophie », vers la Révolution, vers le romantisme. Bacon, Locke, Shakespare sont du XVII^e siècle, ils sont les contemporains des classiques français, et c'est au XVII^e siècle que l'Angleterre a fait ses deux révolutions, celle de 1648 et celle de 1688, celle de Cromwell et celle de Guillaume d'Orange.

Après l'aspect politique, l'aspect social. La mort de Louis XIV : et voici tombée la clef de voûte qui tenait ensemble, et à leur place, les trois ordres du royaume, le clergé, la noblesse, le tiers état. Alors le déséquilibre social commence, dont souffrira tant le XVIII^e siècle. Ce déséquilibre prend la forme d'une compétition, d'une lutte entre la noblesse et la bourgeoisie.

À ce moment, redisons-le, la noblesse aspirait à reconquérir l'influence politique dont Richelieu et Louis XIV l'avaient privée, à rentrer dans le gouvernement et dans les places, à supplanter la bourgeoisie dans laquelle, jusqu'alors, le roi recrutait ses agents, ses ministres. Mais la bourgeoisie qui avait grandi en importance — et en richesse — qui touchait à la noblesse par le haut, par la robe, n'entendait pas se laisser faire. Qu'était-ce, au reste, que cette bourgeoisie du XVII^e siècle? D'abord, les gens de lettres — par quoi il faut entendre non seulement les écrivains, mais encore tous ceux qui avaient des lettres, avaient fait leurs études et se trouvaient dans les professions libérales; — puis la foule des officiers, collecteurs d'impôts, receveurs, notaires, greffiers, procureurs, sergents; — enfin, les riches marchands. L'« intelligence », les fonctionnaires, le « capitalisme » : cette triple force prend conscience. d'elle-même, elle aspire à monter, et rien ne l'arrêtera désormais. Le conflit entre la bourgeoisie et la noblesse était donc inévitable. Il remplira tout le XVIII^e siècle pour aboutir à la Révolution.

Un mot enfin sur l'aspect économique, car cet aspect aussi est « en tension » avec la vie de l'esprit :

Un Etat pauvre, endetté, qui pourtant continuera de dépenser trop. Une noblesse en train de vivre au-dessus de ses revenus, qui aura donc d'autant plus besoin des faveurs royales, des lucratives sinécures. Une bourgeoisie qui s'enrichit par son travail, par le commerce, l'industrie, la spéculation, et qui s'enrichit tout de même, aux dépens de l'Etat et de la noblesse. Un peuple de paysans, d'artisans, de gagne-petit, sur qui pèse durement ce que nous appellerions aujourd'hui la crise, bien que beaucoup s'arrangent pour en profiter et s'élever. Des parvenus, de nouveaux riches, comme il en surgit au cours de toutes ces périodes troublées : Turcaret. La vie chère, les impôts, le mécontentement général. D'où les idées de réformes et les éclosions de systèmes. La France, la nation, se relèvera vite, son industrie, son commerce reflouriront, l'agriculture fera des progrès; mais l'Etat restera déficitaire. Encore une route qui mène à la Révolution.

* * *

Guerres, politique, diplomatie, état social, crise économique, voyons comment tout cela réagit sur les esprits : d'abord, sur la vie religieuse.

Que devient, en effet, ce courant religieux qui traverse tout le XVII^e siècle ? Quelle est maintenant sa force, quel est son niveau, à la fin du règne ?

Indéniablement, il baisse, il se ralentit, surtout il se divise. La reprise des disputes entre jésuites et jansénistes — car on n'était point arrivé à extirper à fond le jansénisme — les suites du long conflit entre le pape et la royauté, toutes ces affaires ont certainement affaibli le prestige de l'Église et le sentiment religieux, ouvert des fissures par où commence de souffler un courant de scepticisme. La dévotion même du vieux roi, dévotion sincère et profonde, fait naître à la Cour une hypocrisie officielle. Celle-ci, à son tour, provoque des réactions, sous le manteau d'abord, puis de plus en plus apparentes, audacieuses. La doctrine commence à perdre aussi de sa solidité. Nous avons déjà constaté, vers la fin du siècle, en philosophie, en exégèse, un modernisme qui effraiera Bossuet. La sentimentalité, le subjectivisme commencent à pénétrer dans l'Église. Voici avec le quietisme une très grave déviation mystique : elle met en cause les rapports de la foi et de la morale, elle dissocie la personnalité, elle menace de ruiner les fondements rationnels de la croyance, d'étouffer les vertus actives dont le catholicisme français, au XVII^e siècle, avait donné de si nombreux, héroïques exemples.

Rien d'étonnant à ce que la séparation de la raison et de la foi s'annonce en premier lieu dans la vie intellectuelle même. Fontenelle, Bayle sont les précurseurs de Voltaire — qui est déjà né, — de l'Encyclopédie. La mode, le goût des sciences exactes et naturelles — que le XVII^e siècle n'a jamais cessé de cultiver — se répand dans les salons, entraînant une nouvelle forme de snobisme et de pédanterie dont l'« honnêteté » sera la première à souffrir. On se met à croire, à supposer plutôt, que la science est capable, à elle toute seule, d'assurer le progrès, le bonheur de l'humanité, qu'elle est incompatible avec la foi. Pour le moment, on ne demande à la science que d'ignorer la foi ; demain, on lui demandera de la combattre.

* * *

Dans ces conditions, dans ces circonstances, que va-t-il advenir de la doctrine classique, de la littérature, de la poésie ?

Ce qu'il advient de la doctrine classique, la fameuse querelle des anciens et des modernes va nous le révéler. Sa première phase est, en somme, peu importante. Charles Perrault ne voyait pas plus loin que son admiration pour le roi, le règne, les écrivains du règne. Son « modernisme » est de l'enthousiasme, mêlé d'un soupçon de flatterie. Mais le vieux Despréaux, toujours aux aguets, toujours prêt à bondir, mesure les conséquences de cet enthousiasme. Il reconnaît, semble-t-il, que, proclamer la supériorité des modernes, parce que modernes, sur les anciens, c'est enlever à la doctrine classique l'une de ses assises : l'idée d'art, fondée elle-même sur l'observation de la nature et sur l'étude des modèles. Il aperçoit que proclamer la supériorité des modernes, c'est détruire ce sentiment d'émulation, cet effort vers la perfection qui constituent le ferment de la doctrine ; c'est instaurer le contentement de soi, la facilité, c'est enfin provoquer le dessèchement, car enlever l'idée d'art de la doctrine classique, il ne reste plus que la raison. Au surplus, Boileau estime que ni ses œuvres, ni celles de ses amis, ni celles d'aucun écrivain français ne sont assez parfaites pour être en mesure de remplacer les œuvres des anciens ; il se méfie de la médiocrité qu'il voit naître autour de lui, chez la plupart de ses contemporains et de ses successeurs.

De fait, la seconde phase de la querelle des anciens et des modernes lui aurait démontré, s'il avait pu vivre jusque là, combien il avait vu juste. Les « postclassiques » ne comprennent plus les anciens, non pas seulement, parce que ces épiques sont « modernes », mais encore, et surtout, parce qu'ils ne sont plus artistes. Le culte de la raison est devenu, chez eux, une superstition exclusive, — exclusive de la poésie. De la poésie, d'ailleurs, ils ne sentent plus même le besoin. Au reste, qu'est-elle pour eux sinon des règles, des recettes, un langage — celui du vers — qui leur paraît de pure convention ? Ils sont des rationalistes déjà, et des sceptiques ; pour eux, le sentiment n'existe plus. Le même esprit qui les oppose à la foi les oppose donc à la poésie. Cela va souvent de pair.

Autre cause de dessèchement : le règne des salons commence. Auparavant, il n'y avait eu qu'un salon, celui de la marquise de Rambouillet. Puis la Cour. Maintenant que la Cour devient triste, dévote, que l'esprit de mécontentement, d'opposition grandit, la vie intellectuelle se dissémine dans les salons, dans les cercles de Paris. Dans ces salons, dans ces cercles, on se met à raisonner, on parle astronomie ou géométrie, mais on fait aussi de la politique, on devient « non-conformiste ». On se pique de trop de choses. Et c'est la fin de « l'honnêteté », le commencement de la philosophie.

Le beau type, harmonieux, équilibré, mesuré, unifié, de l'honnête homme, déjà il se désagrège. Et nous avons d'un côté le bel esprit, mondain, sceptique et raisonneur ; de l'autre, l'homme, sensible. Ce petit Jean-Jacques d'avant la lettre, encore timide, encore incertain, encore peu fréquent, mais tout prêt à opposer la nature à la civilisation. Ainsi d'un homme complet se détachent deux hommes incomplets, et d'une synthèse les deux termes d'une antinomie.

De fait, l'époque devient médiocre. Les caractères se rabaisent alors que le XVII^e siècle en avait possédé tant, et de si grands. Avant d'arriver aux générations enthousiastes jusqu'à l'utopie, actives jusqu'à la révolte, du XVIII^e siècle, — celles qui chercheront à reconstruire sur ce qu'elles auront démolé, — nous en aurons une ou deux autres qui abuseront, de la raison et de l'esprit : Fontenelle, Lamotte-Houdar, et le jeune Voltaire, et le Montaigne des *Lettres persanes*.

Littérairement, le premier résultat du classicisme en décomposition, c'est un résultat négatif : le XVII^e siècle, en mourant, a laissé tomber la poésie. Le XVIII^e siècle fera de vains efforts pour la retrouver, et il ne la retrouvera que dans la prose.

D'ailleurs, à peine la génération de 1660 est-elle en train de disparaître, que l'on assiste à un réveil de tout ce qu'elle avait combattu : l'excès de romanesque, la fausse préciosité, la galanterie fade, l'italianisme, l'hispanisme même. Renaissance du baroque, mais d'un baroque diminué : le rococo. Quinault, Fénelon, Crébillon, le Fontenelle des églogues, La Fare, Chaulieu, Regnard, Lesage illustrent, à divers titres, notre constatation.

Le style lui-même change. On passe, avec La Bruyère, du grand style ample, synthétique, oratoire, qui fut celui de Bossuet, à la phrase courte, sèche, rapide, analytique, réaliste, qui sera celle de Voltaire. Toute la langue « postclassique » serait intéressante à étudier de notre point de vue.

* * *

C'est donc, encore un coup, la fin. Mais nous avons peine à quitter le XVII^e siècle, car il est plein d'exemples et de leçons pour nous, aujourd'hui. Dans sa décadence aussi bien que dans sa grandeur. Mais, dès la vieillesse de

Louis XIV, dès 1680 environ, surtout dès le début du XVIII^e siècle, le classicisme est mort : il ne survivra qu'à l'état de cadavre embaumé. Et le XVIII^e siècle lui-même s'annonce, s'amorce de toutes parts, avec la Révolution et le romantisme au bout.

GONZAGUE DE REYNOLD.
 Professeur aux Universités de Berne et de Fribourg
 Membre suisse à la Commission de Coopération
 intellectuelle à la S. D. N.

L'archiduc François-Ferdinand⁽¹⁾

SES RAPPORTS AVEC FRANÇOIS-JOSEPH

La succession de François-Joseph n'était point de tout repos. Il semblait que la monarchie vieillit avec l'Empereur. Chaque jour s'ouvraient de nouvelles crevasses et, chaque jour, les crevasses de la veille compromettaient un peu plus la solidité du bâtiment. Le rôle historique de l'Autriche-Hongrie avait consisté à tenir les Turcs éloignés de l'Europe. Et ce rôle, les Habsbourg l'avaient joué brillamment. La ruine de la puissance turque entraîna leur déchéance. Il y avait en Europe, à la veille de 1914, deux hommes malades, aussi malades l'un que l'autre.

François-Joseph était né en 1830, l'année de la Révolution de juillet, et il avait été porté au trône par celle de 1848. Par toutes ses fibres, il appartenait à l'ancien régime. Quand il vint au monde, trent-sept ans seulement s'étaient écoulés depuis l'exécution de Marie-Antoinette. Il n'oublia jamais ce forfait, il en avait gardé la haine des aspirations démocratiques. Il commença par gouverner ses peuples dans l'esprit qui lui était cher : l'absolutisme. Puis, en 1867, le malheur des temps et la malice de ses sujets l'obligèrent à devenir souverain constitutionnel ; mais il éprouvait pour cette forme de gouvernement un éloignement dont il ne faisait pas mystère. Il était constitutionnel par contrainte, avec une sorte de dépit humilié d'avoir dû en venir là. Il se vengeait des concessions faites malgré lui au libéralisme et à la démocratie en opposant à ces erreurs une force d'inertie où il n'entraît, d'ailleurs, aucun élément constructif, une passivité tout au plus conservatrice de l'état de choses établi. François-Joseph travaillait beaucoup, mais son activité était celle d'un fonctionnaire assidu, d'un bureaucrate consciencieux, grincheux et borné. Au fond, s'il administrait scrupuleusement et s'il régnait avec dignité, il ne gouvernait guère.

On eût dit qu'il savait la monarchie condamnée et se bornait à retarder sa mort. Il élevait aux premières places des employés bien stylés, routiniers, méticuleux, des hommes à son image qui expédiaient correctement les affaires courantes, mais il n'aimait pas que ces subalternes fissent preuve d'initiative. Sous son règne, le talent était suspect, l'effacement profitable. Le comte Taaffe, qui l'assistait pendant quinze ans comme premier ministre, caractérisait d'un mot superbe cette politique de la persévérance somnolente dans l'être à grand renfort de replâtrages et de demi-mesure. Il appelait cette léthargie le *Fortwürtlelei*. François-Joseph n'en demandait, semble-t-il, pas davantage.

Il croyait au droit divin, mais non pas à la façon de Guillaume II qui criait sa foi sur les toits. François-Joseph s'affligeait de la vulgarité dont l'empereur allemand donnait l'exemple en tout. Distant et réservé, il gardait pour lui ses sentiments intimes. Tous ses efforts tendaient à sauvegarder, dans la mesure du possible, ces deux bases essentielles de la monarchie : la dynastie et l'armée commune. C'est pourquoi il s'attristait si fort au spectacle des siens, minant par leurs écarts de conduite le respect dû à la Couronne. C'est aussi pourquoi il s'impatientait des tendances particulières et même séparatistes des nationalités. En affaiblissant, par leurs divisions,

l'instrument commun de la puissance et de la défense nationale, les peuples de la monarchie finiraient par mettre la monarchie au tombeau.

Au fond, et tout bien pesé, le contraste entre François-Joseph et François-Ferdinand, c'était l'opposition entre la conception statique et la conception dynamique de la politique et de la vie.

François-Ferdinand, voyant crouler la monarchie, brûlait de tenter quelque chose pour empêcher sa ruine. François-Joseph résigné à tout, eut été capable du propos attribué à Ernest Renan décourageant Déroulède : « Jeune homme, la France se meurt, ne troublez pas son agonie ».

François-Joseph avait ce qu'on appelle, en pays de langue allemande, la « mentalité d'avant mars », c'est-à-dire qu'il s'en tenait aux principes antérieurs à la Révolution de 1848 et à l'émancipation des peuples. Il approuvait et appliquait le programme, peut-être spirituel mais funeste, du comte Taaffe : « Il faut maintenir toutes les nationalités de la Monarchie dans un état bien réglé d'égal mécontentement ». Formule joliment autrichienne, mais qui se révèle, à la longue, trop autrichienne pour le bien de l'Autriche. Elle finit par mourir d'être restée trop longtemps identique à elle-même ; mais tel n'était pas le sentiment de l'Empereur qui fit son possible, au contraire, pour la maintenir telle qu'elle était. Son horreur du progrès s'étendait aux moindres choses. Il condamnait jusqu'aux automobiles, aux ascenseurs, et au téléphone. On songe, malgré soi, au sultan Abdul-Hamid qui refusa d'installer l'électricité dans ses palais par crainte d'être foudroyé.

L'idée différente que se faisaient de la monarchie François-Joseph et son neveu se marquait surtout dans leur dissentiment sur le dualisme. Cette demi-mesure typique, ce régime hybride et qui portait la marque personnelle de François-Joseph jouissait de toute sa considération. Il se vantait d'avoir largement contribué, en collaboration avec le ministre Deak, à faire aboutir le dualisme en 1867. François-Ferdinand, au contraire, n'avait pas assez de raillerie pour l'*Ausgleich* et l'état de choses créé par ce compromis. Il attribuait tout d'abord la désagrégation croissante de la monarchie à l'aristocratie magyare et à la tyrannie qu'elle faisait peser sur les allogènes. Il blâmait fort l'obstination de son oncle à témoigner au compromis de 1867 un attachement qu'il ne méritait certainement pas.

* * *

Entre l'une et l'autre, Vienne comptait, entre 1900 et 1914, deux citadelles ennemies : la Hofburg et le Belvédère, c'était un flux et reflux incessant d'intrigues et de calomnies, de soupçons et de délations. Les moindres changements préconisés par l'Archiduc étaient immédiatement rapportés à son oncle : « Comment ! s'écriait l'Empereur, il s'occupe aussi de cela ? » Encouragé par ses familiers, l'Archiduc s'emportait contre le marasme croissant de la monarchie et se comparait à un fils de famille, contraint d'assister, impuissant, aux dilapidations d'un vieux père. Quelles ruines devraient être un jour prochain réparées ! François-Ferdinand aurait souhaité que son oncle, conscient de la tâche trop lourde pour ses vieilles épaules, partageât le pouvoir avec l'héritier du trône.

Il aurait souhaité une co-régence dans le genre de celle qui entra en vigueur sous Marie-Thérèse quand Joseph II reçut la couronne impériale. Loin d'obéir à ces invites, François-Joseph se fortifiait dans ses prérogatives, interdisant à son neveu l'accès au Conseil de la Couronne. Il lui abandonna, non sans regret, en 1906, la haute main sur l'armée, mais il se réservait jalousement la décision suprême dans toutes les affaires politiques. Il arrivait à l'Empereur de céder, sur ce point, à son neveu. Voyant ensuite l'usage que celui-ci faisait de son autorité, le vieux monarque tentait de le lui reprendre. Il en usa de la sorte avec le droit de grâce dont il avait transmis le privilège à son héritier ; mais l'Archiduc (et c'est un trait bien caractéristique) ne faisait de ce droit aucun usage. La tête des coupables ne l'intéressait pas. Le ministre Koerber s'en plaignit à François-Joseph. Sur quoi l'Empereur récupéra pour lui le droit de grâce en disant : « C'est à peu près tout ce qu'on me laisse ».

Il aimait, d'ailleurs, à contrarier ainsi son neveu, et son neveu ne prenait pas moins de plaisir à lui rendre la pareille. Il suffisait que François-Joseph exprimât un désir pour que l'Archiduc s'ingénîât à le contrarier. François-Joseph et le général Conrad von Hoetzendorf étant tombés d'accord pour envisager une poli-

(1) D'un volume à paraître en octobre, chez Grasset, à Paris.

tesse à l'Italie, Conrad proposa d'envoyer François-Ferdinand à Rome : « — Il n'ira pas, fit François-Joseph. — Votre Majesté, objecta Conrad, n'a qu'à lui donner un ordre précis. — Mais vous savez bien comme il est fantasque, nul ne le sait mieux que vous. — C'est vrai, Majesté, j'en ai fait l'expérience personnelle. — Que vous disais-je? Je veux bien essayer de l'envoyer à Rome, mais je crains fort qu'il ne veuille rien entendre ».

François-Joseph n'ignorait pas à quel point l'Archiduc avait hâte de le voir abdiquer; mais tant d'impatience existait justement l'Empereur à ne la point satisfaire. Il lui arrivait de dire pendant les dernières années de son règne : « Je me sens las, j'abdiquerais volontiers si j'avais un fils qui m'inspirât confiance, mais en faveur de ce fou dangereux, jamais! »

Entre tout souverain et tout héritier du trône, dans toutes les Cours depuis que le monde existe, les rapports furent toujours assez tendus. De cet état de choses, un passé tout récent offre encore maint exemple. Entre la reine Victoria et le prince qui devait régner sous le nom d'Edouard VII, la mésintelligence régna constamment. L'inaction à laquelle la reine Victoria contraignait son fils entra pour une part prépondérante dans certaines erreurs où celui-ci se laissa entraîner, mais ce prince était un gentleman, qui n'entreprit jamais de forcer la main à sa mère. Il rongea son frein en silence. Entre Guillaume II et le prince Frédéric-Guillaume de Prusse (pour ne point parler des rapports de Guillaume II avec son père Frédéric III), les rapports n'étaient pas non plus, à la veille de 1914, ce qu'ils auraient dû être; mais Guillaume II avait trop d'autorité, il avait une trop haute idée de ses droits pour se laisser intimider par le *Kronprinz*. François-Ferdinand n'était que le neveu de François-Joseph. Il en était porté à moins respecter l'Empereur et à se montrer moins timide dans son attitude d'héritier présomptif. En fait, il laissait percer avec une franchise, peut-être inconsciente, mais certainement injurieuse, pour son oncle, son impatience de monter sur le trône impérial et royal. Il suffisait de sa présence pour agacer son oncle. Les silences ironiques de François-Ferdinand exaspéraient l'Empereur, mais la solennité hautaine de François-Joseph glaçait l'Archiduc. Il avait peur de son oncle et commençait toujours à lui parler avec respect, mais au fur et à mesure que le dialogue se prolongeait (ces entrevues duraient parfois deux heures), le ton des discours se gâtait. Nikitsch-Boules raconte que les convocations de François-Ferdinand à la Hofburg le mettaient fond sur fond : « L'Archiduc faisait alors, écrit-il, l'impression d'un candidat mal préparé à subir une épreuve et que la peur ne quittera plus jusqu'au moment de pénétrer dans la salle d'examen ». Le caractère combatif de François-Ferdinand se ranimait au feu de la discussion. Les deux adversaires se jetaient alors des regards enflammés, échangeant des paroles d'une dureté nouée, l'Empereur plus dédaigneux, l'Archiduc plus arrogant : « J'exerce moins d'influence ici que le dernier des laquais! » s'écriait François-Ferdinand. « — Tant que je vivrai, respectait François-Joseph, c'est moi qui gouvernerai et nul autre. — Et c'est moi qui paierai un jour les pots cassés. » L'Empereur sortait de ces entretiens, qui étaient des duels, tremblant d'émotion et de colère. Seul son neveu osait lui parler ainsi. Il s'en plaignait à Mme Schrott qui le consolait comme elle pouvait et qui partageait son indignation. François-Ferdinand était très impopulaire dans le salon de la vieille favorite. C'est là que prirent naissance maintes historiettes et maintes légendes dont il faisait les frais et qui ne sont pas toutes authentiques. L'Archiduc n'ignorait pas le rôle de Mme Schrott et de ses amis. Il se vengeait en traitant son ennemie de « vieille intrigante » et l'accusant de se mêler des affaires publiques sans y rien comprendre. Reproche injuste. Catherine Schrott ne chercha jamais à jouer un rôle politique. Ce qu'elle blâmait en François-Ferdinand, c'était le méchant neveu qui faisait de la peine à son bon ami. Elle se souciait des idées de l'héritier du trône et de ses plans de réforme comme de sa première opérette.

APRÈS SARAJEVO DES OBSÈQUES À LA GUERRE

Il était midi quand parvint à Ischl, le dimanche 28 juin 1914, la nouvelle de l'assassinat de François-Ferdinand. Le général Paar, aide de camp de l'Empereur, n'ignorait pas que son maître, après avoir tout fait pour que l'Archiduc se rendit en Bosnie, avait désapprouvé le programme du voyage et s'était installé à Ischl en toute hâte et par dépit. Comment allait-il recevoir le

nouveau coup qui le frappait? Il commença par se laisser choir dans un fauteuil et resta quelques instants immobile. Tout à coup, il se leva et se mit à arpenter la pièce à grands pas en s'écriant : « C'est affreux, c'est affreux! » Il prononça ensuite ces paroles étonnantes : « On ne brave pas impunément le Tout-Puissant! Cet ordre que je n'ai pas eu le courage de sauvegarder, le voilà rétabli par la volonté du Très Haut ». Paroles étonnantes, certes, mais typiques. François-Joseph ne s'était jamais pardonné la faiblesse dont il avait fait preuve en consentant au mariage morganatique de son neveu. Il avait péché ce jour-là contre la dynastie et contre la volonté divine qui présidait à ses destinées. Dieu venait de tout remettre en état. Dieu avait joué son rôle de gendarme de la légitimité, mais à quel prix!

L'Empereur donna des instructions pour un retour immédiat à Schoenbrunn. Puis il se retira dans son cabinet où il déjeuna seul. Il éprouvait un vif ennui, il avait éprouvé peut-être une certaine émotion, mais il ne commit point l'hypocrisie d'afficher une tristesse qu'il ne ressentait point. Le général Margutti n'hésita pas à écrire que le meurtre de François-Ferdinand « soulagea d'un grand poids la conscience de l'Empereur ». Plus tranchant encore, le publiciste Kanner déclara qu'après l'attentat de Sarajevo François-Joseph « respira ».

La consigne à la Cour était de ne point parler de cette catastrophe ou de n'en parler qu'autant qu'il était indispensable. François-Joseph se fit renseigner, comme il était de son devoir, sur les circonstances du meurtre, mais aucune sanction ne fut prise contre les hommes légers qui avaient rendu ce meurtre si facile. Potiorek et Bilinski gardèrent leurs prébendes. On ne déplaça même pas pour la forme les policiers qui auraient dû *savoir et agir*, et qui ne surent pas et n'agirent point. Le souci d'empêcher tout scandale était manifeste. Si manifeste que l'ambassadeur allemand von Tschirschky ne put s'empêcher de communiquer à Aulenberg sa surprise : « C'est étrange, lui dit-il, si un archiduc quelconque avait été, dans une gare quelconque, piqué par une mouche, le chef de gare aurait été cassé. Et pour cette chasse à courre dans les rue de Sarajevo on n'a même pas arraché un cheveu à qui que ce soit ». Cette absence de sanctions entra pour beaucoup dans les rumeurs fantastiques qui se mirent tout de suite à circuler sur les « dessous » du complot de Sarajevo.

C'est l'archiduchesse Marie-Thérèse qui apprit aux infortunés enfants de l'Archiduc le malheur qui les privait de leur père et de leur mère. Ils ressentirent un affreux chagrin, car ils adoraient leurs parents, si bons pour eux et si tendres. François-Joseph qui, jusqu'alors avait ignoré ses petits-neveux consentit à les recevoir à Schoenbrunn. On ne sait pas ce qu'il leur dit, tout porte à croire que ses consolations ne pêchèrent point par excès d'expansion ni d'amour. Les trois enfants du couple archiducal, Sophie, Max et Ernst de Hobenberg, furent ensuite confiés à leur tante, la comtesse Henriette Chotek, qui se chargea d'achever leur éducation. La catastrophe de Sarajevo avait donné, parmi les nombreux serviteurs de l'Archiduc et ses rares amis, le signal d'une débandade à toute vitesse. On ménageait François-Ferdinand en prévision de sa prochaine accession au trône. François-Ferdinand disparu, l'intérêt de tous et de chacun était de trahir sa mémoire au plus vite. On ne s'en fit pas faute : « Ce fut honteux et navrant », m'a déclaré un témoin oculaire de cette scène. François-Ferdinand avait mis par écrit ses dernières volontés qui furent à peu près exécutées. Il exigeait qu'au cas où il mourrait avant sa femme, celle-ci fût proclamée épouse de l'Empereur (*Des Kaisers Gemahlin*) et traitée comme telle. Il parlait de l'archiduc Charles comme du futur Empereur, ce qui va certainement à l'encontre du dessein qu'on lui prêtait de réserver le trône ou des trônes à ses fils.

La nouvelle de l'assassinat de François-Ferdinand n'affligea sincèrement que les officiers autrichiens et les membres du parti chrétien-social. Les Hongrois, les socialistes et les pangermanistes exultèrent. La camarilla de Cour, non moins hostile que les Magyars à la réforme constitutionnelle, ne cacha point sa satisfaction. En Allemagne, Guillaume II afficha un vif chagrin fait d'une amitié morte et d'une politique compromise, mais on a raconté que le *Kronprinz* n'interrompit même pas sa partie de tennis à la nouvelle de l'attentat.

Maximilien Harden énuméra avec complaisance dans le *Zukunft* les raisons que l'Allemagne avait de se consoler : « L'Autriche-Hongrie, écrivait-il, se réjouit maintenant d'un héritier présomptif que n'entravent point des chagrins domestiques, des préjugés, une défiance enracinée, et qui peut assurer à son pays trente

années de paix et de grandeur ». Le pangermaniste Paul Rohrbach déclara avec un parfait cynisme : « La mort de l'Archiduc doit être considérée comme un bienfait. »

La presse serbe laissa entendre que la disparition de l'Archiduc débarrassait la Serbie d'un ennemi prêt à tout. La presse italienne se montra correcte, mais les initiés lisaient entre les lignes le vrai sentiment de l'Italie qui était celui d'une délivrance. En Angleterre, où l'Archiduc était peu connu, on ne s'affligea guère de sa mort, mais on blâma ce peuple serbe, trop porté décidément au régicide. En France, la mort de l'Archiduc fut d'abord regardée comme un fait-divers tragique, mais sans grande portée. La crainte que la guerre mondiale en pût résulter ne vint à l'esprit de personne. En Russie, plus exactement à la Cour, l'attentat de Sarajevo produisit une impression pénible et la famille impériale se fit représenter dignement au service funèbre organisé par l'ambassade austro-hongroise, mais dans le monde pétersbourgeois et dans la presse régnaît cette conviction que la Russie venait de perdre son pire ennemi. Tout ce qu'on a révélé depuis lors sur les vrais sentiments de l'Archiduc et sur la politique qu'il eût préférée atteste la fausseté de cette opinion.

* * *

C'est dans une atmosphère d'angoisse et même de terreur que les cercueils contenant la dépouille mortelle de l'Archiduc et de sa femme quittèrent Sarajevo. La voix publique annonçait un nouvel attentat. Aussi les autorités donnèrent-elles l'ordre de fermer toutes les fenêtres sur le passage du cortège. Les cercueils, amenés par train spécial à Metkovitch, furent chargés sur un bateau et descendirent la Narenta. Le puissant cuirassé *Viribus unitis*, qui devait ramener l'héritier du trône à Trieste, après sa tournée triomphale en Bosnie, rendit deux cadavres. Il entra dans le port de Trieste le 30 juin après-midi et ce fut une première inconvenance officielle que de laisser les cercueils à bord jusqu'au 2 juillet. Cette première incorrection émanait de l'ennemi juré de l'Archiduc, le prince Montenuovo, à qui sa fonction de grand maréchal de la Cour allait donner l'occasion d'une vengeance retentissante. Les repréailles posthumes de ce haut fonctionnaire compensèrent, et au delà, les brimades de l'héritier du trône. On ne saurait trop blâmer la conduite mesquine et vide de Montenuovo.

Il possédait à fond l'étiquette espagnole et tout le cérémonial en usage à la Cour de Vienne. Fondé sur des textes adroitement sollicités, il prépara des obsèques vraiment ignominieuses. Tout d'abord, et pour éviter qu'on ne rendit à l'Archiduc et surtout à son épouse morganaïque des honneurs excessifs, il n'envoya qu'au dernier moment à Trieste le train spécial qui devait amener les cercueils à Vienne. François-Ferdinand, comme héritier présomptif, devait trouver place dans la fameuse *Kapuzinergruft*, mais sa femme, exclue de cet honneur suprême, par sa naissance, devait être enterrée au château d'Artstetten. Montenuovo donna l'ordre de séparer les deux cercueils bien avant l'heure de la sépulture, soit dès l'arrivée dans la capitale. Il apprit alors que François-Ferdinand, craignant de ne point dormir à côté de sa femme son éternel sommeil, avait exprimé la volonté de reposer, lui aussi, dans la crypte qu'il avait fait construire à cet effet au château d'Artstetten. Ce vœu allait compliquer la cérémonie. « Impossible, déclarait Montenuovo, d'exposer ensemble les deux cercueils, celui de l'Archiduc et celui de son épouse morganaïque, dans la *Hofburgpfarrkirche* ». Cédant toutefois, à la prière de François-Joseph, Montenuovo admit, à regret cette infraction au protocole; mais à aucun prix les deux cercueils ne devaient être transportés dans la même voiture du *Südbahnhof* à la *Hofburg* : l'étiquette espagnole l'interdisait absolument. Suppléé de divers côtés, Montenuovo, affectant la grandeur d'âme, fit droit de nouveau, mais à contre-cœur, à ces requêtes.

C'est seulement le vendredi 3 juillet, le jour même des funérailles, que le public fut admis dans la chapelle ardente. Une foule énorme, plus curieuse peut-être que vraiment affligée, tenait à tendre à l'héritier du trône les suprêmes honneurs. On interrompit brusquement le défilé populaire à midi, alors que l'affluence était encore énorme. Et ce fut la cérémonie pénible et pitoyable qui laissa aux participants un souvenir horrifié. Pour bien marquer l'inégalité de l'épouse, le cercueil de la duchesse Hohenberg avait été placé sensiblement plus bas que celui de l'Archiduc. Sur le cercueil figuraient, par ordre de Montenuovo, un éventail noir et des gants blancs. Pourquoi ces frivolités? Pour obéir à l'étiquette d'après laquelle ces insignes doivent orner le cercueil de toute

dame d'honneur. Sophie Chotek n'avait-elle pas été dame d'honneur chez l'archiduchesse Isabelle?

La cérémonie religieuse, rapidement expédiée, manqua de recueillement et de solennité. Montenuovo avait voulu interdire aux trois enfants des défunts l'accès de la chapelle ardente, mais il trouva cette fois devant lui, non plus l'Empereur, mais l'archiduc Charles, le nouvel héritier présomptif. Celui-ci devait commettre par la suite des fautes regrettables, mais il avait du cœur et de la pudeur. Il intercédait pour les malheureux enfants et ceux-ci furent autorisés, non seulement à venir prier sur les cercueils de leurs parents, mais encore à figurer aux obsèques, en face de l'Empereur à qui leur présence ne causa certainement aucune satisfaction. François-Joseph, les yeux secs, restait impassible en face de ses petits-neveux malgré lui. Le secrétaire de François-Ferdinand, M. Nikitsch-Boules, a écrit sur l'attitude du monarque pendant la cérémonie : « On ne pouvait se défendre de cette impression que François-Joseph respirait avec un sentiment de délivrance ». C'est le mot que devait employer Kanner. Tout l'entourage du monarque partageait d'ailleurs, cette impression de soulagement. Le Prince qui aurait mis sens dessus dessous la monarchie était rentré dans l'ombre. Tout allait bien et Montenuovo pouvait s'en donner à cœur joie. François-Joseph quitta l'église sans se retourner une seule fois, sans honorer d'un dernier regard les cercueils si outrageusement juxtaposés.

Plusieurs souverains avaient annoncé leur présence aux funérailles. Guillaume II, que l'attentat avait indigné, annonça le premier son intention d'accourir à Vienne. Montenuovo fit savoir à Berlin que la santé de François-Joseph lui interdisait toute émotion et toute fatigue. Mieux valait s'abstenir. Il avait été décidé que les Cours étrangères ne seraient pas invitées aux funérailles. Quant au couple royal de Roumanie, il n'avait pas attendu d'être convoqué pour se rendre à Vienne. Il apprit à mi-chemin le caractère intime, on dirait plus justement clandestin, qui devait être imprimé à la cérémonie funèbre, et fit demi-tour. On a rapporté qu'une des raisons pour lesquelles les souverains étrangers avaient été écartés du catafalque de François-Ferdinand tenait à la crainte de voir arriver le roi Pierre de Serbie. Il fallait à tout prix éviter sa présence, mais le roi Pierre aurait-il manqué de finesse au point d'assister aux obsèques de François-Ferdinand? C'est peu probable. On a dit aussi que la crainte d'un nouvel attentat était entrée pour beaucoup dans les funérailles brusquées de Montenuovo. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette explication dans un chapitre de ce livre consacré au fameux Apis et à ses crimes. On a laissé entendre, enfin, que le comte de Berchtold n'avait pas moins insisté que le prince Montenuovo pour qu'on inhumât l'Archiduc « en famille ». Le comte Berchtold manigançait déjà le 7 juillet sa promenade militaire à Belgrade. La présence de souverains étrangers à Vienne risquait de contrarier ses plans. On aurait parlé du crime et des vrais coupables, des voix se seraient élevées peut-être en faveur du Gouvernement serbe et la guerre sainte aurait été encore reculée. De cela, le comte Berchtold ne voulait point.

Les souverains d'Europe restèrent donc chez eux, mais on ne réussit point à écarter de la cérémonie funèbre ce frère de François-Ferdinand qui, pour avoir épousé une actrice, avait été frappé d'ostracisme par François-Joseph et menait, sous son nom coupé en deux (il s'appelait M. Karl Burg), une vie modeste et retirée. Herr Karl Burg assista aux funérailles dans la chapelle de la Hofburg, mais la Cour s'était donné le mot pour ignorer sa présence. Il ne se trouva personne pour lui serrer la main. François-Joseph ne daigna même pas le reconnaître.

La seconde partie des obsèques, la cérémonie d'Artstetten, manqua plus encore que la première et toujours par la volonté de Montenuovo de toute solennité. Il avait été décidé que les cercueils seraient transportés au *Westbahnhof* où ils seraient chargés sur un train à destination de Poehclarn, à quelques kilomètres d'Artstetten. Montenuovo eût souhaité que ce transport et l'inhumation d'Artstetten s'accomplissent sans nulle cérémonie. Il avait interdit aux conseillers secrets et chambellans de faire cortège aux deux cercueils. L'escorte ne devait comprendre qu'un escadron de cavalerie, une compagnie d'infanterie de la garde et un peloton de laquais en livrée portant des torches. Pour accompagner à sa dernière demeure le généralissime de l'armée austro-hongroise et veuve de l'Empereur, c'était peu, mais il faut croire que François-Joseph jugeait suffisants ces honneurs presque déshonorants. Le cortège se mit en route à 10 heures du soir, mais à l'encontre de ce qu'avait

prévu Montenuovo, les Viennois ne laissèrent pas les ennemis de l'Archiduc enterrer celui-ci comme un chien. Vienne n'aimait guère François-Ferdinand, mais le peuple de Vienne ne manque ni de cœur ni de dignité. Et l'archiduc Charles, qui avait donné le signal de la révolte contre Montenuovo, aida Vienne à prendre le leuil. C'est à travers une foule énorme et recueillie que le cortège atteignit le *Westbahnhof*. Il s'était encore grossi, chemin faisant, l'une troupe de gentilshommes en grand deuil, conduite par le prince Ernst Rüdiger von Starhemberg, tous bien résolus, malgré les ordres de Montenuovo, à rendre un suprême hommage à la victime de Prinsip. Leur intervention produisit un effet énorme, mais les éléments déchainés aidèrent Montenuovo à prendre sa revanche.

Les personnes décidées à faire escorte au cortège funèbre jusqu'à Artstetten montèrent ensemble dans un train pour Poelchlam où l'on arriva vers 1 heure du matin. Un orage épouvantable salua le convoi et son funèbre bagage. Il fallut attendre une accalmie au buffet de la gare où des scènes regrettables se produisirent. On grignotait des saucisses et l'on vidait des chopes de bière à quelques pas des cercueils. Une accalmie s'étant produite, le cortège prit la route d'Artstetten. Montenuovo ayant refusé des voitures de Cour, on s'entassa tant bien que mal dans de vieux taxis rassemblés en hâte. Une boue épaisse couvrait le chemin. Force était de descendre aux montées. Le passage du Danube en bac faillit ensuite tourner au tragique. Effrayés par le tonnerre, les chevaux du corbillard se cabraient et ruaient. Il s'en fallut d'un rien qu'ils n'entraînaient le char funèbre dans le fleuve. Montenuovo, en somme, eut le dernier mot. Il avait traité l'Archiduc mort comme il aurait voulu le traiter vivant.

François-Joseph regagna Ischl le 7 juillet, soit quatre jours après les obsèques. Ce souverain, que la police renseignait si bien sur la chronique scandaleuse de l'empire, ne pouvait point ignorer les murmures provoqués par le pédantisme hargneux du prince Montenuovo. La lettre que l'Empereur lui écrivit le 6 juillet pour le remercier d'avoir si bien dirigé les obsèques de l'Archiduc en acquiesce plus de sens. Il en faut conclure que François-Joseph approuvait, s'il ne les avait commandées, toutes ces méchancetés et petitesse.

Seule parmi les Habsbourg, l'archiduchesse Marie-Thérèse, cousine de l'Empereur, se montra humaine et bonne. François-Joseph ayant laissé annoncer que la pension allouée à tous les archiducs serait refusée aux enfants nés de Sophie Chotek, Marie-Thérèse s'insurgea : « Dans ce cas, déclara-t-elle, je renonce en faveur de ces enfants à l'allocation que je touche moi-même comme veuve de leur grand-père ». François-Joseph revint alors sur sa décision. Sa mort et la défaite devaient d'ailleurs mettre fin, peu après, à ces largesses.

* * *

La presse autrichienne et la presse hongroise n'attendirent pas longtemps pour prendre à partie les Serbes et leur Gouvernement. La campagne commença au lendemain du meurtre. Ce fut le journal hongrois de langue allemande, le *Pester Lloyd*, qui attacha le grelot par un article d'une violence inouïe. On y lisait que l'assassinat était « l'évangile national » des Serbes. Le *Pester Lloyd* réclamait l'extermination des coupables.

Le procès de Sarajevo a lavé le Gouvernement de Belgrade de l'accusation infamante dirigée contre lui, mais on pense bien que la justice austro-hongroise eût proclamé avec joie, s'il avait été possible, la responsabilité du roi Pierre et de ses ministres Vienne et Budapest la tenaient pour certaine, au lendemain de l'attentat.

La guerre était, d'ailleurs, décidée en principe dès ce moment, tant à Vienne qu'à Budapest, indépendamment du résultat de l'enquête judiciaire qui se poursuivait en Bosnie. Prétendre que Vienne et Budapest livrèrent l'Archiduc à ses assassins pour entrer en possession d'un prétexte de guerre, c'est une fable. Proclamer que Vienne et Budapest se précipitèrent sur cette occasion pour « régler leur compte aux Serbes », c'est la vérité.

Qu'il y ait à la Grande Guerre des causes multiples et lointaines, c'est un fait aujourd'hui démontré; mais la cause immédiate de la catastrophe, l'occasion que l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne saisirent aux cheveux pour mettre le monde à feu et à sang, ce fut bel et bien l'attentat de Sarajevo qui la fournit. Parmi les hauts personnages qui dissimulaient mal, le 28 juin au soir, leur soulagement, il y avait ceux que remplissait d'aise tout simplement

la disparition de l'Archiduc et puis il y avait ceux, non moins nombreux, qui se réjouissaient de ce que la guerre avec la Serbie fût devenue « inévitable ». Le jour même des obsèques, Conrad von Hoetzendorf s'approcha d'Auffenberg pour lui déclarer que la Serbie allait recevoir enfin le salaire de ses crimes. La guerre était certaine, déclara-t-il à son collègue, dût-elle entraîner une conflagration générale. Un témoignage du général Margutti, rapportant un propos analogue du comte Paar, paraît encore plus accablant. Le comte Paar rappelait au lendemain du crime de Sarajevo qu'en 1859 l'Angleterre « avait saisi le bras de l'Autriche levé contre le Piémont ». Le comte Paar ajoutait : « Il ne faut pas que ce geste se répète aujourd'hui ». Le comte Berchold, le plus léger des diplomates austro-hongrois, pensait comme l'aide de camp de François-Joseph. Il avait l'appui du comte Stürgkh, bureaucrate à l'esprit borné. En revanche, François-Joseph et, détail curieux, mais exact, le comte Tisza, préconisaient la paix au moment même de l'attentat. Et c'est un argument d'une certaine force à l'encontre de la thèse qui mêle le comte Tisza au crime de Sarajevo. Pour une raison ou pour une autre (il disait le moment peu propice et les risques sérieux), le comte Tisza contraria la guerre jusqu'au 14 juillet environ, mais on le voit à cette date réconcilié avec la solution violente chère à son entourage. Tschirschky écrivit alors au chancelier von Bethmann-Hollweg : « Le comte Tisza m'a dit : Je me suis difficilement résigné à conseiller la guerre, mais je suis maintenant convaincu de sa nécessité ».

A partir du moment où Berchtold et Tisza tombèrent d'accord pour conseiller la guerre, elle devenait absolument certaine. Berchtold a tenté, depuis la défaite, de nier sa responsabilité et l'un des arguments favoris dont il corse ses plaidoyers *pro domo* consiste à prétendre « qu'aucun homme responsable en Autriche-Hongrie ne souhaitait en 1914 une annexion de territoire serbe ». C'est jouer sur les mots. Comprenant le danger qu'il y avait à augmenter le nombre des Austro-Hongrois de langue serbe, Berchtold se serait contenté d'écraser la Serbie, mais il l'aurait ensuite proprement dépecée au profit de la Bulgarie, de la Grèce, de l'Albanie et de la Roumanie.

Tel était le plan qu'il exposa au Conseil des ministres le 19 juillet 1914. Il avait à cette date un cœur de lion, mais aussi un appétit d'autruche. L'Allemagne ne lui avait-elle pas promis son appui par la voix du chancelier impérial et par celle, plus auguste, du Kaiser allemand en personne? L'homme de confiance du comte Berchtold, le comte Hoyos, s'était rendu, le 5 juillet, à Berlin afin d'y consulter et stimuler l'Allié prussien. Le comte Hoyos avait pour mission de plaider la thèse du comte Berchtold, soit la nécessité du dépècement serbe. Il était porteur, en outre, d'un message personnel de François-Joseph à Guillaume II, mais ce message, à l'encontre du memorandum dirigé par le ministre des Affaires étrangères, ne préconisait pas le recours aux armes. Il parlait seulement « d'isoler et de diminuer la Serbie ». Par quels moyens? François-Joseph s'abstenait de rien préciser à cet égard. Il se rappelait sans doute la réponse évasive de Guillaume II à la question qu'il lui avait posée par l'intermédiaire de l'archiduc à Konopischt : « L'Autriche peut-elle en toute occasion compter sur l'appui de l'Allemagne? » Guillaume II avait évité de se compromettre. Et François-Joseph ne voulait pas s'exposer à une nouvelle humiliation. Plus confiant, résolu d'ailleurs à jouer le tout pour le tout, l'Autriche-Hongrie fût-elle seule, Berchtold s'engageait à fond dans le memorandum remis au comte Hoyos.

Ce memorandum — et c'est une remarque qui n'a pas encore, que nous sachions, été faite — contenait un réquisitoire impitoyable contre la Russie, contre cette Russie que François-Ferdinand s'obstinait à ménager. Jamais, du vivant de l'Archiduc, et si faible encore que fût son influence au *Ballplatz*, le ministre austro-hongrois des Affaires étrangères n'aurait osé marcher si résolument à l'encontre de la politique qui était, de notoriété générale, celle de l'héritier du trône. Il profitait de la mort de celui-ci pour reprendre sa liberté et assouvir ses rancunes. Il accusait la Russie de préparer dans les Balkans une nouvelle ligue comprenant jusqu'à la Turquie, ligue destinée à combattre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne dans leur sphère balkanique. François-Joseph croyait, lui aussi, comme Berchtold, à l'hostilité irréductible des Russes, mais l'idée d'en venir aux mains avec eux lui était pénible. Il avait cessé de croire à la puissance guerrière de son empire. Formé à l'école d'Aehrenthal, Berchtold se précipitait sur les pas de son ancien chef dans une politique de casse-cou.

Le Gouvernement serbe se doutait si peu de la menace suspendue sur son peuple que M. Pachitch et son ministre des Affaires étrangères se trouvaient, le jour où parvint à Belgrade l'ultimatum viennois, dans un village reculé du Sandjak de Novibazar. Ils firent de leur mieux pour épargner à leur nation une nouvelle épreuve succédant aux guerres balkaniques; mais c'est en vain qu'ils allèrent dans la voie des concessions aussi loin que possible. Le dé en était jeté. Le général Conrad, depuis un mois, fourbissait ses armes. Il se lança dans la mêlée avec confiance, mais il était, pourtant, moins sûr de son fait qu'au lendemain de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et lors des guerres balkaniques. Avait-il assez supplié l'Archiduc défunt, à ces moments-là, d'arracher à François-Joseph son consentement à la grande aventure. L'Archiduc avait refusé et voici, que la guerre éclatait à cause de sa mort, en quelque sorte sur son cadavre. François-Ferdinand, qui avait le mauvais œil, n'allait-il pas, du fond de son tombeau, porter malheur encore à la Monarchie. Conrad n'avait plus dans l'issue victorieuse de la guerre la confiance arrogante qui était la sienne quand il la recommandait, comme une mesure de salut public, au prince qui l'avait distingué et toujours protégé.

MAURICE MURET,
Membre correspondant de l'Institut de France.

Les jeunes gens et la politique

Cette note était écrite lorsque parut dans la *Revue Catholique* la réplique de Mgr Schyrgens à José Streeel, la réplique du vétéran. Nous n'avons pas cru devoir y changer une virgule. (F. D.)

Sous ce titre, qui pourrait se lire *Les jeunes catholiques contre la politique*, un de mes étudiants vient de publier, aux Editions Rex, une plaquette qu'il m'adresse, parce que je lui parais « jeune encore » et « peu politicien ». De ces deux compliments, il me faut bien d'abord accepter le second. La jeunesse est un présent que les dieux nous retirent chaque jour davantage. Et puis, il y a l'adverbe, l'adverbe « encore », lourd de condescendance, de menaces qui se précisent, gros d'avenir.

Le témoignage de M. José Streeel est un fort précieux témoignage. On pourrait ici, rendant politesse pour politesse, se porter garant de la valeur intellectuelle, qui est haute, d'un futur docteur en philologie romane dont tous ses maîtres n'ont jamais eu qu'à se louer. Même en politique, disait Barrès, il y a tout profit à n'être pas un imbécile. M. Streeel serait, de son propre aveu, « un étudiant catholique parmi les autres ». Excès de modestie. Disons qu'on souhaiterait que les étudiants catholiques — et les autres — fussent taillés sur le même patron.

Les trente pages que voilà sont écrites d'une plume alerte, avec un brin de roserie qui ne messied pas à la polémique. Mais ce qu'il faut admirer surtout, elles vont, d'un mouvement sûr, à une conclusion dont la pertinence s'impose. M. Streeel sait raisonner. Et ceci n'est pas commun. Nous ne trahisons aucun secret en révélant que cet étudiant en philologie continue de philosopher. Comme il y paraît! J'ai toujours déploré, pour ma part, que l'on n'ait pas mis à profit l'occasion que présentait la refonte des programmes universitaires pour rendre à la philosophie, reine des disciplines, justice et son vrai rang : le premier. La métaphysique pâtit du discrédit qui s'attache à certains métaphysiciens, jongleurs de mots. Leur logomachie ne condamne qu'eux-mêmes. Il est indéniable qu'au jeu des concepts, au maniement des idées, à la pratique de l'abstraction, l'esprit acquiert une finesse rare, une profondeur à nulle autre pareille : la sagesse. De même que nos étudiants en philosophie

et lettres (le nom sonne comme une dérision) réclament un enseignement où la littérature serait moins sacrifiée aux exigences de sciences dites exactes, ainsi regretteront-ils toute leur vie de n'avoir point été admis, dans l'allée des philosophes, à cette gymnique de haute voltige que suppose la fréquentation des grands maîtres à penser.

Mais il faut en revenir à la politique.

* * *

On sait l'occasion du débat. Les *Cahiers de la Jeunesse catholique* — et M. Streeel ne manque pas de rappeler par quelle évolution cette « tribune libre » des jeunes est devenue la chaire officielle des pontifes — avaient organisé une enquête sur le devoir politique des étudiants. Pour une fois, les Docteurs Tant-Pis se trouvèrent d'accord : la jeunesse estudiantine se déroba. On le lui disait en vingt consultations : gentiment, amèrement, véhémentement, avec des trémolos, des hochements de tête, les bras ouverts. Et on lui prodiguait force encouragements, force invitations. On l'invitait à se laisser embrigader.

Que le parti catholique passe, à l'heure actuelle, par une crise des cadres, c'est une vérité d'expérience. M. Streeel raconte assez méchamment comment il s'égara à une session de la Fédération des Associations et des Cercles. Hâtons-nous de constater, d'ailleurs, que libéraux et socialistes ne sont pas logés à meilleure enseigne. La désaffection des étudiants à l'égard de la politique est un phénomène général. La gérontocratie ne sévit nulle part comme dans les assemblées parlementaires, dans les congrès et dans les « polls ». Le personnel politique ne se renouvelle plus. M. Devèze fait encore figure d'Eliacin. Vandervelde, pape rouge et inamovible, n'a pas trouvé son successeur. Et la Droite est fort aise de confier ses destinées aux mains qui s'efforcent de ne pas trembler de M. Renkin, le *great old*.

À ce fait, qui demande son explication, les politiciens à courte vue ont voulu apporter « leur » explication personnelle, la plus simpliste du monde. « Comme la politique, en régime parlementaire, est l'art de résoudre dans un minimum de temps les problèmes les plus divers et les plus compliqués, on improvise une solution et il est entendu que l'Action Catholique est la grande coupable ».

Prenant ainsi figure d'accusé, M. Streeel n'a nulle peine à confondre ses accusateurs. Si la jeunesse catholique se détourne du comité électoral, ce n'est point par paresse, par dilettantisme, ni même par orgueil. Mais parce qu'elle se rend compte que le moyen le meilleur de servir, de servir l'Eglise, de la servir avec efficacité et pureté, c'est d'aller grossir le bataillon serré des bons ouvriers dans la vigne. Car il est tout de même plus utile au bien commun — et plus surnaturel — de s'intéresser au problème social, à la Radio-Catholique ou à l'A. U. C. A. M. que de coller des affiches ou de brandir un gourdin. Qui peut le plus peut le moins. En cas de bataille, les éléments ainsi formés ne feraient pas défaut à la cause commune. Mais qu'attendre d'un jeune garde dont la préparation se réduit au cri stupide et négatif de « Vive la calotte! »

* * *

« L'aventure avait été belle ». C'est ainsi que M. Streeel, soumis mais non pas humilié, évoque sans fausse honte la condamnation de Maurras. Il fallait que ces choses-là fussent dites. On reproche à la jeunesse intellectuelle de laisser politiciens et combinards à leur cuisine malodorante. Mais la condamnation de l'Action française nous a privés de cette doctrine neuve que cherchaient, au lendemain des faillites révolutionnaires, tous ceux qui, pour réformer l'Etat, se réclamaient d'un chef.

Le parlementarisme est un cadavre qu'il n'est plus besoin de l'enfouir. *Jam fatet!* Aboutissement logique de la théorie de l'extrême égalité dans l'extrême bassesse, il meurt de son principe. C'est dans l'ordre. On n'oppose pas en vain à l'aristocratie des valeurs, qui se fonde sur le mérite, ce nivellement par le bas dont rêvent tous les impuissants. Suffrage universel, l'école unique, égalité des langues, droits égaux pour tous les peuples, le salaire uniforme et le conformisme « standard » : autant d'absurdités reconnues, officielles, et que l'Etat, par lâcheté ou par ignorance, sanctionne de l'estampille légale.

La doctrine de Maurras pêche par agnosticisme. Située sur le plan humain, elle a le tort, aux yeux d'un catholique, de se déifier en se passant de Dieu. Mais parce que Maurras a de l'intelligence et du talent, M. Streeel aime mieux avoir erré avec lui que s'être trouvé dans le vrai avec M. Passelecq, principule des Minuscules. Le traditionalisme nous séduisait dans la mesure même où il réintégrait dans les esprits et dans les cœurs les droits d'une tradition toute pétrie de l'idée chrétienne, qui est avant tout une idée d'autorité.

Roma locuta est. L'affaire est classée, c'est entendu. Mais il est non moins entendu que toute une génération, la nôtre, était perdue pour la politique, puisque aussi bien, suivant le mot profond, émouvant de M. Streeel, nous ne pouvions plus faire la politique de notre cœur. Tout renoncement à l'idée suppose un déchirement douloureux. Pascal a dit cela mieux que nous.

Les jeunes, eux, se sont jetés dans l'Action Catholique. Sans qu'il faille mettre cet élan au compte d'une mystique du désespoir. Leur lucidité n'est pas en cause. A parler franc, la politique a complètement disparu du cercle de leurs préoccupations. Pour reprendre l'expression estudiantine, ils s'en f... royalement. M. Streeel n'en veut d'autre exemple que l'abandon où est laissé Barrès. Les « barrésiens » commencent à dater. A ce signe, mon cher élève, je reconnais aussi que votre dédicace est menteuse. Mais on adopte Léon Bloy (que je n'aime pas), Claudel (que je n'aime guère), Péguy (que j'aime beaucoup), qui auraient mis l'accent sur le spirituel. « Politique d'abord! » Formule périmée : un bobard dont on ne rit même plus entre camarades d'A. C. J. B.

* * *

Est-ce un bien? est-ce un mal? A notre avis, plutôt un bien. Et voilà peut-être le résultat le plus heureux de l'aventure maurrassienne, dont M. José Streeel a mille fois raison de dire qu'il conviendrait d'en refaire le bilan.

La réforme de l'Etat parlementaire est en train de s'accomplir sous nos yeux. D'une façon plus ou moins larvée, les gouvernements ne gouvernent plus qu'à coups de décrets-lois. von Papen est un peu plus cynique que les autres. Mais M. Herriot nourrit en sa tripe démocratique un dictateur qui s'ignore. C'est le retour au principe d'autorité. Qu'il s'accompagne, par le renforcement de l'exécutif, d'un retour au sens de la responsabilité, et nous fêterons du même coup la restauration du nationalisme monarchiste, à la Maurras. D'avoir montré à la jeunesse intellectuelle qu'elle n'a pas de temps à perdre dans les mares stagnantes d'un régime en décomposition, Maurras condamné par le Pape est comme l'instrument d'une épreuve. Plus que personne, il aura contribué à assainir l'atmosphère. Car, loin de déplorer la carence des jeunes, il faut se féliciter au contraire de ce que nul ne gâche les forces qu'il faut garder, intactes, pour les batailles à venir.

D'autre part, l'attitude franchement « apolitique » des étudiants catholiques me paraît chose excellente en ce sens qu'elle contribue à élargir le fossé qui sépare aujourd'hui la religion en soi de la politique comme telle. L'Eglise n'a que trop souffert de l'immixtion du prêtre dans les querelles de partis et les agitations du Forum.

Le patrimoine surnaturel ne doit pas être soupçonné. Qu'il soit tenu à l'écart de la mêlée!

* * *

M. Streeel, qui conclut par un *non possumus* catégorique, s'est cru obligé d'accorder un regard à ce qu'il appelle « les empêchements matériels ». Le métaphysicien descend à l'office. Ce n'est pas le meilleur chapitre de l'essai. Mais nous avons tenu à marquer notre admiration et notre adhésion — sans réserves.

FERNAND DESONAY,

Professeur à l'Université de Liège.

Autour du livre

“ Alexandra- Feodorowna „ impératrice de Russie (1)

Le livre de M. Maurice Paléologue démontre une fois de plus ce dont on se doutait déjà, à savoir qu'il est des sujets inépuisables. Non seulement ils le sont, mais les ouvrages qui leur sont consacrés se lisent passionnément pour peu que la matière y soit présentée de façon captivante. C'est certainement le cas d'*Alexandra-Feodorowna, impératrice de Russie*.

Bien que, abstraction faite de certains détails, la teneur en soit connue, archi-connue, l'intérêt ne faiblit pas un instant.

Le style ajoute notablement à l'attrait de ces deux cent quarante pages. L'ancien ambassadeur de France à Saint-Petersbourg (1914-1917) manie fort plaisamment l'ironie à froid et, pour moi tout au moins, son livre y gagne beaucoup. Entendons-nous du reste : ceci est évidemment affaire de goût, et il est des lecteurs sur lesquels ce côté du talent littéraire de l'éminent académicien pourrait bien produire un effet contraire...

Pour ce qui est du drame lui-même, que nous narre M. Paléologue, c'est certainement un des plus terribles de l'histoire. Malheureusement il n'est pas que terrible, il est aussi, par certains côtés, ridicule; et c'est un détail auquel j'avoue être particulièrement sensible. Je déplore que — par la faute de Nicolas II — l'Empire russe n'ait pas seulement sombré dans le néant; il aura aussi... prêté à rire au cours de sa lente agonie!! C'est là une chose qu'on peu difficilement pardonner à son dernier tsar.

Car si Alexandra-Feodorowna était au fond une malade, dans son hérédité, nous dit M. Paléologue, on trouve depuis plusieurs générations toutes les tares névropathiques, toutes les formes de l'hyperémotivité, de l'hystérisme et de la neurasthénie avec une particulière aptitude aux exaltations de la sensibilité mystique, — son impérial et aboulisque époux était un homme, somme toute, bien portant. Tous les deux étaient certes attachés à Raspoutine, mais dans l'aberration raspoutinienne de la Souveraine il y avait quelque chose de morbide : Nicolas II n'aurait-il pas surtout subi le moujik de Pokrovskoé pour faire plaisir à l'Impératrice? Je n'en veux pour preuve que ce simple fait non mentionné par M. Paléologue : le comte X..., un des intimes du couple impérial, m'a raconté que Nicolas II, lorsqu'il eut appris l'assassinat du mystagogue, lui parut être de fort bonne humeur. Bon débarras! se sera-t-il peut-être dit dans son for intérieur (2).

(1) Librairie Plon, Paris.

(2) Je saisis cette occasion pour répéter — car je crois l'avoir dit déjà ici-même — que jamais et à aucun degré je ne fis partie de l'entourage immédiat du dernier des Romanow. Mon titre de « chambellan de la Cour » était presque uniquement honorifique, et je n'eus l'honneur de m'entretenir avec le Tsar qu'une seule fois au cours de mon existence : quelques jours après que ce titre m'eut été conféré (décembre 1903).

Par ce qui précède je ne veux nullement dire que Nicolas II n'ait pas subi, lui aussi, l'emprise du charlatan sibérien; lui aussi, sans doute s'imaginait bénévolement que Raspoutine était une espèce de talisman vivant protégeant les jours du petit Césarévitch (1) Alexis — et peut-être aussi la dynastie; mais cette emprise a dû être bien moins profonde chez lui que chez son infortunée épouse. Ce qui rend son attitude encore moins pardonnable puisqu'il ne lui semble même pas rester la triste excuse d'un quasi-ovnoïement.

* * *

Comment se fait-il, se demande l'auteur, qu'une princesse étrangère, Allemande par la naissance, luthérienne par le baptême, Anglaise par l'éducation, comment se fait-il que « cette Occidentale de pur sang ait subi aussi promptement, aussi radicalement la séduction persuasive et captivante du mysticisme russe en ce qu'il a de plus oriental, de plus archaïque et de plus outré? » La question valait en effet la peine d'être posée. L'explication, M. Paléologue la trouve dans l'hérité d'Alexandra-Feodorowna d'abord : sous le poids d'une hérédité si lourde elle était fatalement vouée « aux exagérations de la sensibilité religieuse ». Si elle avait continué à vivre à la Cour d'Angleterre, « son mysticisme eût été contenu et tempéré... par tout ce qu'il y a de réflexion, de positivisme et de sens pratique dans la piété des Anglo-Saxons ». Mais son destin l'a fait émigrer dans un pays où depuis des siècles « le mysticisme a dominé toutes les âmes »; il a voulu, en outre, que « par sa fonction d'impératrice elle eût à participer constamment, et dans un cérémonial splendide, à l'accomplissement des liturgies orthodoxes qui chaque fois la seconaient jusqu'au plus intime de son être »; elle vivait donc « dans des conditions qui pouvaient le mieux exacerber sa névrose héréditaire ».

Ici je ne commente pas, je cite.

Ajoutons à tout cela les coïncidences parfois frappantes qui se produisent entre l'état de santé du petit Césarévitch et tels procédés ou telles prédictions de Raspoutine, et on a, sinon la clé de l'aberration de l'Impératrice, du moins l'ébauche d'une explication...

* * *

La froideur, pour ne pas dire l'hostilité, dont une partie du public, voire de la haute société, faisait preuve à l'égard de la jeune Tsarine dès les débuts du nouveau règne a pu — ou dû — aussi influencer sur la névrose héréditaire de la Souveraine en lui donnant plus d'acuité encore. Alexandra-Feodorowna devint promptement impopulaire. On qualifiait de raideur prétentieuse et de sécheresse hautaine « ce qui n'était chez elle qu'un trop visible effort pour maîtriser par instant l'émotion qui la débordait »; on ne se gênait pas pour la comparer à Marie-Feodorowna, l'impératrice douairière, au grand avantage de cette dernière. Parmi les gens du peuple circulaient des rumeurs plus désobligeantes encore. Il existe un hyménoptère désastreux pour l'agriculture, dont j'ignore le nom en français, mais qui a été baptisé en russe « mouche de Hesse ». Ce qualificatif a été appliqué en Russie, semble-t-il, à une ou deux princesses allemandes venues pour chercher fortune en Moscovie en y convolant en justes noces, et je ne suis pas certain que la princesse Alix de Hesse (la future impératrice Alexandra) n'en ait pas bénéficié, elle aussi, au cours d'un premier voyage en Russie en 1888 ou 1889. Si mes souvenirs sont exacts (2), l'impopularité de la jeune Souveraine aurait remonté plus haut encore que ne le dit M. Paléologue. De cette impopularité elle se rendait compte. De là l'antipathie que, de son côté, elle portait, paraît-il, au *high life* de la capitale. Que cette antipathie ait été justifiée ou non (je ne me prononce pas!), vraisemblablement peut-on y voir les origines de l'aberration inconcevable qui plus tard la poussa irrésistiblement vers un Raspoutine. Elle voyait dans ce rustre, dans cet ivrogne, dans ce débanché comme une incarnation du « vrai » peuple russe, sphinx immense et anonyme, censé être travailleur, intelligent, fruste et — ah!

(1) A tort appelé d'habitude « tsarévitch » en français; M. Paléologue donne au grand-duc héritier son véritable titre. Par contre, il appelle Alexandra-Feodorowna « tsarine », mais le vrai titre russe est « tsaritsa ».

(2) M. N..., un écrivain russe émigré, m'assure que ce même sobriquet avait déjà été appliqué à d'autres princesses allemandes par les marchands — quelque peu frondeurs — de Moscou s'inspirant d'une série d'articles sur la vraie « mouche de Hesse » parus dans la *Gazette de Moscou, Grammatica certant...* Que l'Histoire est donc difficile à reconstituer!

quelle illusion! — profondément attaché au Tsar et à elle-même (1)... Hélas! que la réalité était donc différente!

* * *

Raspoutine fut-il un agent de l'Allemagne « au sens exact du mot », un espion allemand, un intermédiaire et un porte-parol de l'Allemagne? L'auteur ne le pense pas, comme mes lecteurs ont pu s'en rendre compte par les bonnes feuilles de son livre publiées ici même en primeur.

Mais — M. Paléologue admet que l'Allemagne a pu beaucoup se servir de Raspoutine à l'aide d'intermédiaires, pour se renseigner sur les secrets de la diplomatie et de la stratégie russes. Parmi ces intermédiaires supposés, un banquier juif du nom de Manus était particulièrement suspect (2). Chaque semaine il offrait un dîner à Raspoutine, dîner qui se prolongeait bien avant dans la nuit. Echauffé par le vin, le moujik y bavardait et pérorait intarisablement, « débagnolant » en son pittoresque langage tout ce que le couple impérial lui avait confié ou ce qu'il avait surpris de ses espoirs et de ses inquiétudes... « Le lendemain un rapport circonstancié partait pour Stockholm d'où le ministre d'Allemagne le transmettait à Berlin (3). »

* * *

M. Paléologue n'est pas tendre pour les conspirateurs qui assassinèrent Raspoutine le 30 décembre 1916; il parle de leur « fourberie » et de leur « lâcheté »; à l'en croire « l'ignominie des assassins vaut celle de la victime ». Je ne suis pas grand admirateur non plus de cet acte, et le prince Félix Youssoupow (4) ne m'inspire qu'une sympathie médiocre. Je crois cependant l'ancien ambassadeur trop sévère. En supprimant le moujik, cause supposée de tout le mal — pour moi la vraie cause de tout ce mal était ailleurs — les conspirateurs répondaient certainement à un besoin irrésistible de l'opinion. Pour ce qui est de leurs procédés, hélas! il y a beau temps qu'on ne fait plus la guerre — ni les conspirations — en dentelles, et il nous faut remonter, je crois, jusqu'à Sviatoslav, grand prince de Kiev au X^e siècle, pour trouver un chef d'armée faisant loyalement savoir à l'ennemi qu'il allait marcher contre lui. Voit-on à notre époque — à n'importe quelle époque — des conspirateurs agissant à l'instar de Sviatoslav? Forcé était à Youssoupow et à ses compagnons de rechercher les sentiers ultra-tortueux et de fuir la lumière du jour, faute de quoi que serait-il advenu de leur projet? Leur erreur consiste, selon moi, dans le fait qu'ils s'attaquèrent à l'effet au lieu de s'en prendre à la racine du mal. Certains d'entre eux ont eu, en outre, le tort de faire montre ultérieurement d'un cynisme que rien ne justifiait. L'institution du bourreau peut être légitime et indispensable; il aurait cependant tort d'en proclamer lui-même les mérites sur les toits. Les conspirateurs devaient se regarder comme des bourreaux; agir, puis se taire et faire oublier ce qui restait, après tout, un crime...

* * *

Nul doute qu'Alexandra-Feodorowna n'ait possédé dans une certaine mesure une volonté tenace, voire altière, une âme souve-

(1) Chose bizarre : je trouve chez M. Paléologue comme des échos de cette illusion. Lors du voyage du couple impérial sur le Wolga, du 29 mai au 10 juin 1913, « les moujiks par centaines de mille se pressaient, agouillés sur les bords, avec leurs prêtres... tons, chantant des hymnes, élevant les mains au ciel, tous ravis et fascinés dans une commune extase bénaissent ardemment leur souverain ». A Kostroma, la ferveur des assistants « avait tourné au délire, à la frénésie ». De tels passages ne seraient-ils donc toujours que de l'ironie à froid poussée loin, très loin? Je ne le crois pas.

(2) Je n'ai jamais rencontré ce Manus, pas plus que je n'ai jamais voulu connaître Raspoutine. Mais il me souvient qu'en 1916 Manus voulut devenir membre d'une « Société de 1914 », société de « lutte contre l'emprise allemande », dont j'étais alors président. Il fut blackboulé sans cérémonie, fait d'autant plus significatif que, virtuellement, tout le monde pouvait faire partie de la « Société de 1914 ».

(3) En toute justice : Nicolas II n'était-il donc pas moralement tenu de se rendre compte de l'entourage de son étrange protégé et des dangers que cet entourage pouvait faire courir à la Russie et à la cause commune?

(4) A titre de curiosité je rappellerai que ce personnage n'aurait dû porter « normalement » que le nom très prosaïque de M. Elston. Son grand-père paternel qui s'appelait ainsi et qui était, sauf erreur, un simple enfant trouvé, avait épousé une comtesse Soumarokow, la dernière du nom, et fut dès lors autorisé à s'appeler désormais comte Soumarokow-Elston. Le fils de ce dernier épousa une princesse Youssoupow, également la dernière du nom, et devint par ce mariage prince Youssoupow et immensément riche. Résultat : « trois noms d'emprunt et un crédit illimité », pour parler comme je ne sais plus quel mauvais plaisant.

raïne et militante, un esprit vigoureux. Ces qualités, elle s'efforçait de les insuffler à son époux, l'exhortant à faire preuve d'énergie, à apprendre aux Russes à le craindre, à leur faire sentir sa poigne. Ces objurgations, estime M. Paléologue, s'inspiraient d'une vérité profonde : car l'autocratie n'était pas seulement la forme officielle du gouvernement russe, mais aussi « la base, la structure et la charpente de l'édifice russe » ; en dehors de cette autocratie « il ne restait rien, et sa ruine entraînait fatalement la destruction de la Russie. » Ainsi pense l'ancien ambassadeur. Je ne suis pas certain qu'il ait entièrement raison, mais son point de vue est certainement très défendable. Malheureusement...

Malheureusement — ici ce n'est plus M. Paléologue qui parle l'Impératrice voulait répéter le miracle de Moïse sans être en possession de sa baguette miraculeuse : elle voulait faire jaillir une source d'eau d'une pierre inerte. Pour pratiquer un régime autocratique il fallait... un autocrate. Or la monarchie des Tsars offrait, à ce moment-là « le spectacle pitoyable d'un autocratismes sans autocrate ». Car Nicolas II manquait de la qualité la plus essentielle d'un *Samoderjets* : l'énergie. Et à quel degré !

De cela, Alexandra-Feodorowna se rendait fort bien compte ; elle n'en insistait pas moins auprès de son impérial époux pour que celui-ci fit véritablement acte de souverain, espérant, pour ainsi dire, contre toute espérance. Exceptionnellement il lui arriva de vaincre ; et c'est alors un véritable chant de triomphe et d'allégresse que sa plume exhale. En septembre 1915 Nicolas II se met à la tête de ses armées, succédant au grand-duc Nicolas, l'ancien généralissime, écarté par les intrigues du général Soukhomlinov, ministre de la Guerre, et de Raspoutine. « Je ne peux trouver de mots pour exprimer ce que je ressens », lui écrit aussitôt l'Impératrice ; « mon cœur déborde ». « Dieu est tout près de toi, plus près que jamais », car « tu viens de livrer avec autant de vaillance que de volonté un grand combat pour ton pays et ta couronne ». Naturellement elle cite Raspoutine qui a déclaré à cette occasion : « La gloire de ton règne commence ! Ton soleil monte et brillera bientôt d'un éclat merveilleux (1). » O néant des espérances humaines !...

Loin de moi l'idée de nier que souvent, trop souvent, les conseils pressants, les objurgations passionnées d'Alexandra-Feodorowna son époux n'aient été funestes et malaisants. Cette malaisance se double parfois en plus de quelque chose de grotesque. Quoi de plus tristement grotesque, par exemple, que les exigences de Raspoutine qu'on demande son avis pour... la conduite des opérations militaires, exigences énergiquement appuyées par l'Impératrice ? Et comment ne pas sympathiser avec notre auteur lorsqu'il lui arrive de s'écrier, à propos de pareilles insanités :

« A lire ces lettres où se débattent les plus graves secrets de la défense nationale, où la vie même de la Russie est en jeu, comment ne pas frémir lorsqu'on sait dans quelle société de bambocheurs, de fripouilles, d'espions, de bandits « l'homme de Dieu » s'enivrait chaque soir ? »

« Notre ami (Raspoutine)... regrette qu'on ait engagé cette offensive sans le consulter. Il t'aurait dit d'attendre... Notre ami envoie sa bénédiction à toute l'armée orthodoxe (!) (2) ; il insiste pour que tu n'engages pas une grande offensive dans le Nord... »

« Dis-moi quel jour tu commenceras l'offensive pour que notre ami puisse prier tout spécialement. C'est d'une extrême importance ! »

« Folie furieuse » : voilà, je l'avoue, la seule réflexion que ces lignes de l'Impératrice à Nicolas II (du 4 septembre 1915) me suggèrent. *Quos perdere vult Jupiter dementat*. Et pourtant...

Et pourtant entre une femme malade dont la vision enfiévrée est hantée de mirages et d'hallucinations, mais dont la sincérité

est ardente et indubitable et qui croit bien faire, et un homme apparemment tout à fait normal qui porte toute la responsabilité de la situation et est tenu de se rendre compte de son incommensurable gravité, mais ne sait la plupart du temps que tolérer le mal, que se dérober aux solutions nettes, qu'hésiter, ajourner, louvoyer, éluder, se contredire et — en fin de compte — céder ; entre cette femme et cet homme, dis-je, mes préférences vont sans hésiter à celle-là et non à celui-ci.

Ne voyons pas trop dans la Tsarine le mauvais génie de son époux. Elle lui a souvent donné des conseils détestables : c'est entendu ; d'autres recommandations ont pu être parfois intelligentes et sensées (1). Certes, avec une autre femme qu'Alexandra-Feodorowna Nicolas II n'aurait peut-être pas échoué aussi lamentablement. Tout compte fait, cependant, il aura été surtout son propre mauvais génie... Mais, d'autre part, je crois que, seule, l'impératrice Alexandra aurait peut-être pu éviter l'écueil de la Révolution. Elle était loin d'être une Catherine II comme le lui affirmait, dit-on, le dernier ministre de l'Intérieur de l'Empire Protopopov. Mais je ne serais pas étonné que, somme toute, elle eût possédé une dose suffisante d'énergie, voire — qu'on me passe le mot — de brutalité, pour empêcher, tout au moins provisoirement, la monarchie de s'effondrer irrémédiablement. Pour être un Tsar — ou une Tsarine — tant soit peu à la hauteur des circonstances, il ne fallait nullement être un surhomme ; une intelligence moyenne (avec de l'énergie en plus) eût amplement suffi. Malgré ses aberrations, Alexandra-Feodorowna seule, Raspoutine une fois supprimé, eût peut-être été de taille, sinon à tirer la Russie du pétrin, au moins à enrayer la dégringolade générale. Solution boiteuse : oui ! Solution peu satisfaisante : d'accord. Mais qui aurait pu, quand même, nous faire gagner du temps — et c'eût été beaucoup. Qui sait, peut-être le salut.

* * *

La mort de Raspoutine a sonné le glas du tsarisme russe. Quelques semaines encore et tout l'édifice multiséculaire s'écroule ; les échos de cet écroulement retentissent encore à nos oreilles.

Après une courte captivité dans le palais de Tsarskoïé Sélo, le Tsar, la Tsarine, leurs cinq enfants sont transférés à Tobolsk. Quelques hommes loyaux et fidèles les accompagnent ; que d'autres qui se sont dérobés ! A Tobolsk, ville située à deux cents kilomètres de toute voie ferrée, séquestrés du monde, espionnés dans tous leurs mouvements ; soumis à des consignes rigoureuses, les détenus vivent de la vie la plus gênée, la plus monotone, la plus odieuse, peut-on dire, vu l'incessante promiscuité de leurs gardiens. Plus tard, c'est pire encore. La petite garnison de Tobolsk, préposée à leur surveillance, est remplacée par des gardes rouges arrogants et débraillés, qui tiennent à se montrer particulièrement cyniques devant les jeunes grandes-duchesses : Olga, Tatiana, Marie, Anastasia. Les ressources pécuniaires manquent de plus en plus.

En avril-mai 1918 la famille impériale est transférée inopinément et sans explication à Ekaterinebourg, au centre de l'Oural. Une fois dans cette grande ville industrielle, les Souverains s'aperçoivent immédiatement que désormais ils vont être traités sans égards et sans pitié. On commence par leur enlever cinq de leurs compagnons et la plupart de leurs serviteurs ; puis c'est un régime de promiscuité bien pire encore que celle de Tobolsk. Des factionnaires sont placés devant toutes les portes et dans tous les couloirs et le commissaire Yourowsky s'installe au premier étage dans une chambre d'où il peut surveiller tout ce qui se passe dans l'étroit logement de la maison Ipatiew (2)...

Ce martyr sans nom prend fin dans la nuit du 16 au 17 juillet par une abominable boucherie. C'est qu'une armée « blanche » s'avance de Sibérie orientale ; les bolchéviks craignent qu'elle ne libère les captifs et prennent les devants. Les cadavres une fois

(1) Il n'est pas inutile de rappeler cette « prédiction » brutalement démentie par l'événement, vu d'autres « prophéties » du fatal moujik qui se seraient réalisées et qui paraissent avoir impressionné M. Paléologue lui-même ; c'est ainsi qu'il parle ailleurs de « ce mystérieux instinct divinatoire », de « cet incompréhensible et fulgurant prophétisme » dont « l'Impératrice » a fourni de si nombreux témoignages ». Pour apprécier sagement les « succès », il faut ici comme partout tenir compte des « échecs ».

(2) Sir George Buchanan raconte dans ses Mémoires que Raspoutine ayant un jour télégraphié au grand-duc Nicolas, pour lui annoncer son arrivée au G. Q. G., également pour bénir l'armée, Nicolas-Nikolaévitch lui répondit par ce message lapidaire : *Prizjaj, pouvéchou* (« Viens et je te pendrai »). Nous trouvons chez M. Paléologue une version un peu différente de cette même « correspondance », fort suggestive, on en conviendra, et qui fait en tout cas honneur au grand-duc.

(1) M. Strémoukhou, un ancien haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, en cite plusieurs dans une étude parue il y a quelques années dans une revue russe de Paris. Malheureusement il veut trop prouver — et par là affaiblit notablement la valeur de son argumentation.

(2) Superstitieux comme sont le Tsar et la Tsarine, ce nom d'Ipatiew doit les impressionner, écrit M. Paléologue, car n'est-ce pas au fameux couvent d'Ipatiew, à Kostroma, qu'en 1613 le fondateur de la dynastie, Michel-Féodorovitch Romanov, avait accepté d'une ambassade moscovite la couronne de tsar-autocrate ? Certes, il y a similitude de noms, mais elle n'est pas absolue : d'un côté c'est la maison Ipatiew, de l'autre le couvent St. Ipat (Ipatievski monastyr). La racine des deux noms est cependant la même.

démembrés et déchiquetés, on verse dessus pour dissoudre les chairs et les os, cent quatre-vingt-dix kilogrammes d'acide sulfurique, puis on les brûle avec deux cents litres de pétrole. Un détail typique dont M. Paléologue ne fait pas mention : l'acide sulfurique est fourni par un certain Woikoff qui finira ses jours dans la peau d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Soviets à Varsovie! Il est juste d'ajouter qu'il les finira révolvérisé par le jeune et héroïque Kowerda qui expie toujours ce geste dans les prisons polonaises...

* * *

Devant un tel calvaire quelle est l'attitude de l'Impératrice? L'image du Sauveur, nous dit M. Paléologue, ne cesse plus de rayonner devant ses yeux. A chaque insulte des gardes rouges elle dit avec sérénité :

« Ne nous révoltons pas. C'est Dieu qui nous envoie cette humiliation. Acceptons-la donc pour notre salut éternel... Avant d'expirer sur le Golgotha, Jésus-Christ n'a-t-il pas vidé le calice jusqu'à la lie? »

Les fêtes de Pâques approchent, ces fêtes de Pâques que dans la Russie d'autrefois on célébrait comme nulle part au monde. Le 20 mars 1918 l'Impératrice écrit :

« Le Sauveur du monde arrive! Inclignons-nous devant sa croix; aidons-le courageusement à la porter; rappelons-nous constamment que nos croix à nous sont à peine l'ombre de sa croix... Vous qu'on outrage et qu'on insulte, soyez patients! Vous qu'on tourmente et qu'on persécute, réjouissez-vous! »

Elle dicte à l'une de ses filles cette prière :

« Seigneur, accorde-nous de supporter, en ces jours de tempête, les tortures de nos bourreaux! Aide-nous à souffrir la honte et les insultes!... Aux portes de la tombe donne-nous la force surhumaine de prier humblement pour nos ennemis (1). »

Et que dire de cette autre prière :

« Reine du Ciel et de la terre, consolatrice des affligés, écoute nos implorations! O daigne tourner ton regard vers notre patrie... O ne l'abandonne pas!... O daigne tourner ton regard vers nos larmes et notre martyre? »

Vraiment, quand je pense dans quelle ambiance ces lignes ont été écrites, quand je pense à l'immensité de l'effondrement et à l'amertume du calice, je me sens remué, je l'avoue, jusqu'au fond de l'âme...

J'ai cité plus haut sans le commenter ce passage du beau livre de M. Paléologue où il attribue l'exacerbation de la névrose héréditaire d'Alexandra-Feodorowna — en partie tout au moins — au « cérémonial splendide » des liturgies orthodoxes auxquelles elle avait à participer constamment et qui chaque fois « la secouaient jusqu'au plus intime de son être ». A Tobolsk, sans parler d'Ekaterinebourg, apogée du calvaire impérial, ce « cérémonial splendide » n'existait plus. La Messe y était redevenue la Messe tout court, la Messe sans aucune de ces accrétiens très — trop — humaines, telles que la répétition constante de prières pour la famille impériale. A Tobolsk plus de courtoisie directe ou indirecte. Qui ne voit cependant, quelles que soient ses convictions personnelles, la malheureuse Souveraine s'abreuve à longs traits à cette source sacrée? y puiser — à défaut d'espoir — le courage, la résignation, la sérénité, la force de supporter les outrages et les insultes, l'énergie nécessaire pour veiller sur ses quatre filles — nobles, pures et saintes victimes — qu'une soldatesque immonde et toujours prête à se déchaîner entoure?... Même à supposer que M. Paléologue ait raison quand il parle comme il le fait des splendeurs liturgiques du Tsarskoïé Sélo impérial, de Moscou et de Saint-Petersbourg, son hypothèse ne saurait s'appliquer aux humbles Messes de Tobolsk!!!

* * *

(1) Je dois dire que l'opinion la plus accréditée dans l'émigration russe regarde comme auteur de cette prière — en vers — la grande-duchesse Olga, fille aînée du Tsar. A supposer qu'il en ait été ainsi, le fait est d'importance secondaire, puisque la mère et les filles, en ces heures d'agonie suprême, n'avaient sans doute qu'un seul cœur et une seule âme pour penser, agir et prier...

Il est une circonstance qui est de nature à nous faire éprouver pour l'impératrice Alexandra plus de commisération encore : c'est le fait qu'elle a été odieusement calomniée. La principale de ces calomnies est naturellement celle qui consiste à la représenter comme l'instrument et l'alliée de l'Allemagne et du Kaiser allemand. De celle-ci il a été fait depuis longtemps justice pour tous les hommes de bonne foi. Mais il s'est trouvé des « écrivains... pour revenir à la charge et pour représenter la malheureuse Souveraine, avec « documents » à l'appui — « documents » forgés par eux-mêmes du premier mot jusqu'au dernier — comme trahissant au profit de l'Allemagne son pays d'adoption. En parlant ainsi, j'ai spécialement en vue feu William Le Queux qui, dans une série d'ouvrages « populaires » (*Raspoutine le moine (!) scélérat, Mémoires de la baronne Tsankoff*), a déversé sur l'infortunée Tsarine, sans preuves (sauf celles que lui-même fabriquait de toutes pièces au courant de la plume!) des torrents d'immondices. Peut-on concevoir pire vilénie? Je me souviendrai toujours avec un sentiment de légitime satisfaction qu'en 1918, alors que l'infortunée femme abandonnée de Dieu et des hommes agonisait au fin fond de l'Oural, la légation de Russie à Oslo dont je faisais partie à l'époque envoyait sur mon initiative une véhémement note de protestation contre les infamies de Le Queux à la légation d'Angleterre. Il va sans dire que ce geste ne donna rien. Mais du moins ai-je pu me dire alors : *Feci quod potui...*

* * *

Résumons-nous :

L'impératrice Alexandra aura fait à la Russie beaucoup de mal. Mais c'était une malade qui avait pour mari un homme animé, je n'en doute pas, des meilleures intentions, mais sans volonté, sans énergie, absolument au-dessous de ce que la situation exigeait. Elle s'est atrocement trompée maintes fois — mais la faute en est surtout à celui qui la laissa faire. Lorsque le cataclysme s'est déclenché, elle a eu, au cours d'épreuves terribles, une attitude qui commande la plus vive admiration. Au cours d'interminables semaines d'une agonie sans nom elle a tout racheté, tout expié. Elle a mérité que le voile de l'oubli fût jeté sur ses erreurs et ses fautes, et avec M. Paléologue je dirai qu'un seul sentiment nous remplit aujourd'hui à son égard :

« La pitié, une immense pitié. »

Comte PEROVSKY.

Concerts spirituels à Bruxelles

SALLE DU PALAIS DES BEAUX-ARTS

I. **CONCERT EXTRAORDINAIRE** : Jendi 27 octobre, à 20 h. 30. La **Missa solennis**, de Beethoven. Direction : M. Joseph Jongen, directeur du Conservatoire royal de Bruxelles.

SOLISTES : M^{mes} Marg. Thys, professeur au Conservatoire de Bruxelles, et Théod. Versteegh, du Concertgebouw d'Amsterdam; MM. Maurice Weynandt, professeur au Conservatoire de Bruxelles, et Jean Hazart, des Concerts Colonne et Lamoureux.

Violon solo : M. Ed. Bouquet. A l'orgue : M. René Tellier.

Les 200 chanteurs du Chœur des Concerts Spirituels. (Directeur : M. Maurice Weynandt.)

L'orchestre symphonique de Bruxelles. (Directeur : M. D. Defauw.) La location est ouverte au Palais des Beaux-Arts, rue Ravenstein, de 11 à 17 heures.

II. **TROIS CONCERTS D'ABONNEMENT**. En matinée, à 14 h. 30, 26 et 27 novembre : **Parsifal**, de Wagner. Direction de M. J. Jongen. 4 et 5 février 1933 : **La Passion selon saint Matthieu**, de J.-S. Bach. Direction de M. Louis De Vocht, chef d'orchestre des Nouveaux Concerts d'Anvers.

13 et 14 mai : Le célèbre **Requiem**, de Berlioz, pour orchestre, fanfares, ténor solo et chœur (première exécution intégrale à Bruxelles). Direction de M. M. Weynandt. 450 exécutants.

Les SOLISTES : M^{mes} Cl.-M. Boons, des Concerts Colonne et Lamoureux, et Th. Versteegh, du Concertgebouw.

MM. José Beckmans, de l'Opéra Comique; Maurice De Groot, des Concerts du Conservatoire et des Concerts Colonne; M. Jean Hazart, des Concerts Colonne et Lamoureux; Cél. Mazy, du Conservatoire royal de Bruxelles; Willem Ravelli, du Concertgebouw; Jos. Rogatchewski, de l'Opéra; Lucien Van Obbergh, du Théâtre de la Monnaie, et Maurice Weynandt, professeur au Conservatoire royal de Bruxelles. Chœur des Concerts Spirituels. Chœur d'enfants de l'Institut Notre-Dame de Cureghem. (Directeur : M. l'abbé Roose.)

Les abonnements, aux prix de 20 à 125 francs, sont en vente au bureau de location du Palais des Beaux-Arts, rue Ravenstein, tous les jours, de 11 à 17 heures. On peut retenir ses places par téléphone, n° 11.13.74, et en verser le prix par compte chèque-postal.